



Société anonyme à Conseil d'administration au capital de 292 726,60 euros
Siège social : 41 quai Fulchiron, 69005 Lyon
529 222 689 RCS Lyon

RAPPORT ANNUEL
AU 31 DÉCEMBRE 2023



SOMMAIRE DU RAPPORT ANNUEL

1.	ATTESTATION DE RESPONSABILITÉ DU RAPPORT ANNUEL -----	3
2.	RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE -----	4
3.	COMPTES CONSOLIDES AU 31 DÉCEMBRE 2023-----	27
4.	COMPTES SOCIAUX DE LA SOCIÉTÉ OBIZ© SA POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2023-----	63
5.	ANNEXES AU RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION -----	84
5.1	TABLEAUX FINANCIERS DES CINQ DERNIERS EXERCICES -----	84
5.2	RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE	85
5.3	RAPPORT DU REFERENT DE MISSION -----	100
6.	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES -----	113

1. ATTESTATION DE RESPONSABILITÉ DU RAPPORT ANNUEL

1.1 Responsable du rapport annuel

Monsieur Brice Chambard, Président Directeur Général d'Obiz.

1.2 Attestation de la personne responsable

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion figurant ci-après présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et qu'il décrit les principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées »

Lyon, le 30 avril 2024,

Monsieur Brice Chambard, Président Directeur Général d'Obiz.

2. **RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 13 JUIN 2024

Rapport de gestion du Conseil d'Administration sur les comptes statutaires et sur les comptes consolidés clos au 31 décembre 2023

Mesdames, Messieurs,

Conformément à la loi et aux statuts, nous vous avons réunis en Assemblée Générale Mixte afin de vous rendre compte de la situation et de l'activité de notre société et du groupe durant l'exercice clos le 31 décembre 2023, de soumettre à votre approbation les comptes sociaux et consolidés dudit exercice, arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 15 avril 2024.

Nous vous donnerons toutes précisions et tous renseignements complémentaires concernant les pièces et documents prévus par la réglementation en vigueur et qui ont été tenus à votre disposition dans les délais légaux.

Vous prendrez ensuite connaissance :

- des rapports de vos Commissaires aux Comptes,
- du rapport du Conseil d'Administration sur le gouvernement d'entreprise établi conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 dernier alinéa du Code de commerce, lequel intègre notamment la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chacun des mandataires sociaux de la société, durant l'exercice écoulé, ainsi que le tableau récapitulatif des délégations en cours de validité accordées par l'Assemblée Générale des actionnaires au Conseil d'Administration dans le domaine des augmentations de capital,

En outre, nous vous précisons qu'est annexé au présent rapport, conformément à l'article R. 225-102 du Code de commerce, le tableau faisant apparaître les résultats de la société au cours des cinq derniers exercices clos ainsi que le rapport de mission du référent de mission conformément aux dispositions de l'article L.210-10 du Code de commerce et suivants.

I. ACTIVITÉ ET SITUATION DU GROUPE AU COURS DE L'EXERCICE

A. Périmètre de consolidation

Il s'agit du deuxième exercice de consolidation du Groupe OBIZ (ci-après le « **Groupe** »).

Le Groupe comprend les sociétés ci-dessous :

Nom de l'entité	Adresse, Pays	Siren	Taux de détention juridique par la société OBIZ au 31.12.2023	Taux de détention au 31.12.2023	Méthode de consolidation
OBIZ (Entité Mère)	41 quai Fluchiron 69005 LYON	529 222 689	-	-	
ADELYA (Filiale)	298, allée du lac 31670 LABEGE	451 130 165	100 %	100 %	Intégration globale
MILE POSTIONNING SOLUTIONS (participation)	390 Chemin du Mas Joint 69270 FONTAINES ST MARTIN	817 706 898	12,58 %	12,58 %	Mise en équivalence
SKI LOISIRS DIFFUSION (1) (Filiale)	5, Allée des Sequoias 69760 LIMONEST	348 600 847	100 %	100 %	Intégration globale
USUAL PARTNERS (1)	19 B Avenue de Lanessan 69410 CHAMPAGNE AU MONT D'OR	831 100 631	0 %	100 %	Intégration globale
E-CE (1)	39 Chemin des Peupliers 69570 DARDILLY	830 464 418	0 %	50 %	Intégration globale
HOP (2)	41 QUAI FULCHIRON 69005 LYON	893 490 375	70 %	70 %	Intégration globale
TAM TAM ICE (3)	28 rue Carnot 86000 POITIERS	447 592 210	0%	100%	Intégration globale
EMPLOI système (participation)	(étranger)	En cours de liquidation	15,12 %	15,12 %	Non consolidée
SUPERCONNECTR (2)	33 rue de la République 69002 LYON	838 476 265	3,56 %	3,56 %	Non consolidée

(1) Acquisition au 29 juin 2023 avec une entrée de périmètre au 30 juin 2023 (E-CE et USUAL PARTNERS sont filiales de SLD)

(2) Acquisition au 13 juin 2023 avec une entrée de périmètre au 30 juin 2023

(3) Acquisition de la société le 01 septembre 2023 par la société SLD

B. Activité du Groupe au cours de l'exercice

Au cours de l'exercice écoulé, le Groupe Obiz© a réalisé un chiffre d'affaires global de 83 111 K€.

Le résultat d'exploitation consolidé s'élève à 1 000 K€ au 31 décembre 2023.

Le résultat de l'ensemble consolidé au 31 décembre 2023 s'établit à 290 K€ contre 62 K€ au 31 décembre 2022.

Le résultat net part du Groupe ressort à 126 K€ au 31 décembre 2023.

Chiffre d'affaires de 83,1 M€ en 2023 en croissance de +108% :

En M€ -	2022	2023	Variation
Chiffre d'affaires annuel	40,0	83,1	+108%
dont Programmes relationnels et affinitaires	4,4 (1)	6,4	+47%
dont Boutiques e-commerce	35,6	76,7	+115%

⁽¹⁾ Les revenus des activités « Programmes relationnels et affinitaires » et « Boutiques e-commerce » diffèrent légèrement de ceux communiqués en janvier 2023 lors de la publication du chiffre d'affaires 2022 (respectivement 4,4 M€ et 35,6 M€ vs. 5,2 M€ et 34,8 M€ présenté dans le communiqué de presse), sans pour autant changer le chiffre d'affaires global, compte tenu de la comptabilisation d'une partie de l'activité e-commerce d'Adelya® en Programmes relationnels et affinitaires lors de sa consolidation en 2022.

La société Adelya est consolidée dans les comptes d'Obiz© depuis le 1er mai 2022 au sein de l'activité Programmes relationnels et affinitaires et la société Ski Loisirs Diffusion depuis le 1er juillet 2023.

Activité record en 2023, en croissance totale de +108%, au-delà de l'objectif

À l'issue de l'exercice 2023, Obiz© a réalisé un chiffre d'affaires annuel consolidé de 83,1 M€, en croissance soutenue de +108% par rapport à l'exercice 2022, supérieur à l'objectif d'un chiffre d'affaires consolidé de 75 M€ que s'était fixé la société.

Pour rappel, le groupe Obiz© a bénéficié de l'entrée de périmètre de la société Ski Loisirs Diffusion, consolidée depuis le 1er juillet 2023, et la société Adelya©, consolidée depuis le 1er mai 2022. À périmètre constant, Obiz© a affiché une solide croissance organique de +13%. Sur une base proforma (intégrant Ski Loisirs Diffusion dans les comptes d'Obiz© depuis le 1er janvier 2023), le chiffre d'affaires annuel s'élève à 109 M€.

Cette forte dynamique de l'activité est le fruit du développement très soutenu à la fois de l'activité Programmes relationnels et affinitaires, mais également de l'activité Boutiques e-commerce.

Les deux activités du groupe Obiz® ont contribué à cette bonne dynamique annuelle. L'activité **Programmes relationnels et affinitaires**, principale contributrice à la marge brute du groupe, a affiché un chiffre d'affaires en **croissance de +47%**, avec **31 nouveaux programmes remportés sur l'année** (dont La Poste, Cogedim, Michelin, Adecco, etc.), vs. 25 nouveaux programmes initialement visés sur l'année.

L'activité **Boutiques e-commerce** a quant à elle enregistré un **accroissement soutenu de +115%** de son chiffre d'affaires en 2023, bénéficiant d'une **force de frappe plus importante en matière d'achats** sur le marché des loisirs et de la culture à prix réduits. Obiz® a continué d'œuvrer au développement de son réseau de partenaires, passé de 45 500 à 55 000 partenaires en un an.

Ainsi, sur les cinq dernières années, le chiffre d'affaires est passé de 9,5 M€ en 2019 à 83,1 M€ en 2023, soit un **taux de croissance annuel moyen élevé de +72%**.

Les données ci-après en euros sont les suivantes :

OBIZ Compte de résultat consolidé	31.12.2023	31.12.2022
Chiffre d'affaires	83 110 752	39 990 445
Autres produits d'exploitation	1 575 177	783 486
Produits d'exploitation	84 685 929	40 773 931
Achats consommés	(72 075 879)	(34 468 952)
Charges externes	(3 712 061)	(1 460 212)
Autres charges	(194 155)	(60 717)
Impôts et taxes	(270 193)	(106 658)
Charges de personnel	(5 978 646)	(3 682 813)
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	(1 454 691)	(821 168)
Résultat d'exploitation	1 000 303	173 411
Résultat financier	(420 416)	(157 283)
Résultat exceptionnel	(222 756)	(36 633)
Impôts sur les résultats	7 598	84 940
Résultat net des entreprises intégrées	364 729	64 435
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	(74 732)	(2 240)
Résultat net de l'ensemble consolidé	289 997	62 195
Intérêts minoritaires	163 911	0
Résultat net (part du groupe)	126 087	62 195

Le groupe ne suit plus son résultat d'exploitation par destination, à cet effet, il est présenté ci-après les données par natures, selon le règlement comptable ANC 2020-01 ;

Doublément de la marge brute en 2023, à 13,4% du chiffre d'affaires

À fin décembre 2023, la marge brute s'est établie à **11,0 M€**, soit un **doublément** par rapport l'an dernier (5,5 M€), représentant un taux de marge brute de 13,3% (vs. 13,8% un an plus tôt). Obiz® dépasse ainsi largement l'objectif d'une marge brute supérieure à 8 M€ qu'il s'était fixé pour l'exercice 2023.

Sur une base proforma, la marge brute ressort à plus de 12,5 M€.

Cette solide performance est principalement le fruit du développement commercial soutenu de l'activité historique d'Obiz®, Programmes relationnels et affinitaires, qui s'appuie sur un modèle de **forte récurrence et de marges structurellement élevées**.

EBITDA annuel en progression soutenue de +110% - Doublément du résultat net

En 2023, **l'EBITDA a fortement progressé de +110%** par rapport à l'an dernier, passant de 1,0 M€ à 2,2 M€ (contre un objectif d'EBITDA supérieur à 2 M€). La marge d'EBITDA ressort ainsi à 2,7% du chiffre d'affaires, contre 2,5% un an plus tôt.

Sur une base proforma, l'EBITDA s'élève à 3,1 M€. (Consécutivement à son acquisition par Obiz®, SLD a clôturé le 31 décembre 2023 un exercice d'une durée exceptionnelle de 15 mois (clôture annuelle le 30 septembre avant l'acquisition). Afin de calculer le chiffre d'affaires, la marge brute et l'EBITDA proforma du groupe Obiz® en 2023, ces indicateurs de SLD sur 15 mois ont été proratisés sur 12 mois)

Les charges d'exploitation ont marqué une progression dans le sillage de la croissance de l'activité, incluant notamment un accroissement des honoraires en lien avec la stratégie de croissance externe de la société, ainsi qu'une hausse des charges de personnel. À fin 2023, Obiz® comptait 107 collaborateurs, contre 78 un an plus tôt.

Après comptabilisation des dotations nettes aux amortissements, le **résultat d'exploitation enregistre une progression soutenue** et s'établit à 1,0 M€ au titre de l'exercice, contre 0,2 M€ l'an dernier.

Après prise en compte du résultat financier, constitué principalement des charges d'intérêts liées aux emprunts bancaires, et du résultat exceptionnel, intégrant des charges sur exercices antérieurs, Obiz® affiche un **doublément de son résultat net** à 126 K€, contre 62 K€ un an plus tôt.

La réconciliation de **l'EBITDA**, défini par le résultat d'exploitation, excluant les dotations aux amortissements des immobilisations et incluant le crédit d'impôt innovation (CII), avec les états financiers consolidés, s'établit comme suit :

Réconciliation de l'EBITDA	31.12.2023	31.12.2022
Résultat d'exploitation	1 000 303	173 411
Éléments à réintégrer		
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	780 422	716 168
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	167 334	33 920
Crédit d'impôt innovation (CII)	257 613	79 924
EBITDA	2 205 672	1 003 423

L'EBITDA ainsi présenté tient compte des impacts liés aux engagements pour indemnité de départ en retraite du Groupe à la clôture.

Le **résultat financier** comprend principalement des charges d'intérêts liés aux emprunts bancaires pour (0,3M€), de la dépréciation de titres non consolidés pour (0,1M€) est une perte de 0,4M€.

Le **résultat exceptionnel** intègre des charges diverses pour 0,2M€ et présente donc une perte.

Les **impôts** comprennent le crédit d'impôt innovation et un crédit d'impôt mécénat.

Le **résultat net de l'ensemble consolidé** s'établit ainsi à 0,3M€, dont 0,16M€ appartient aux minoritaires.

C. Événement marquants survenus au niveau du Groupe au cours de l'exercice

Prise de participations

- Acquisition de la société SLD et ses filiales à hauteur de 100% du capital social (cf. communiqué de presse du 29 juin 2023). Cette acquisition a été financée par les fonds propres levés par le biais d'une augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription d'un montant total de 8 M€, par de nouveaux emprunts bancaires d'un montant de 6,5 M€ souscrits pour l'occasion, et sur la trésorerie disponible d'Obiz©.
- En juin 2023, la Société a acquis 70% du capital de la société HOP et 3,59 % du capital de la société SUPERCONNECTOR.
- En septembre 2023, la société SLD a acquis 100% du capital de la société TAMTAM
- La Société a pris une participation minoritaire dans le capital de SPORTYNEO (0,8%) en lien avec le partenariat avec cette même société (cf. communiqué de presse du 10 janvier 2024).

Augmentation de capital de 8M€ en juin 2023, soit la création de 1 612 903 titres (cf communiqué de presse du 23 juin 2023).

Obligations Relance

Le 13 décembre 2023, la Société a émis un emprunt obligataire dont les modalités sont les suivantes :

- 3,6 M€ au taux de 8,20%, souscrit par le fonds Obligations Relance France et venant à échéance le 13 décembre 2031 ;
- 0,4M€ au taux de 10,20% souscrit par le fonds Obligations Relance France - Tikehau Investment Management, venant à échéance le 13 décembre 2031 ;
- Cet emprunt obligataire est soumis à covenants, ces covenants sont respectés au 31 décembre 2023.
- Ces obligations s'inscrivent dans le cadre d'un dispositif de soutien aux entreprises (le plan « France Relance ») à travers l'octroi d'une garantie publique à des fonds d'investissement responsables labellisés 'France Relance ». Le gouvernement considère cet instrument comme des quasi-fonds propres (rang très subordonné). Néanmoins ces obligations Relances sont comptabilisées en dettes dans les comptes, compte tenu du paiement périodique du coupon et du capital in fine.

Nouveaux emprunts d'une valeur de 6,9M€ sur l'exercice 2023

Au premier semestre 2023, la société a contracté un prêt de 6,5M€ auprès de différents partenaires bancaires afin de procéder à l'acquisition de la société SLD. Un prêt additionnel a été réalisé auprès de la société générale pour 0,4M€ sur l'exercice 2023.

Gouvernance

Le 18 décembre 2023, la Société annonce l'arrivée de deux nouveaux administrateurs au sein de son Conseil d'administration, la société Garibaldi Participations représentée de manière permanente par Emmanuelle Le Bras, et Hervé Bigal, en qualité d'administrateur indépendant. Leur nomination a été approuvée lors de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires, réunie le 13 décembre 2023.

Développement commercial

Au cours de l'exercice 2023, Obiz© a été choisie pour concevoir, déployer et piloter de nombreux nouveaux programmes relationnels et affinitaires, dont celui de La Poste, Cogedim, Adecco.

Dans le cadre de son appel d'offre européen, La Poste a choisi Obiz© comme partenaire car disposant d'une double expertise, à la fois (i) opérateur d'une solution technologique de gestion de programmes de fidélité et (ii) expert en marketing et en développement de partenariats. Obiz© a ainsi proposé une expérience simplifiée et multicanale qui permet à La Poste de créer une relation durable avec sa clientèle en se positionnant au cœur de ses préoccupations et permettant de les récompenser pour leur confiance.

Afin d'enrichir l'expérience offerte à ses clients, Cogedim a choisi Obiz© pour étoffer les avantages de son nouveau Club. Dans les mois à venir, les clients de Cogedim auront accès à des avantages exceptionnels sur des services du groupe, mais également chez de grandes enseignes nationales en lien avec l'habitation, figurant dans le vaste catalogue d'offres de partenaires d'Obiz©. L'objectif de ce programme est de permettre à Cogedim de consolider le lien avec ses clients, en répondant à leurs besoins globaux liés à leurs projets immobiliers et bien plus encore.

Afin de renforcer le pouvoir d'achat et récompenser ses intérimaires les plus engagés, Adecco a lancé en partenariat avec Obiz© « Le Club Adecco », un programme de fidélité donnant un accès privilégié à une plateforme exclusive d'offres exceptionnelles et de réductions, jusqu'à 30% sur certains produits, chez de grandes enseignes figurant dans le vaste catalogue d'Obiz©, concernant les domaines essentiels du quotidien (alimentation, mobilité, maison, mode et bien-être, etc.).

Fort du succès des précédentes éditions, McDonald's France a renouvelé en 2023 son opération promotionnelle baptisée « 1 Jour 1 Bon Plan ». Grâce aux offres promotionnelles quotidiennes proposées, les consommateurs peuvent bénéficier d'un bon plan chaque jour, selon 3 catégories : des offres à prix réduits sur les produits McDonald's, des objets collectors McDonald's et des offres partenaires.

Ainsi, pour accompagner ce client historique, Obiz© a pu négocier des offres promotionnelles exceptionnelles auprès de dizaines de parcs de loisirs (Parc Astérix, Puy du Fou, Futuroscope, etc.) permettant aux consommateurs de profiter de remises allant jusqu'à 50% pour tout achat d'un menu éligible à l'opération

ADELYA poursuit de son côté le déploiement de sa plateforme web de fidélisation Loyalty Operator, auprès d'organismes de tourisme en France et à l'international.

En outre, Obiz© poursuit ses avancées sur les différents axes de développement articulés autour de sa plateforme dans la perspective de son plan stratégique 2025 : accroissement du nombre de programmes affinitaires, développement international par croissance organique et croissance externe, développement de la monétisation des boutiques e-commerce et préparation du lancement de programmes relationnels spécifiques vers de nouveaux profils clients (consommateurs et partenaires locaux) et notamment Merciz©.

Création Fondation Obiz

Dans le but de compléter ses engagements, à l'occasion de ses 13 ans, le Groupe a créé la Fondation Obiz©, dont l'ambition est de financer :

- des projets liés à l'entrepreneuriat : réinsertion professionnelle, aide à la création ou à la reprise d'entreprise, etc. ;
- des projets liés au développement d'un entrepreneuriat à impact, utile à la société au service du bien commun ;
- des projets liés à la revitalisation des territoires.

À travers ces actions, Obiz© souhaite permettre aux catégories sociales les plus fragilisées ou en difficulté (économique, personnelle, de santé, etc.) de retrouver une place dans la société et d'exprimer pleinement leur potentiel. La Fondation Obiz© est abritée sous égide de la Fondation Entreprendre, qui agit depuis 2008 en faveur de la cause entrepreneuriale.

D. Activité en matière de recherche et de développement

Au cours de l'exercice écoulé, le groupe consolidé a engagé des dépenses en matière de recherche et de développement pour un montant 1 205 K€.

Le groupe a bénéficié d'un crédit impôt innovation de 258 K€.

E. Evènements importants survenus au niveau du groupe depuis la clôture de l'exercice

Le 2 janvier 2024, la Société a acquis 0.8% du capital de la société QIIRO.

Pour Adelya© et Obiz©, le développement de l'offre Tourisme fait partie intégrante de la stratégie du Groupe qui vise à revaloriser les territoires et promouvoir leur richesse culturelle et l'économie locale, notamment auprès des touristes.

Dans cette perspective, et après une première participation à hauteur de 12,5% fin 2022, le groupe Obiz© est devenu le 11 mars 2024 l'actionnaire majoritaire de Mile, avec une participation qui s'élève désormais à 51%. Cette démarche illustre l'engagement sociétal du groupe et s'inscrit dans sa stratégie de développement d'activités culturelles et sportives à impact positif sur le pouvoir d'achat, en phase avec son statut d'entreprise à mission.

Le 3 avril 2024, la Société annonce la reconduction pour 3 ans de son contrat avec VINCI Autoroutes, leader européen de la concession autoroutière, pour le programme de fidélisation Ulys.

F. Evolution prévisible et perspectives d'avenir au niveau du groupe

Obiz© a réalisé une année 2023 historique, marquée par un **volume d'affaires qui a plus que doublé**, tiré par la croissance des deux activités du groupe, **des indicateurs opérationnels bien orientés** et une **situation financière qui demeure solide**.

Dans le sillage de cette bonne dynamique et du solide démarrage de l'année 2024, le groupe Obiz© vise au titre de l'exercice 2024 :

- **un chiffre d'affaires supérieur à 125 M€**, soit à minima +50% de croissance par rapport à l'exercice 2023 ;
- **une marge brute supérieure à 15 M€**, soit à minima +36% de croissance par rapport à l'exercice 2023 ;
- **un EBITDA supérieur à 3,5 M€**, soit à minima +59% de croissance par rapport à l'exercice 2023.

Obiz© entend poursuivre en 2024 ses avancées sur les différents axes de développement articulés autour de sa plateforme : accroître le nombre de Programmes relationnels et affinitaires, lui garantissant des flux revenus réguliers et lui assurant une visibilité sur le long terme (durée des programmes allant de 3 à 7 ans), s'étendre à l'international avec de grands groupes français et internationaux, augmenter la monétisation des Boutiques e-commerce et développer de nouveaux profils par abonnements.

II. ACTIVITÉ ET SITUATION DE LA SOCIÉTÉ AU COURS DE L'EXERCICE

A. Situation et évolution de l'activité de la société au cours de l'exercice

1. Caractéristiques de la société et rappel des opérations juridiques et financières réalisées au cours de l'exercice écoulé

La société Obiz© a été constituée le 13 décembre 2010 initialement sous la forme d'une société par actions simplifiée et avec comme dénomination sociale Obiz© CONCEPT.

L'Assemblée Générale Mixte réunie le 26 mars 2021 a décidé de modifier la forme sociale et Obiz© CONCEPT a ainsi été transformée en société anonyme à conseil d'administration. A cette même date, la dénomination sociale a également été modifiée pour devenir OBIZ.

Le groupe Obiz© est une entreprise à mission, spécialisée dans le développement des solutions de marketing relationnel innovantes et responsables qui permettent aux entreprises de fidéliser leurs clients ou collaborateurs à travers l'amélioration de leur bien-être et l'augmentation de leur pouvoir d'achat.

Grâce à sa plateforme digitale propriétaire et son équipe d'experts, le groupe Obiz© conçoit, déploie et pilote des programmes relationnels et affinitaires et des plateformes e-commerce pour le compte de ses clients (grandes entreprises, associations, fédérations). Le groupe propose à ses clients des technologies d'acquisition de données marketing en temps réel utilisant tous les moyens d'identification mobiles et sans contact NFC et optiques, ainsi que des plateformes SaaS et API destinées spécialement aux CSE, inters CSE et collectivités locales.

Aujourd'hui, le groupe est présent dans 20 pays et opère plus de 100 programmes relationnels et affinitaires à destination de 35 millions de bénéficiaires ayant accès à plus de 120 000 offres promotionnelles négociées par Obiz© auprès de son large réseau de plus de 55 000 partenaires commerciaux, nationaux et locaux. Le groupe compte plus de 5 000 clients CSE en direct, dont plusieurs grands comptes du CAC 40 et du SBF 120. Le groupe opère 1,5 Md € de flux financiers.

Obiz© est qualifiée Entreprise Innovante par Bpifrance et a obtenu une notation extra-financière, au titre de l'exercice 2022, de 69/100 de la part d'EthiFinance (+7 pts. vs 2021).

Obiz© est qualifiée Entreprise Innovante par Bpifrance et a obtenu une notation extra-financière « Avancée + » de la part d'EthiFinance.

A la date du présent rapport, la société Obiz© est une société anonyme à conseil d'administration dont les titres sont admis aux négociations sur le marché Euronext Growth d'Euronext Paris depuis le 26 mai 2021.

Son capital social est fixé à 292 726,60 euros divisé en 5 854 532 actions de 0,05 euro de nominal chacune.

Faits marquants de l'exercice 2023 :

Il convient de se référer aux événements marquants survenus au niveau du Groupe au cours de l'exercice.

2. Analyse de l'activité de la société OBIZ SA au cours de l'exercice écoulé

Obiz© a réalisé un chiffre d'affaires de 43 649 891 euros au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2023 versus 38 226 389 euros en 2022.

L'activité Programmes relationnels et affinitaires, dont le modèle génère des marges structurellement élevées, s'est inscrite en forte croissance de 47%.

Les ventes de boutiques en ligne (incluant les commissions facturées) ont augmenté de 11% entre 2022 et 2023. Cette progression s'explique principalement par l'élargissement de la base clients et du catalogue.

Les commissions facturées sont en lien avec les rétrocessions de commissions négociées avec les partenaires compte tenu des volumes d'affaires réalisés sur les boutiques en ligne.

B. Événements importants survenus depuis la clôture de l'exercice

Depuis le 31 décembre 2023, date de clôture du dernier exercice, les événements suivants sont à signaler :

Se référer aux événements importants survenus post clôture au niveau du Groupe.

C. Activité en matière de recherche et de développement

Au cours de l'exercice écoulé, notre Société a engagé des dépenses en matière de recherche et de développement pour un montant 622 845 €.

La société a bénéficié d'un crédit impôt innovation de 120 000 euros.

D. Evolution prévisible et perspectives d'avenir

Il convient de se référer aux perspectives détaillées au niveau du Groupe.

E. Informations sur les délais de paiement des fournisseurs et des clients

Conformément aux dispositions des articles L.441-6-1 et D.441-4 du Code de Commerce, vous trouverez dans le tableau ci-dessous des informations concernant les délais de paiement de nos fournisseurs et de nos clients :

	Article D. 441 I. -1° : Factures <u>reçues</u> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						Article D. 441 I. -2° : Factures <u>émises</u> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu							
	0 jour <i>(indicatif)</i>	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	0 jour <i>(indicatif)</i>	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)		
(A) Tranches de retard de paiement														
Nombre de factures concernées							246							538
Montant total des factures concernées TTC		519 208	1 007 770	1 179	196 739	1 724 896		84 934	15 394	19 503	347 231	467 062		
Pourcentage du montant total des achats de l'exercice (TTC)														
		1,49%	2,90%	0,00%	0,57%	4,96%								
Pourcentage du chiffre d'affaires de l'exercice (TTC)								0,22%	0,04%	0,05%	0,91%	1,22%		
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées														
Nombre des factures exclues	0													
Montant total des factures exclues	0													
<i>(préciser:</i>														
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L. 441-6 ou article L. 443-1 du code de commerce)														
Délais depaiements utilisés pour le calcul des retards de paiement	<input type="checkbox"/> Délais contractuels : 30 JOURS <input type="checkbox"/> Délais légaux : <i>(préciser)</i>						<input type="checkbox"/> Délais contractuels : 30 JOURS <input type="checkbox"/> Délais légaux : <i>(préciser)</i>							

III. FILIALES ET PARTICIPATIONS

Vous trouverez des informations relatives à l'activité et aux résultats des filiales de notre Société et des sociétés qu'elle contrôle.

	Nom de l'entité	Adresse, Pays	Siren	Taux de détention juridique au 31.12.2022	Taux de détention juridique au 31.12.2023	Méthode de consolidation	Chiffre d'affaires en K€ (*)	Résultat en K€ (*)	Capitaux propres en K€ (*)	Valeur comptable des titres détenus Brute (en K€)	Valeur comptable des titres détenus Nette (en K€)
1-Plus de 50% de détention du capital	ADELYA	298 allée du lac 31670 Labège	451 130 165	100%	100%	Intégration globale	3 329	238	1 172	3 673	3 673
	HOP	41 quai Fulchiron 69005 Lyon	839 490 375	0%	70%	Intégration globale	39	63	25	35	35
	SKI LOISIRS DIFFUSION	185 allée des frênes, 69760 Limonest	384 600 847	0%	100%	Intégration globale	80 548	1 607	2 857	15 152	15 152
10 à 50% du capital détenu par la société	EMPLOI SYSTÈME	(étranger)		15,12%	15,12%	Non consolidé	nc	nc	nc	139	0
	MILE POSITIONNING SOLUTIONS	390 chemin du Mas Joint 69270 Fontaines St Martin	817 706 898	12,58%	12,58%	Mise en équivalence	301	(580)	552	500	500

(*) données retenues des derniers comptes disponibles

⇒ SKI LOISIRS DIFFUSION

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023, Obiz© a acquis 100% du capital de la Société Ski Loisirs Diffusion, plateforme française éditeur d'API et de plateformes SaaS, leader de solutions dédiées aux Inters CSE, CSE (Comité Social et Économique) et Collectivités françaises

Au 31 décembre 2023 la société Obiz© détient 100% des titres de Ski Loisirs Diffusion, société par actions simplifiée au capital de 400 000,00 euros, dont le siège social est situé 185 allée des Frênes - BATIMENT B - 69760 LIMONEST, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Lyon sous le numéro 384 600 847.

IV. RESULTATS - AFFECTATION

A. Examen des comptes et résultats de la Société OBIZ SA

Nous allons maintenant vous présenter en détail les comptes annuels que nous soumettons à votre approbation et qui ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Au 31 décembre 2023, la Société a réalisé un chiffre d'affaires de 43 649 891 euros contre 38 226 389 euros pour l'exercice précédent.

Le montant des autres produits d'exploitation s'élève à 890 603 euros contre 543 148 euros pour l'exercice 2022.

Le montant des achats et variations de stocks s'élève à 38 983 390 euros contre 33 752 292 euros pour l'exercice 2022.

Le montant des autres achats et charges externes s'élève à 1 801 489 euros contre 1 476 638 euros pour l'exercice précédent.

Le montant des impôts et taxes s'élève à 178 159 euros contre 86 626 euros pour l'exercice précédent.

Le montant des traitements et salaires s'élève à 2 732 242 euros contre 1 830 150 euros pour l'exercice précédent et le montant des charges sociales s'élève à 927 149 euros contre 739 165 euros pour l'exercice précédent pour un effectif de fin de période s'élevant, en 2023, à 50 personnes.

Le montant des dotations aux amortissements et provisions s'élève à 764 151 euros.

Les produits d'exploitations s'élevant à 44 540 494 euros ont permis d'absorber les charges d'exploitation d'un montant de 44 574 982 euros, dégageant ainsi un résultat d'exploitation négatif de 34 487 euros contre un résultat d'exploitation bénéficiaire de 127 655 euros pour l'exercice précédent.

Après prise en compte d'un résultat financier s'élevant à – 407 405 euros contre – 148 145 euros pour l'exercice précédent, le résultat courant avant impôt ressort à – 441 893 euros contre – 20 460 euros pour l'exercice précédent.

Enfin, après prise en compte d'un résultat exceptionnel de – 324 150 euros et d'un impôt sur les sociétés créditeur de 120 000 euros, l'exercice clos le 31 décembre 2023 se solde par une perte nette comptable de – 646 043 euros contre un bénéfice de 13 012 euros pour l'exercice précédent.

Au 31 décembre 2023, le total du bilan de la Société s'élevait à 35 867 041 euros contre 16 046 376 euros pour l'exercice 2022.

B. Affectation du résultat

Nous vous demandons de bien vouloir approuver les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) tels qu'ils vous sont présentés et qui font apparaître une perte nette comptable de 646 043 08 euros, que nous vous proposons d'affecter de la manière suivante :

Perte nette comptable de l'exercice : - 646 043 08 euros

Report à nouveau antérieur : - 78 863 57 euros

En totalité au compte « report à nouveau » qui s'établit ainsi à - 724 906 65 euros.

Compte tenu de cette affectation, les capitaux propres de la Société seraient de 14 423 752,00 euros.

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale constate qu'aucun dividende n'a été distribué au titre des trois exercices précédents.

C. Distributions antérieures de dividendes

Afin de nous conformer aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons qu'aucune distribution de dividende n'a été effectuée au titre des trois derniers exercices.

D. Dépenses non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du Code général des impôts, nous vous précisons que les comptes de l'exercice écoulé font apparaître des charges de dépenses non admises dans les charges déductibles du résultat fiscal :

- Amortissements excédentaires : 3 612 €
- Taxe véhicule de société : 16 642 €

E. Analyse de l'évolution des résultats et de la situation financière de la société

Comme cela a été précédemment expliqué, la société a vu son chiffre d'affaires passer de 38 226 389 euros en 2022 à 43 649 891 euros en 2023, soit une progression de 14,18 %.

Le poste emprunts et dettes auprès des établissements de crédits s'élève à 11 439 507 euros au 31 décembre 2023 (6 050 239 euros au 31 décembre 2022). Le Groupe a émis des obligations relance pour 4M€ fin décembre 2023.

Le poste « Disponibilités » au 31 décembre 2023 s'élève à 5 048 598 euros contre 2 242 899 euros au 31 décembre 2022.

Le résultat courant avant impôt ressort à -441 893 euros et le résultat net à -646 043 euros.

Le montant des capitaux propres sociaux s'élève à 14 423 752 euros.

V. RISQUES ET INCERTITUDES AUXQUELS LA SOCIÉTÉ EST CONFRONTÉE

La Société exerce ses activités dans un environnement qui fait naître pour elle de nombreux risques dont certains échappent à son contrôle.

Conformément aux exigences de la réglementation Prospectus 3, seuls les risques significatifs et spécifiques au Groupe sont présentés dans ce chapitre.


























Dans chacune des catégories, les risques ont été classés en fonction d'une double approche combinant :

- La criticité sur les opérations de la Société, classée en trois niveaux : critique, significative ou peu significative ; et
- La probabilité de la survenance du risque, également classée en trois niveaux : élevée, modérée ou faible.

Étant précisé que les risques avec la probabilité de survenance la plus élevée et la criticité potentielle la plus élevée sont placés en premier dans chaque catégorie.

La combinaison de la criticité et de la probabilité permet de déterminer l'impact de chaque risque.

Les risques ont été appréciés en « risque net », c'est-à-dire en tenant compte des mesures de gestion de risque mises en place au sein de la Société et sont présentés dans le tableau de synthèse ci-après :

Type de risques	Description	Impact ¹	Gestion du risque
Secteur d'activité	Environnement concurrentiel	  	Savoir-faire et valeur ajoutée
	Conjoncture économique	  	Diversification et adaptabilité
	Evolutions technologiques	  	Veille et anticipations
Stratégie	Adaptation à une forte croissance, au développement international et à la croissance externe	  	Recrutements et investissements
	Développement d'un réseau de franchise	  	Sélection et accompagnement
Activités & produits	Dépendance hommes clés	  	Diversité des compétences
	Dépendance envers les clients	  	Portefeuille client diversifié et fidélité des clients
	Dépendance envers les fournisseurs	  	Veille et diversité des fournisseurs
	Défaillance des systèmes informatiques et cybercriminalité	  	Sauvegarde journalière des données Test de robustesse et d'intrusion
Financiers	Risques de liquidité et de taux	  	Contrôle et évaluation Absence de détention de titre financier et recours à des emprunts à taux fixe
	Risques sur les stocks	  	Contrôle et évaluation
Juridiques	Traitement des données à caractère personnel	  	Respect de la réglementation en vigueur
	Propriété intellectuelle	  	Dépôt marques, identité visuelle et veille

Légende :    impact faible    impact moyen    impact élevé

¹ La notion d'impact telle que visée dans le présent tableau englobe tant l'impact potentiel du risque que sa probabilité d'occurrence.

Les risques développés dans le chapitre 3 du document d'enregistrement en date du 16 avril 2021 ne sont pas repris dans le présent rapport de gestion, ceux-ci demeurant pleinement valable et actuel dans leur rédaction issue dudit document d'enregistrement.

Il est précisé que le document d'enregistrement est accessible sur le site internet de la Société, les actionnaires pouvant s'y reporter pour une description plus ample des risques.

VI. INSTRUMENTS FINANCIERS ET POLITIQUE DE GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Le Groupe Obiz© a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et considère être en mesure de faire face au financement de son fonds de roulement pour les 12 prochains mois.

En effet, le poste « Disponibilités » du Groupe au 31 décembre 2023 s'élève à 9 246 K€. L'endettement financier de la société s'élève à 14 337 K€ auquel s'ajoutent des obligations Relance pour 4M€..

A la date d'arrêté des comptes, la Société dispose d'un fonds de roulement net suffisant pour faire face à ses obligations et à ses besoins de trésorerie sur les douze prochains mois.

VI. TABLEAU DES RÉSULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Au présent rapport est annexé, conformément aux dispositions de l'article R. 225-102 du Code de commerce, le tableau faisant apparaître les résultats de la société au cours des cinq derniers exercices clos par la société.

VII. ACTIONNARIAT

A. Principaux actionnaires

Conformément aux dispositions de l'article L. 233-13 du Code de commerce et d'après la meilleure connaissance qu'en a la société, vous trouverez ci-dessous l'identité des personnes physiques et morales détenant directement ou indirectement plus du vingtième, du dixième, des trois-vingtième, du cinquième, du quart, du tiers, de la moitié, des deux tiers ou des dix-neuf-vingtième du capital ou des droits de vote aux assemblées générales, au 31 décembre 2023 :

	Nombre d'actions	% du capital
Brice CHAMBARD	460 000	7,86%
OBI ONE	3 014 531	51,49%
Public	2 380 001	40,65 %
Total	5 854 532	100,00 %

B. Auto détention – Programme de rachat d'actions

Au 31 décembre 2023, la société détenait 19 820 actions auto détenues.

Un programme de rachat d'actions a été autorisé par l'Assemblée Générale Mixte du 13 juin 2023, conformément aux dispositions de l'article L. 225-209 du Code de commerce et du Règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers, selon les modalités suivantes :

Titres concernés : actions ordinaires.

Autorisation de l'opération : Assemblée Générale Mixte du 13 juin 2023, donnée au Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation au Président Directeur Général.

Part maximale du capital dont l'achat a été autorisé par l'Assemblée Générale : 10% des actions composant le capital social.

Prix maximum d'achat : Le prix unitaire net d'achat maximum ne pourra excéder trente (30,00) euros par action, hors frais et commissions, ce prix étant en outre fixé sous réserve des ajustements liés aux éventuelles opérations sur le capital de la Société et réalisés dans les conditions légales et réglementaires.

Objectifs par ordre de priorité :

- favoriser la liquidité et animer le cours des titres de la Société par l'intermédiaire d'un Prestataire de Services d'Investissement agissant de manière indépendante dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'Association Française des Marchés Financiers reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers,

- attribuer des actions aux salariés ou mandataires sociaux de la Société et des sociétés françaises ou étrangères ou groupements qui lui sont liés dans les conditions légales et réglementaires, notamment, dans le cadre de la participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise, de plans d'actionnariat salarié ou de plans d'épargne entreprise, du régime des options d'achat d'actions ou par voie d'attribution gratuite d'actions ou dans toute autre condition permise par la réglementation,
- annuler les titres ainsi rachetés par voie de réduction de capital, sous réserve de l'adoption par l'Assemblée Générale des actionnaires, statuant en matière extraordinaire, d'une résolution spécifique portant sur cette réduction de capital,
- attribuer les actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant droit par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de toutes autres manières, à des actions existantes de la Société,
- remettre, dans la limite de cinq pour cents (5 %) du capital social, les actions en paiement ou en échange, notamment, dans le cadre d'opérations de croissance externe.

Modalité de rachat : Les achats, cessions ou transferts peuvent être effectués par tous moyens, en une ou plusieurs fois, sur le marché ou hors marché, y compris par des transactions de blocs de titres (la part maximale du programme de rachat pouvant être effectué par voie d'acquisition ou de cession de bloc de titres pouvant atteindre la totalité du programme autorisé), et y compris en période d'offre publique.

Durée du programme : 18 mois

Le tableau ci-après, établi conformément à l'article L. 225-211 du Code de commerce, récapitule les opérations effectuées dans le cadre de ces autorisations au cours de l'exercice 2023.

OPÉRATIONS EFFECTUÉES PAR OBIZ SUR SES PROPRES TITRES AU COURS DE L'EXERCICE 2023	
Nombre d'actions détenues par la société au 31 décembre 2022	27 585
Nombre d'actions achetées au cours de l'exercice 2023	94 940
Nombre d'actions annulées au cours de l'exercice 2023	0
Nombre d'actions vendues au cours de l'exercice 2023	100 201
Nombre d'actions détenues par la société au 31 décembre 2023	19 820
DÉTAIL DES OPÉRATIONS EN FONCTION DE LEURS FINALITÉS	
Annulation d'actions	
Nombre d'actions annulées au cours de l'exercice 2023	0
Réallocations éventuelles à d'autres objectifs	Néant
Nombre d'actions détenues par la société au 31 décembre 2023 en dehors du contrat de liquidité	Néant
Contrat de liquidité	
Nombre d'actions achetées au cours de l'exercice 2023	94 940
Nombre d'actions vendues au cours de l'exercice 2023	100 201
Réallocations éventuelles à d'autres objectifs	Néant
Nombre d'actions détenues par la société au 31 décembre 2023 dans le cadre du contrat de liquidité	19 820

VIII. OPÉRATIONS DES DIRIGEANTS ET DES PERSONNES MENTIONNÉES À L'ARTICLE L. 621-18-2 DU CODE MONÉTAIRE ET FINANCIER SUR LES TITRES DE LA SOCIÉTÉ

Conformément aux dispositions de l'article L. 621-18-2 du Code monétaire et financier et de l'article 223-26 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers, nous vous rappelons que les actionnaires doivent être informés des opérations visées à l'article L. 621-18-2 qui ont été réalisées au cours de l'exercice écoulé, par les personnes visées audit article.

Au cours de l'exercice écoulé, des opérations visées à l'article L. 621-18-2 du Code monétaire et financier ont été réalisées et déclarées auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (« **AMF** ») via la plateforme ONDE.

Ces déclarations ont été publiées respectivement les 6 février 2023 (déclarations n° 2023DD883361, n° 2023DD883362, n° 2023DD883363), 7 février 2023 (déclaration n° 2023DD883594), 8 février 2023 (déclaration n° 2023DD883838), 10 février 2023 (déclaration n° 2023DD884152), 13 février 2023 (déclaration n° 2023DD884339), 14 février 2023 (déclarations n° 2023DD884519, 2023DD884714), 15 février 2023 (déclaration n° 2023DD884835), 16 février 2023 (déclaration n° 2023DD885066), 17 février 2023 (déclaration n° 2023DD885291), 17 avril 2023 (déclaration n° 2023DD894691), 20 avril 2023 (déclaration n° 2023DD895377), 25 avril 2023 (déclaration n° 2023DD895976), 26 avril 2023 (déclaration n° 2023DD896472), 28 avril 2023 (déclaration n° 2023DD897287), 4 mai 2023 (déclaration n° 2023DD898347), 10 mai 2023 (déclaration n° 2023DD899359), 11 mai 2023 (déclaration n° 2023DD899587), 12 mai 2023 (déclaration n° 2023DD899840), 15 mai 2023 (déclaration n° 2023DD900103), 16 mai 2023 (déclaration n° 2023DD900299), 5 juillet 2023 (déclarations n° 2023DD918052 et n° 2023DD918094), 11 juillet 2023 (déclarations n° 2023DD918879 et 2023DD918886), 26 juillet 2023 (déclaration n° 2023DD921108), 28 juillet 2023 (déclaration n° 2023DD921904), 31 juillet 2023 (déclaration n° 2023DD922347), 2 août 2023 (déclaration n° 2023DD922738), 4 août 2023 (déclarations n° 2023DD923194 et 2023DD923228), 7 août 2023 (déclaration n° 2023DD923474), 8 août 2023 (déclaration n° 2023DD923610), 9 août 2023 (déclaration n° 2023DD923719), 10 août 2023 (déclaration n° 2023DD923845), 10 octobre 2023 (déclaration n° 2023DD932189), 11 octobre 2023 (déclaration n° 2023DD932338), 19 octobre 2023 (déclaration n° 2023DD933590), 23 octobre 2023 (déclaration n° 2023DD934160), 24 octobre 2024 (déclaration n° 2023DD934474)

IX. PARTICIPATION DES SALARIÉS

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102 du Code de commerce, nous vous indiquons ci-après l'état de la participation des salariés au capital social au dernier jour de l'exercice, soit au 31 décembre 2023.

La proportion du capital que représentent les actions détenues par le personnel au 31 décembre 2023, selon la définition de l'article L. 225-102 du Code de commerce, est nulle.

X. ATTRIBUTION D'ACTIONS GRATUITES ET DE STOCK OPTION

Attribution d'actions gratuites

Néant.

Stock-options

Néant.

XI. CONVENTIONS VISÉES AUX ARTICLES L. 225-38 ET SUIVANTS DU CODE DE COMMERCE

Nous vous demandons de prendre acte des conventions nouvelles entrant dans le champ d'application de l'article L. 225-38 du Code de commerce a été conclue au cours de l'exercice écoulé, et que les conventions conclues et autorisées antérieurement se sont poursuivies au cours de l'exercice écoulé.

Votre Commissaire aux Comptes a reçu toutes les informations nécessaires pour l'établissement de son rapport spécial.

XII. ADMINISTRATION ET CONTROLE DE LA SOCIÉTÉ

A. Choix du mode d'exercice de la direction générale

Conformément à l'article R. 225-102 du Code de commerce, nous vous rappelons que le Conseil d'Administration, dans sa séance du 26 mars 2021, a décidé que la direction générale de la société est assumée par le Président du Conseil d'Administration.

B. Etat des mandats des Administrateurs et des Commissaires aux Comptes

1. Renouvellement des mandats des administrateurs

L'Assemblée Générale Mixte du 26 mars 2021 a nommé les administrateurs de la Société pour une durée de trois (3) années qui prendra fin à l'issue de la présente Assemblée Générale.

Toutefois, et conformément à la 4^{ème} résolution de ladite Assemblée Générale Mixte et à l'article 14 des statuts de la Société, il est rappelé que par exception et pour la première période de trois (3) ans, il sera procédé au renouvellement des administrateurs par tiers tous les ans et par tirage au sort pour les deux premières périodes de renouvellement, afin de déterminer l'ordre du renouvellement des administrateurs. Une fois le roulement établi, soit à l'issue de la première période de trois (3) ans, les renouvellements s'effectueront par ancienneté de nomination pour une durée de trois (3) ans.

Les mandats d'administrateurs de Madame Isabelle GROSMAITRE et de Monsieur Brice CHAMBARD arrivant à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale, il convient de proposer à ladite Assemblée Générale le renouvellement desdits mandats pour une nouvelle période de 3 ans, soit jusqu'à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale à tenir en 2027 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2026.

2. Mandats des commissaires aux comptes

Aucun mandat de commissaire aux comptes n'arrive à échéance à la présente Assemblée Générale.

3. Rémunération allouée aux administrateurs

Nous vous proposons d'allouer une enveloppe annuelle d'un montant global de quarante-trois mille euros (43 000,00 €) afin de rémunérer les administrateurs au titre de l'exercice en cours et des exercices ultérieurs, jusqu'à ce qu'une nouvelle décision de l'Assemblée Générale des actionnaires en décide autrement.

C. Procédures de contrôle interne

La Société a mis en place des dispositions en matière de contrôle interne en vue d'assurer une gestion financière rigoureuse et une maîtrise des risques.

Une description des principales dispositions existantes en matière de contrôle interne est présentée ci-dessous.

Le système de contrôle interne de la Société est constitué d'un ensemble de mécanismes de contrôle et de services externes mis en place par la direction en vue d'assurer une gestion saine et efficace des affaires et des biens de l'entreprise.

Informations comptables et financières :

La tenue de la comptabilité de la société est régie par le code de commerce et, plus généralement, par l'environnement légal et réglementaire, en conformité avec les dispositions du Plan Comptable Général.

Dans ce cadre, et outre les documents obligatoires, sont établis :

- un suivi quotidien des positions bancaires et des prévisions hebdomadaires ;
- une situation hebdomadaire de la facturation ;
- une situation mensuelle du chiffre d'affaires par client et par gamme, des encaissements et de l'encours client ainsi que des stocks ;
- des états financiers de gestion trimestriels.

La fonction financière est gérée en interne. La fonction comptable est assurée avec l'assistance d'un expert-comptable extérieur et indépendant.

La réalisation de la paie est confiée à un expert-comptable.

Les comptes établis en normes françaises sont produits avec l'assistance du cabinet d'expertise comptable et sont soumis pour audit aux commissaires aux comptes de la Société.

D. Conséquences sociales et environnementales de l'activité de la société

La nature des activités de la Société n'entraîne pas de risque significatif pour l'environnement.

* * * *

Votre Conseil vous invite, après la lecture de son rapport complémentaire et des rapports présentés par votre Commissaire aux Comptes, à adopter les résolutions qu'il soumet à votre vote.

Fait à LYON,
Le 15 avril 2024

Le Conseil d'Administration

3. COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2023

3.1 Bilan – Actif

OBIZ BILAN - ACTIF	Notes	31/12/2023			31/12/2022
		Valeurs brutes	Amortissements et provisions	Valeurs nettes comptables	Valeurs nettes comptables
Immobilisations incorporelles					
Ecart d'acquisition	5.1	9 251 687	0	9 251 687	3 832 474
Frais de recherche et développement	5.1	4 912 649	(3 410 033)	1 502 616	1 192 835
Concessions, brevets et droits similaires, brevets, licences	5.1	840 776	(529 716)	311 060	51 487
Marque	5.1	3 951 776	0	3 951 776	1 396 109
Autres immobilisations incorporelles	5.1	6 638 209	(312 509)	6 325 700	0
Immobilisations incorporelles en cours	5.1	625 539	0	625 539	287 258
Immobilisations corporelles					
Autres immobilisations corporelles	5.1	47 234	(522)	46 712	0
Matériel de bureau	5.1	188 983	(72 181)	116 802	58 428
Matériel de transport	5.1	47 101	(13 175)	33 926	0
Matériel informatique	5.1	352 003	(214 825)	137 178	132 492
Immobilisations financières					
Titres de participation	5.1	139 473	(139 473)	0	139 474
Titres immobilisés (non courants)	5.1	150 109	0	150 109	0
Prêts, dépôts et cautionnements	5.1	380 706	0	380 706	62 554
Autres immobilisations financières	5.1	495 212	0	495 212	436 815
Titres mis en équivalence		68 067	0	68 067	142 799
Actif immobilisé		28 089 524	(4 692 434)	23 397 090	7 732 725
Stocks et en-cours					
Stocks et en-cours	5.2	4 515 838	(1 530)	4 514 308	989 522
Clients et comptes rattachés	5.3	8 550 496	(421 701)	8 128 795	4 084 452
Autres créances	5.4	2 323 356	0	2 323 356	1 168 003
Impôts différés - actif	5.5	238 432	0	238 432	22 500
Valeurs mobilières de placement	5.2	404 970	0	404 970	-
Disponibilités	5.6	9 246 605	0	9 246 605	2 815 328
Charges constatées d'avance	5.7	360 258	0	360 258	265 611
Actif circulant		25 639 955	(423 231)	25 216 723	9 345 416
Total Actif		53 729 479	(5 115 666)	48 613 813	17 078 141

3.2 Bilan – Passif

OBIZ BILAN - PASSIF		Notes	31/12/2023 Valeurs nettes comptables	31/12/2022 Valeurs nettes comptables
Capitaux propres				
Capital	5.8		292 727	212 081
Primes liées au capital	5.8		14 698 033	7 082 776
Réserves	5.8		(513 177)	(343 572)
Résultat net (Part du groupe)	5.8		126 087	62 195
Capitaux propres (Part du groupe)			14 603 669	7 013 480
Intérêts minoritaires			216 989	0
Autres fonds propres	5.8		1 009	0
Total des capitaux propres			14 821 667	7 013 480
Provisions pour risques et charges		5;9	240 746	161 852
Obligations Relance	5.10		4 000 000	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	5.10		14 337 115	6 300 288
Fournisseurs et comptes rattachés	5.11		9 212 352	1 348 120
Avances, acomptes reçus sur commandes	5.11		327 259	319 086
Dettes fiscales et sociales	5.11		2 267 486	1 477 403
Impôts différés - passif	5.5		1 566 402	0
Autres dettes	5.11		1 760 665	347 464
Produits constatés d'avance	5,11		80 120	110 449
Total des dettes			33 551 399	9 902 809
Total Passif			48 613 813	17 078 141

3.3 Compte de résultat

OBIZ Compte de résultat consolidé	Notes	31.12.2023	31.12.2022
Chiffre d'affaires	5.13	83 110 752	39 990 445
Autres produits d'exploitation	5.14	1 575 177	783 486
Produits d'exploitation		84 685 929	40 773 931
Achats consommés	5.15	(72 075 879)	(34 468 952)
Charges externes	5.15	(3 712 061)	(1 460 212)
Autres charges	5.15	(194 155)	(60 717)
Impôts et taxes		(270 193)	(106 658)
Charges de personnel	5.16	(5 978 646)	(3 682 813)
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		(1 454 691)	(821 168)
Résultat d'exploitation		1 000 303	173 411
Résultat financier	5.17	(420 416)	(157 283)
Résultat exceptionnel	5.19	(222 756)	(36 633)
Impôts sur les résultats	5.18	7 598	84 940
Résultat net des entreprises intégrées		364 729	64 435
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		(74 732)	(2 240)
Résultat net de l'ensemble consolidé		289 997	62 195
Intérêts minoritaires		163 911	0
Résultat net (part du groupe)		126 087	62 195
Résultat par action en euros	5.20	0,02	0,01
Résultat dilué par action en euros	5.20	0,02	0,01

3.4 Tableau de variation des capitaux propres

Variation des capitaux propres consolidés	Nombre d'actions	Capital	Primes d'émission	Réserves et report à nouveau	Résultat	Subventions	Capitaux propres (Part du groupe)	Intérêts minoritaires	Capitaux propres
Au 31 décembre 2022	4 241 629	212 081	7 082 776	(281 378)			7 013 480	-	7 013 480
Augmentation de capital	1 612 903	80 645	7 615 257				7 695 902		7 695 902
Résultat de l'exercice					126 087		126 087	163 911	289 997
Variation de périmètre							-	53 078	53 078
Autres						1 009	1 009		1 009
Annulation des actions propres issues du contrat de liquidité				(231 797)			(231 797)		(231 797)
Au 31 décembre 2023	5 854 532	292 726	14 698 033	(513 175)	126 087	1 009	14 604 680	216 989	14 821 669

3.5 Tableau de flux de trésorerie

OBIZ Tableau de flux de trésorerie consolidé	Notes	31.12.2023	31.12.2022
Résultat net total des entités consolidées		289 997	62 195
Dotations / Reprises aux amortissements, prov. et dépréciations		1 170 534	688 932
Variation de l'impôt différé		(82 457)	
Élimination des plus ou moins values de cessions d'actifs		43 805	
Quote de résultat des sociétés MEE		74 732	2 240
Variation des intérêts courus		20	18 082
Marge brute d'autofinancement		1 496 630	771 449
Variation du BFR lié à l'activité (provisions incluses)		659 673	(191 042)
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'EXPLOITATION (I)		2 156 304	580 407
Acquisitions d'immobilisations	5.1	(1 639 309)	(940 613)
Cessions d'immobilisations	5.1	9 504	141 975
Réduction des autres immobilisations financières	5.1	17 004	158 820
Cessions (acq.) nettes d'actions propres		(229 093)	13 762
Entrée de périmètre	4.1	(10 297 236)	(3 058 056)
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'INVESTISSEMENT (II)		(12 139 130)	(3 697 874)
Emission Obligations Relance	5.10	4 000 000	
Émissions d'emprunts et autres prêts	5.10	6 902 881	2 807 100
Remboursements d'emprunts	5.10	(2 045 099)	(827 601)
Augmentations / réductions de capital	5.8	7 695 903	
Variation nette des concours bancaires	5.10	193	
FLUX NET DE TRESO. GENERE PAR LES OPERATIONS DE FINANCEMENT(III)		16 553 878	1 979 499
VARIATION DE FLUX TRÉSORERIE (I + II + III + IV)		6 571 052	(1 137 969)
Trésorerie : ouverture		2 815 328	3 953 297
Trésorerie : clôture		9 386 380	2 815 328

3.6 Analyse détaillée de la variation du besoin de fonds de roulement (BFR)

Détail de la variation du bfr	Note	31.12.2023	31.12.2022	Variation de périmètre	Reclassements	Variation *
Stocks	5,5	4 514 308	989 522	3 828 226		(303 441)
Créances clients	5,3	8 128 795	4 084 452	4 164 976	(50 000)	(70 633)
Autres créances	5,4	2 683 614	1 433 614	735 627		514 373
Dettes fournisseurs	5,11	9 212 352	1 348 120	7 266 107		(598 125)
Fettes fiscales et sociales	5,11	2 267 486	1 477 403	441 957		(348 126)
Autres dettes **	5,11	518 044	476 999	187 324		146 279
Total de la variation du BFR		3 328 834	3 205 066	833 441	(50 000)	(659 673)

* Après exclusion des variations de périmètres

** exclusion de la dettes envers les ex actionnaires des entités acquises

3.7 Annexe des états consolidés clos au 31 décembre 2023

(Sauf indication contraire les montants mentionnés dans cette note annexe sont en euros)

Note 1 : Présentation de l'activité et des événements majeurs

Les informations ci-après constituent l'Annexe des comptes consolidés, faisant partie intégrante des états consolidés présentés pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023.

1.1 Information relative à la Société et à son activité

Obiz© (« la Société ») est une société anonyme de droit français. Elle est enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Lyon sous le numéro Lyon B 529 222 689.

La Société s'est construite autour d'une plateforme digitale de marketing relationnel éthique afin d'aider les entreprises à conquérir et fidéliser leurs clients et leurs collaborateurs, à améliorer le pouvoir d'achat et le bien-être des bénéficiaires et accélérer le développement de partenaires locaux et nationaux.

Le siège social de la Société est situé au 41 quai Fulchiron, 69005 LYON.

1.2 Evénements marquants de l'année 2023

Nouveaux emprunts d'une valeur de 6 900 K€

La société a contracté 6 nouveaux emprunts dans le cadre du rachat de la société SKI LOISIRS DIFFUSION pour un montant de 6 900k€.

Les prêts souscrit se décomposent comme ceci : un prêt 2 000k€ auprès d'ARKEA, un prêt de 1 500k€ auprès de la Banque Postale, un prêt de 1 000k€ auprès du Crédit Lyonnais, deux prêts pour un total de 2 000k€ auprès de BPI et un prêt de 400k€ auprès de la Société Générale. (cf note 5.10 pour plus de détails)

Obligations relance obtenue le 13 décembre 2023 pour 4 000 K€

La société a également contracté des Obligations dans le cadre du programme « Obligations relance » pour un montant de 4 000 k€. (cf note 5.10 pour plus de détails)

Augmentation de capital

La société OBIZ a procédé à une augmentation de capital au cours du premier semestre 2023. Le montant total de 8 M€ de la manière suivante : 81 K€ de valeur nominale, 7 919 K€ de prime d'émission, sur laquelle se sont imputés 304 K€ de frais liés à l'opération.

Variation de périmètre

- Acquisition de la société SLD et ses filiales à hauteur de 100% du capital social (cf communiqué de presse du 29 juin 2023). Cette acquisition a été financée par les fonds propres levés par le biais d'une augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription d'un montant total de 8 M€, par de nouveaux emprunts bancaires d'un montant de 6,9 M€ souscrits pour l'occasion, et sur la trésorerie disponible d'Obiz©.
- En juin 2023, la Société a acquis 70% du capital de la société HOP et 3.59 % du capital de la société SUPERCONNECTOR
- En septembre 2023, la société SLD a acquis 100% du capital de la société TAMTAM
- La Société a pris une participation minoritaire dans le capital de SPORTYNEO (0.8%) en lien avec le partenariat avec cette même société (cf communiqué de presse du 10 janvier 2024).

Note 2 : Principes, règles et méthodes comptables

2.1 Principe d'établissement des comptes consolidés

Les comptes consolidés ont été établis en conformité avec le règlement ANC n° 2020-01. Les comptes des différentes sociétés du Groupe sont retraités afin de se conformer à ces principes. L'ensemble des tableaux et annexes est présenté en euros sauf mention spécifique.

Les Sociétés du Groupe clôturent leurs comptes au 31 décembre.

Le principe de continuité d'exploitation a été retenu compte tenu notamment des éléments suivants :

- Le Groupe dispose d'une trésorerie de 9 246 605 d'euros au 31 décembre 2023,
- Le Groupe dispose de capitaux propres consolidés de 14 821 667 euros au 31 décembre 2023.

Compte tenu de ces éléments, le Groupe est en mesure de faire face à ses échéances au moins au-delà du 30 avril 2025.

2.2 Utilisation de jugements et d'estimations

Pour préparer les comptes consolidés, des estimations, des jugements et des hypothèses ont été faites par la Direction du Groupe ; elles ont pu affecter les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif, les passifs éventuels à la date d'établissement des comptes consolidés, et les montants présentés au titre des produits et des charges de l'exercice.

Ces estimations sont basées sur l'hypothèse de la continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Elles sont évaluées de façon continue sur la base d'une expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement des appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

Dans le cadre de l'élaboration de ces comptes consolidés, les principaux jugements effectués par la Direction ainsi que les principales hypothèses retenues dans les comptes sont :

- l'évaluation et la dépréciation des actifs incorporels (cf. note 4.4)
- la valorisation des actifs lors des acquisitions d'entreprises, tel que les marques ou les relations clients (cf. note 4.1)
- le calcul des impôts différés au regard des déficits reportables des filiales générés les années précédentes et des horizons de consommation (cf. note 4.8)
- l'évaluation des provisions (cf. note 5.9)
- l'appréciation du contrôle ou de l'exercice d'une influence notable sur les différentes filiales (cf. note 3)

2.4 Méthodes de consolidation

Les filiales sont toutes les entités pour lesquelles la Société Obiz a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles, pouvoir s'accompagnant généralement de la détention de plus de la moitié des droits de vote. Les filiales sont consolidées par intégration globale à compter de la date à laquelle la Société en acquiert le contrôle. Elles sont déconsolidées à compter de la date à laquelle le contrôle cesse d'être exercé.

L'intégration globale permet de prendre en compte, après élimination des opérations et résultats internes, l'ensemble des actifs et passifs et éléments du compte de résultat des sociétés concernées, la part des résultats et des capitaux propres revenant au groupe étant distinguée de celle relative aux intérêts minoritaires. Le contrôle exclusif est présumé au-delà de 40% de pourcentage de contrôle.

Les sociétés associées dans lesquelles le groupe exerce une influence notable sur la gestion et la politique financière sont mises en équivalence. Celle-ci est présumée lorsque le pourcentage de détention de ces dernières est supérieur à 20%. La mise en équivalence consiste à substituer à la valeur comptable des titres possédés, le montant de la part qu'ils représentent dans les capitaux propres de la société associée, y compris le résultat de l'exercice.

Les sociétés qui répondent aux critères ci-dessus, mais qui ne présentent pas à leur date d'acquisition, de caractère durable de détention, ne sont pas consolidées. Ces participations sont évaluées à leur coût d'acquisition, diminué d'une dépréciation si nécessaire.

Afin de présenter les comptes des sociétés consolidées sur une base économique et homogène, les comptes sociaux font l'objet de divers retraitements, conformément aux principes exposés ci-dessous. Après cumul des bilans et des comptes de résultat, éventuellement retraités, les soldes réciproques ainsi que les plus ou moins-values résultant d'opérations entre les sociétés du Groupe intégrées globalement sont éliminées.

Note 3 : Périmètre des états consolidés

Le périmètre s'établit comme suit :

Périmètre	Méthode de consolidation	% de contrôle au 31/12/2022	% de contrôle au 31/12/2023	Pourcentage d'intérêt 2023	Pourcentage d'intérêt 2022	Pays	Adresse
OBIZ (Mère)	IG	100	100	100	100	FRANCE	
ADELYA	IG	100	100	100	100	FRANCE	298 allée du lac, 31670 Labège
E-CE	IG	0	50	50	0	FRANCE	185 allée des frênes, 69760 Limonest
HOP	IG	0	70	70	0	FRANCE	41 quai Fulchiron, 69005 Lyon
SKI LOISIRS DIFFUSION	IG	0	100	100	0	FRANCE	185 allée des frênes, 69760 Limonest
TAM TAM ICE	IG	0	100	100	0	FRANCE	28 rue carnot, 86 000 Poitiers
USUAL PARTNERS	IG	0	100	100	0	FRANCE	185 allée des frênes, 69760 Limonest
MILE POSITIONING SOLUTION	MEE	12,38%	12,38%	12,38%	12,38%	FRANCE	390 chemin du Mas Joint, 69270 Fontaines St Martin

Entrée de périmètre de la période

- Acquisition de 100% des titres de la société SLD et ses filiales (USUAL partners et E-CE) pour un montant total de 15 075 k€ (incluant les frais d'acquisition) ;
- Acquisition de 70% des titres de la société HOP pour un montant total de 35 k€ ;
- Acquisition de 100% des titres de la société TAM TAM ICE pour un montant total de 209 k€ (incluant les frais d'acquisition).

La Société Mère du Groupe détient 12,38% des titres et droits de vote de la Société Mile Positioning Solutions. L'influence notable, bien que non présumée en application de l'article L 233-17-2, a été démontrée en raison :

- De la représentation du Groupe dans les organes de direction de la société,
- De la participation du Groupe aux décisions stratégiques de la société,
- De la signature d'un contrat impliquant des transactions inter-compagnies importantes dans les années à venir.

Note 4 : Méthodes et règles d'évaluation

4.1 Immobilisations incorporelles

- Ecart d'acquisition

Les écarts d'acquisition sont constitués des éléments suivants :

- L'écart d'acquisition au titre de la prise de participation complémentaire dans le capital de la société MAMC en mars 2021 pour 630k€ ; cette filiale a depuis été fusionnée dans les comptes d'Obiz en 2021.
- L'écart d'acquisition généré dans le cadre de l'acquisition d'ADELYA reconnu en 2022 pour 2 847k€. Cet écart d'acquisition a été ajusté et s'élève à 2 780 k€ au 31 décembre 2023. Cet écart d'acquisition est désormais définitif.
- L'écart d'acquisition généré dans le cadre de la prise de participation dans la société MILE POSITIONING SOLUTIONS reconnu en 2022 pour 354k€.
- L'écart d'acquisition généré dans le cadre de l'acquisition de SLD et ses filiales s'établit à 5 345 K€.
- Les autres entités acquises sur 2023 ont généré un écart d'acquisition de 142 K€.

L'impact des prises de participation de l'exercice 2023 dans les comptes consolidés s'établit comme suit :

	Entrées de périmètre
Immobilisations incorporelles	9 444 995
Immobilisations corporelles	43 906
Immobilisations financières	313 790
Actif circulant (hors Impôts différés)	8 728 829
Impôts différés actifs	148 862
VMP	404 970
Disponibilités	3 268 040
CP minoritaires	(53 079)
Subventions	(1 009)
Provisions	(8 173)
Dettes financières	(2 913 825)
Impôts différés passifs	(1 650 000)
Passif circulant (hors Impôts différés)	(7 895 388)
Actif net	9 831 918
Prix d'acquisition payé	13 819 342
Dettes Crédit-vendeur	1 500 000
Total du prix d'acquisition	15 319 342
Goodwill	5 487 424

Les écarts d'acquisition 2023 sont provisoires et pourront être soumis à affectation définitive dans les 12 mois suivants l'acquisition. Un 1er exercice d'allocation a été réalisé et a conduit à identifier des actifs incorporels pour 6,6M€ au titre des relations clients ainsi que des marques pour 2,6M€ .

En application du règlement ANC n° 2015-07 du 23 novembre 2015, les écarts d'acquisition positifs inscrits à l'actif immobilisé ne font désormais plus l'objet d'un amortissement systématique selon un plan préalablement défini. Ils font l'objet d'un test de dépréciation dès l'apparition d'un indice de perte de valeur et au moins une fois par exercice. Une dépréciation est comptabilisée dès lors que la valeur recouvrable de l'actif devient inférieure à sa valeur comptable. Un test de dépréciation sur les écarts d'acquisitions non amortis acquis avant le 1^{er} janvier de l'exercice présenté a été réalisé.

- Autres immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont principalement composées de marques, de licences et de développement de logiciels. Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production.

Eléments	Durées d'amortissement
Logiciels (achetés ou produits en interne), incluant les dépenses de développement	1 à 5 ans
Marques	Non amortissable

En application de la méthode préférentielle, les dépenses de développement sont immobilisées dès lors que l'entreprise peut démontrer que les critères suivants sont atteints :

- le Groupe a l'intention, la capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme,
- il est probable que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement iront au Groupe,
- le coût de l'actif incorporel créé à ce titre peut être évalué de façon fiable.

Les coûts de développement engagés par le Groupe concernent essentiellement des développements applicatifs et font l'objet d'un suivi individualisé. Les frais de conception de logiciels prennent en compte l'ensemble des coûts de production, principalement constitués par des dépenses de personnel. Ces coûts donnent lieu à un suivi annuel individualisé par projet. Seuls sont maintenus à l'actif les frais relatifs aux développements des plateformes techniques qui ont de sérieuses chances de réussite commerciale. Par ailleurs, le Groupe n'immobilise que des développements relatifs à des versions majeures de leurs plateformes techniques.

Le coût de production prend en compte :

- Les coûts salariaux (salaires, charges sociales et indemnités congés payés),
- Le cas échéant des coûts externes de sous-traitance.

La durée d'amortissement de ces frais de recherche et développement est de 24 à 60 mois, à compter de la date de mise en production auprès des clients en fonction des évolutions réalisées.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, les projets de développement inscrits au bilan font l'objet d'une analyse afin de s'assurer que chaque projet remplit toujours les critères d'activation. Une dépréciation sur ces actifs et sur les actifs non amortissables comme les marques est comptabilisée quand la valeur actuelle devient inférieure à la valeur nette comptable (cf note 4.4).

4.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production par l'entreprise.

Les éléments d'actif font l'objet de plans d'amortissement déterminés selon la durée réelle d'utilisation du bien.

Les durées et modes d'amortissement retenus sont principalement les suivants :

Eléments	Durées d'amortissement
Installations techniques, matériel et outillages	4 à 10 ans - Linéaire
Installations générales, agencements, aménagements	5 ans - Linéaire
Matériel de transport	2 à 5 ans - Linéaire
Matériel de bureau et informatique	1 à 5 ans - Linéaire
Mobilier	2 à 10 ans - Linéaire

4.3 Immobilisations financières

Ce poste est essentiellement constitué :

- des titres de participation des sociétés non retenues dans le périmètre de consolidation,
- de dépôts et cautionnements versés,
- du solde en espèces du contrat de liquidité.
- des titres des sociétés mises en équivalence

Une provision pour dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire des participations devient inférieure à leur coût d'acquisition. Cette valeur d'inventaire est déterminée en fonction de plusieurs éléments d'appréciation tels que l'actif net à la clôture de l'exercice des sociétés concernées, leur niveau de rentabilité, leurs perspectives et leur valeur d'utilité pour la Société.

4.4 Test de dépréciation sur actifs

La valeur recouvrable (valeur actuelle) des écarts d'acquisition et des actifs incorporels non amortis font l'objet d'un suivi et d'un test de dépréciation et toute perte de valeur est considérée comme définitive. Ce test de dépréciation est réalisé à chaque clôture annuelle et à chaque clôture des comptes en cas d'apparition d'un indice de perte de valeur, en application des articles 214-15 /16 du PCG. Si la valeur actuelle devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à sa valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

Les écarts d'acquisitions et actifs incorporels non amortis sont testés par entité ou groupe d'entité acquises.

Un test de dépréciation a été réalisé sur la base de la méthode des DCF et n'a pas mis en évidence de perte de valeur au 31 décembre 2023. Les tests de sensibilité n'ont pas remis en cause le test réalisé.

4.5 Contrats de location

La société a recours à des contrats de location longue durée concernant la flotte de véhicules et le matériel informatique. Compte tenu de la fréquence de renouvellement du parc en location, aucun retraitement n'a été pratiqué. Les biens concernés par les contrats de location ne sont pas inscrits à l'actif.

4.6 Stocks

Les stocks de marchandises sont évalués au coût d'achat réel.

Une dépréciation est constatée lorsque la valeur nette probable de réalisation du stock est inférieure à son coût.

4.7 Créances

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale.

Elles sont alors dépréciées au cas par cas en fonction de l'ancienneté de la créance et de la situation dans laquelle se trouve le client.

Les autres créances comprennent la valeur nominale du crédit d'impôt recherche qui est enregistré à l'actif sur l'exercice d'acquisition correspondant à l'exercice au cours duquel des dépenses éligibles donnant naissance au crédit d'impôt ont été engagées.

4.8 Impôts différés

L'impôt sur les résultats correspond au cumul, corrigé éventuellement de la fiscalité différée, des impôts sur les bénéfices des différentes sociétés incluses dans le périmètre de consolidation.

Les différences temporaires entre le résultat imposable et le résultat avant impôt donnent lieu à la constatation d'impôts différés.

Les impôts différés actifs sont comptabilisés au titre du report fiscal déficitaire lorsque, selon toute vraisemblance, les sociétés réaliseront des bénéfices imposables leur permettant d'imputer leur report fiscal déficitaire. L'évaluation du montant potentiel de ces impôts différés actifs exige que la direction réalise des estimations à la fois sur la période de consommation des reports déficitaires, et sur le niveau des bénéfices imposables futurs.

Des impôts différés ont été activés pour 22,5k€ au niveau d'Adelya sur ses déficits reportables au regard de son rythme de consommation de déficit reportable.

En application des principes décrits ci-dessus et du mécanisme de plafonnement du report en avant des déficits, les impôts différés actifs ont été reconnus à hauteur de leur apurement sur les 3 prochaines années.

Le montant des déficits non activés du Groupe s'élève à 2 783k€.

4.9 Disponibilités

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont définis comme égaux à la somme des postes d'actifs « Valeurs mobilières de placement » et « Disponibilités », dans la mesure où ces éléments sont disponibles à très court terme.

Les provisions pour dépréciation éventuelles des valeurs mobilières sont déterminées par comparaison entre la valeur d'acquisition et le cours moyen du dernier mois pour les titres cotés, ou la valeur probable de négociation pour les titres non-cotés.

Les concours bancaires ont un caractère momentané n'engendrant pas leur traitement en « financement ».

4.10 Opérations en devises étrangères

Le Groupe n'a pas d'opérations en devises étrangères dans ses comptes.

4.11 Provisions pour risques et charges

Ces provisions, enregistrées sont destinées à couvrir l'obligation de l'entreprise à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendu de celui-ci.

4.12 Indemnité de départs à la retraite

Les salariés français du Groupe bénéficient des prestations de retraites prévues par la loi en France :

- obtention d'une indemnité de départ à la retraite, versée par la Société, lors de leur départ en retraite (régime à prestations définies) ;
- versement de pensions de retraite par les organismes de Sécurité Sociale, lesquels sont financés par les cotisations des entreprises et des salariés (régime à cotisations définies).

Les régimes de retraite, les indemnités assimilées et autres avantages sociaux qui sont analysés comme des régimes à prestations définies (régime dans lequel le Groupe s'engage à garantir un montant ou un niveau de prestation défini) sur la base d'une évaluation actuarielle des engagements à la date de clôture, diminuée de la juste valeur des actifs du régime y afférent qui leur sont dédiés.

Cette évaluation repose notamment sur des hypothèses concernant l'évolution des salaires, l'âge de départ à la retraite et sur l'utilisation de la méthode des unités de crédit projetées, prenant en compte la rotation du personnel et des probabilités de mortalité.

Les paiements du Groupe pour les régimes à cotisations définies sont constatés en charge du compte de résultat de la période à laquelle ils sont liés.

La provision est comptabilisée dans les comptes consolidés au 31 décembre 2023.

4.13 Emprunts

Les emprunts sont valorisés à leur valeur nominale.

Les intérêts courus sont comptabilisés au passif, au taux d'intérêt prévu dans le contrat.

4.14 Subventions publiques à recevoir

Avances conditionnées

Les avances reçues d'organismes publics pour le financement des activités de recherche du Groupe ou pour la prospection commerciale territoriale, dont les remboursements sont conditionnels, sont présentées au passif sous la rubrique « Emprunts et dettes financières divers » et leurs caractéristiques sont détaillées en note 5.10.

Bien que les normes françaises préconisent de les comptabiliser comme des quasi-fonds propres en tant qu'avances conditionnées, choix retenu par la quasi-totalité des autres sociétés du secteur, la Société estime que les montants reçus constituent des dettes, notamment en raison de l'existence d'un calendrier de remboursement et du remboursement des premières échéances déjà réalisé. Ainsi, la société a adopté un traitement différent consistant à les comptabiliser en dettes financières. Les échéanciers de remboursement ainsi que les remboursements déjà réalisés sont par ailleurs indiqués en note 5.10.

En cas de constat d'échec prononcé, l'abandon de créance consenti est enregistré en subvention

Subventions

Les subventions reçues sont enregistrées dès que la créance correspondante devient certaine, compte tenu des conditions posées à l'octroi de la subvention.

Les subventions d'exploitation sont enregistrées en produits courants en tenant compte, le cas échéant, du rythme des dépenses correspondantes de manière à respecter le principe de rattachement des charges aux produits.

Crédit d'impôt innovation et Crédit d'Impôt recherche

Le crédit d'impôt innovation « CII » est une mesure fiscale réservée aux PME. Ces dernières peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt de 30 % des dépenses nécessaires à la conception et/ou à la réalisation de prototypes ou d'installations pilotes d'un produit nouveau, au sens de la définition fiscale. L'assiette est plafonnée à 400 k€ par an et par entreprise. Le CII est imputé sur le montant de l'impôt dû lors de la liquidation de l'impôt. Le groupe a bénéficié via une de ses filiales du crédit d'impôt recherche.

4.15 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est reconnu dans le compte de résultat de l'exercice, net de TVA, s'il est certain à la fois dans son principe et son montant et s'il est acquis au cours de l'exercice.

La reconnaissance du revenu dépend de la nature des ventes réalisées par les entités incluses dans le périmètre de consolidation, qui distingue :

- La vente en ligne issues des boutiques (e-cartes cadeaux, ventes en ligne loisirs et billetteries)
Les produits correspondants sont rattachés à l'exercice au cours duquel les biens sont livrés.
- La prestation de service (accès aux services/maintenance adaptative/développements spécifiques, animation)
Le Groupe reconnaît les revenus sur la période au cours de laquelle les services sont rendus de manière linéaire selon la durée du contrat, qui peut être vendus en set up ou en abonnement mensuel par utilisateur.
- Les commissions de coopérations commerciales avec les partenaires

4.16 Distinction Résultat courant et Résultat exceptionnel

Le résultat courant enregistre les produits et charges relatifs à l'activité courante du Groupe.

Les éléments non récurrents des activités ordinaires ont été portés en résultat courant. Il s'agit notamment des éléments suivants :

- Dotations et reprises sur provision pour dépréciation des créances,
- Subventions d'exploitation,
- Transferts de charges d'exploitation.

Les éléments exceptionnels hors activités ordinaires constituent le résultat exceptionnel.

4.17 Résultat financier

Le résultat financier correspond principalement aux intérêts d'emprunts.

4.18 Impôt sur les bénéfices

Au compte de résultat, le poste d'impôt correspond essentiellement à l'impôt dû par SLD, aux impôts différés et aux crédits d'impôt innovation et recherche pour 257 K€.

4.19 Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat attribuable aux porteurs d'actions de la Société Obiz© par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

Le résultat dilué par action est déterminé en ajustant le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires et le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation des effets de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives.

Note 5 : Notes sur le bilan

5.1 : Immobilisations incorporelles, corporelles et financières

VALEUR BRUTE DES IMMOBILISATIONS	31.12.2022	31.12.2023	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Entrée de périmètre	Reclassements
Ecart d'acquisition	3 832 474	9 251 687	0	0	5 487 423	(68 210)
Frais de recherche et développement	4 003 726	4 912 649	662 783	0	24 053	222 088
Concessions, brevets et droits similaires	300 598	840 776	94 623	0	431 016	14 540
Marque	1 396 109	3 951 776	0	0	2 555 667	0
Autres immobilisations incorporelles	849	6 638 209	0	0	6 637 360	0
Immobilisations incorporelles en cours	287 258	625 539	527 229	(50 630)	98 310	(236 628)
Immobilisations incorporelles	9 821 014	26 220 636	1 284 634	(50 630)	15 233 829	(68 210)
Autres immobilisations corporelles	0	47 234	35 164	(33 718)	45 788	0
Matériel de bureau	116 466	188 983	69 593	0	2 925	0
Matériel de transport	0	47 101	39 602	0	7 499	0
Matériel informatique	253 871	352 003	30 448	0	67 684	0
Immobilisations corporelles	370 336	635 321	174 807	(33 718)	123 895	0
Titres de participation non consolidés	139 473	139 473	0	-	-	-
Titres immobilisés	0	150 109	49 996	-	114	100 000
Prêts, dépôts et cautionnements	62 554	380 706	21 480	(17 004)	313 676	-
Autres immobilisations financières	436 815	495 209	108 394	-	-	(50 000)
Immobilisations financières	638 842	1 165 497	179 870	(17 004)	313 790	50 000
Titres mis en équivalence	142 799	68 067		(74 732)		
Total	10 972 991	28 089 521	1 639 310	(176 084)	15 671 514	(18 210)

Le poste Marques intègre :

- la marque « Obiz » et 40 autres termes attachés à cette marque acquise en 2019 pour un montant total de 1 373k€. Celle-ci est non amortie au regard des avantages futurs non limités dans le temps,
- Les marques valorisées dans le cadre de l'acquisition de SLD pour 2,6M€ (cf. Note 4.1 pour plus de détails). Les autres immobilisations incorporelles augmentent de 6,6M€ et correspondent aux relations clients identifiées lors de l'acquisition de SLD et amorties sur 12 ans.

AMORTISSEMENTS ET DERPRECIATIONS DES IMMOBILISATIONS	31.12.2022	31.12.2023	Dotation	Reprise	Entrée de périmètre	Reclassements	Valeurs nettes comptable 31.12.2023
Frais de recherche et développement	(2 810 891)	(3 410 033)	(578 986)	0	(20 156)	0	1 502 616
Concessions, brevets et droits similaires	(249 110)	(529 716)	(33 209)	0	(247 396)	0	311 060
Autres immobilisations incorporelles	(849)	(312 509)	(277 801)	0	(33 859)	0	6 325 700
Dépréciation écart acquisition	0	0	0	0			
Amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles	(3 060 850)	(4 252 258)	(889 996)	0	(301 411)	0	21 342 839
Matériel de bureau	(58 038)	(72 181)	(11 697)	0	(2 446)	0	116 802
Matériel de transport	0	(13 175)	(5 676)	0	(7 499)	0	33 926
Matériel informatique	(121 378)	(214 825)	(40 145)	0	(53 301)	0	137 178
Autres immobilisations corporelles	0	(522)	(14 817)	31 039	(16 744)	0	
Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles	(179 416)	(300 703)	(72 335)	31 039	(79 989)	0	287 906
Titres de participation	0	(139 474)	(139 474)	0	0	0	139 473
Prêts, dépôts et cautionnements							380 706
Autres immobilisations financières							495 209
Amortissements et dépréciations des immobilisations financières	0	(139 474)	(139 474)	0	0	0	1 015 388
Total Amortissements et dépréciations sur actif immobilisé	(3 240 267)	(4 692 434)	(962 331)	31 039	(381 400)	0	22 646 134

L'ensemble des immobilisations financières sont à échéance à plus d'un an.

Les immobilisations financières au 31 décembre 2023 sont principalement composées :

- De titres de participations minoritaires dans la société éditrice de logiciel de paye Emploi Système SA, à hauteur de 15%, qui ont été dépréciés à 100% au 31 décembre 2023,
- De dépôts et cautionnements liés au bail commercial de la société Obiz© et à l'emprunt BPI contracté par la société,
- D'un compte à terme nanti à hauteur de 300k€,
- Du solde en espèce du contrat de liquidité,
- Des titres mis en équivalences Mile,
- De prises de participations minoritaires (-10% du capital) dans différentes entités :
 - Patrivia (souscription d'emprunt obligataire),
 - Superconnector
 - Sportyneo.

Un contrat de liquidité a été souscrit auprès de Gilbert Dupont pour un montant de 250k€ en juin 2021.

Les actions propres ont été reclassées en diminution des capitaux propres. Les immobilisations comprennent aussi uniquement le poste "solde en espèces" du contrat de liquidité pour 145k€.

5.2 : Stocks

Stocks	31.12.2023			31.12.2022		
	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net
Stocks de marchandises	4 514 467	(1 530)	4 512 937	989 890	(368)	989 522
Total des stocks nets	4 515 838	(1 530)	4 514 308	989 890	(368)	989 522

Le stock est constitué de bons d'achats (physiques ou e-cards) achetés auprès des partenaires pour leur valeur d'achat. Une dépréciation est constatée lorsque la valeur nette probable de réalisation du stock est inférieure à son coût. La durée de validité de ces bons d'achats est en moyenne de 12 mois à compter de la date d'émission par le partenaire.

5.3 : Créances clients

	31.12.2023			31.12.2022		
	Brut	Provisions	Net	Brut	Provisions	Net
Créances clients	7 976 875	(421 701)	7 555 174	4 090 096	(140 284)	3 949 812
Factures à établir	573 621		573 621	134 640		134 640
Total Clients et comptes rattachés	8 550 496	(421 701)	8 128 795	4 224 736	(140 284)	4 084 452

La provision pour dépréciation client est établie au cas par cas en fonction du risque estimé de non-recouvrement.

5.4 : Détails de l'actif circulant par échéance

Les tableaux ci-dessus détaillent les composantes des postes « Créances » au 31 décembre 2023. Les impôts différés actifs ainsi que les disponibilités sont exclus de cette analyse.

Etat de l'actif circulant	31.12.2023	A un an au plus	A plus d'un an
Stocks	4 515 838	4 515 838	
Créances client et comptes rattachés	8 550 496	8 550 496	
Avances et acomptes versés sur commandes	715 970	715 970	
Créances sur personnel & org. Sociaux	45 122	45 122	
Créances fiscales	800 855	800 855	
Etat Impôt sur les bénéfices - part < 1an	375 973	375 973	
Autres créances	291 988	291 988	
Charges constatées d'avance	360 258	360 258	
Charges à répartir	93 450	93 450	
Total actif circulant	15 749 949	15 749 949	0

Provisions pour dépréciation de l'actif circulant

Dépréciation de l'actif circulant	31.12.2022	Reprises	Entrée de périmètre	Dotations	31.12.2023
Dépréciation des créances clients	(140 284)		(15 572)	(265 845)	(421 701)
Total des dépréciations de l'actif circulant	(140 284)	0	(15 572)	(265 845)	(421 701)

5.5 : Impôts différés Actif et Passif

Un impôt différé actif a été reconnu au niveau d'Adelya pour 22,5K€ correspondant à la part de déficit reportable que la Société envisage de consommer à court-terme.

Lors de l'identification des actifs et des passifs lors de l'entrée de périmètre de SLD, 1 650K€ ont été comptabilisés au titre des IDP sur relations clients. Ce montant sera repris au fur et à mesure de l'amortissement.

La Société OBIZ a activé ses IDA au titre des différences temporaires hors déficit fiscal reportable dont principalement les frais d'acquisitions de titres pour 212 K€ en lien avec le projet d'intégration fiscale à compter du 1^{er} janvier 2024. Ces frais sont déduits via les amortissements dérogatoires comptabilisés en comptes sociaux.

Impôts différés	31.12.2023	31.12.2022
Valeur nette d'impôt différé	(1 327 971)	22 500
Impôts différés - actif	238 432	22 500
Impôts différés - passif	1 566 402	0
Valeur nette d'impôt différé	(1 327 971)	22 500

5.6 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

Trésorerie nette	31.12.2023	31.12.2022
VMP - Equivalents de trésorerie	404 970	0
Disponibilités	9 246 605	2 815 328
Trésorerie à court terme	9 651 575	2 815 328

Les valeurs d'usage sont égales aux valeurs vénale.

5.7 : Charges et produits constatés d'avance

Le montant des charges constatées d'avance ne concerne que les charges d'exploitation.

Les produits constatés d'avance au 31 décembre 2023 sont composés de facturations d'avance réalisées, puis reconnus en chiffre d'affaires sur le premier trimestre 2024.

5.8 : Capitaux propres

Composition du capital social	31.12.2023	31.12.2022
Capital (en euros)	292 726,60	212 081,45
Nombre d'actions ordinaires	5 854 532	4 241 629
Nombre d'actions ordinaires	5 854 532	4 241 629
Valeur nominale arrondie à deux décimales (en euros)	0,05	0,05

La société n'a procédé à aucune distribution de dividendes sur les exercices clos aux 31 décembre 2023 et 31 décembre 2022.

Le tableau ci-après, établi conformément à l'article L. 225-211 du Code de commerce, récapitule les opérations effectuées dans le cadre du contrat de liquidité.

Plan d'attribution d'actions gratuites (AGA)

Le Conseil d'administration du 16 décembre 2021 a attribué 39 000 actions gratuites aux salariés à la suite de l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 26 mars 2021 représentant un maximum de 10% du capital social tel que constaté à la date de décision de leur attribution par le Conseil d'Administration.

Le Conseil d'administration, en date du 19 décembre 2022 a décidé l'attribution d'une enveloppe globale maximale de dix-huit mille cent (18.100) attribution gratuite d'actions (les « AGA 2022 ») réservée aux salariés de la Société et sa filiale détenue à 100%, la société ADELYA (la « Filiale »).

Elles sont définitivement acquises au bout d'un an suivant l'attribution sous conditions de présence et de performance, constaté lors de l'AG 2024 sur les comptes, et sont incessibles ensuite pendant un an.

Aucun nouveau plan n'a été émis au 31 décembre 2023.

5.9 : Provisions pour risques et charges**Litiges et passifs**

Le Groupe peut être impliquée dans des procédures judiciaires, administratives ou réglementaires dans le cours normal de son activité. Une provision est enregistrée par le Groupe dès lors qu'il existe une probabilité suffisante que de tels litiges entraîneront des coûts à la charge de la société.

Le Groupe ne présente pas de litiges au 31 décembre 2023.

Indemnités de départ à la retraite

Les indemnités de départ à la retraite sont évaluées sur la base des principes décrits dans la note 4.11. Le tableau ci-dessous présente les paramètres retenus pour l'évaluation.

HYPOTHESES ACTUARIELLES	31.12.2022	31.12.2023
Age de départ à la retraite	Départ volontaire entre 60 et 67 ans	
Conventions collectives	OBIZ : Publicité	
	SLD : Commerce à distance	
	ADELYA : Syntec	
Taux d'actualisation	3,75%	3,57%
Table de mortalité	INSEE 2018	INSEE 2021
Taux de revalorisation des salaires	OBIZ 2% - ADELYA 1,95% Entre 1,03% et 2%	
Taux de turn-over	Turn over moyen	
Taux de charges sociales	Entre 32% et 44%	Entre 35% et 45%

Le montant des indemnités de carrière évaluées et comptabilisées est de 161 k€ au 31 décembre 2022, contre 241k€ au 31 décembre 2023.

5.10 Obligations Relances et Dettes financières

Obligations Relance

Le 13 décembre 2023, la Société a émis un emprunt obligataire dont les modalités sont les suivantes :

- 3,6 M€ au taux de 8,20%, souscrit par le fonds Obligations Relance France et venant à échéance le 13 décembre 2031 ;
- 0,4M€ au taux de 10,20% souscrit par le fonds Obligations Relance France - Tikehau Investment Management, venant à échéance le 13 décembre 2031.
- Cet emprunt obligataire est soumis à covenants, ces covenants sont respectés au 31 décembre 2023.
- Ces obligations s'inscrivent dans le cadre d'un dispositif de soutien aux entreprises (le plan « France Relance ») à travers l'octroi d'une garantie publique à des fonds d'investissement responsables labellisés 'France Relance ». Le gouvernement considère cet instrument comme des quasi-fonds propres (rang très subordonné). Néanmoins ces obligations Relances sont comptabilisées en dettes dans les comptes, compte tenu du paiement périodique du coupon et du capital in fine.

Les modalités sont les suivantes :

- Remboursement de 100 % des obligations relance In Fine dans 8 ans ;
- Subordination de la dette obligataire aux dettes bancaires – en cas de défaut de la société, les obligations Relance ne sont remboursées qu'après le remboursement de l'ensemble des dettes bancaires.
- Ces obligations sont soumises à respect de covenants lors des clôtures au 31 décembre et au 30 juin.

Dettes financières

Le groupe a contracté les prêts suivants sur le premier semestre, pour un montant total de 6 900 K€:

- Emprunt Société Générale de 400 K€,
- Emprunt Arkea de 2 000 K€,
- Emprunt LBP pour 1 500 K€,
- Emprunt LCL pour 1 000 K€,
- Emprunts BPI pour 2 000 K€.

Ces emprunts ont été souscrits pour une durée de 7 ans, hormis celui de la société générale qui a une maturité de 5 ans.

Les intérêts courus ont une échéance inférieure à 1 an.

Les dettes financières auprès des établissements de crédits se décomposent de la manière suivante au 31 décembre 2023 :

Etat des dettes financières	31.12.2023	31.12.2022
Dettes financières	14 061 123	6 282 110
Intérêts courus	9 700	18 178
Total des dettes financières à MLT	14 070 823	6 300 288
Concours bancaires courants	266 292	-
Total des dettes financières	14 337 115	6 300 288
<i>Dont à moins d'un an</i>	2 849 436	1 702 269
<i>Dont de 1 à 5 ans</i>	6 253 679	4 572 842
<i>Dont à plus de 5 ans</i>	5 234 000	25 177

Emprunts souscrits au cours de l'exercice 2023 :

Evolution des emprunts	Etablissements de crédit	Avances remboursables	Prêts garantis par l'Etat	Intérêts courus	Cautions encaissées	TOTAL
Au 31 décembre 2022	3 211 248	1 228 561	1 800 300	18 178	42 000	6 300 287
(+) Entrée de périmètre	256 410	-	761 316	7	1 895 000	2 912 733
(+) Encaissements	6 900 000	-			2 881	6 902 881
(-) Remboursements	(1 039 572)	(385 125)	(611 896)	(8 505)		(2 045 098)
(+/-) Autres mouvements				20		20
Au 31 décembre 2023	9 328 086	843 436	1 949 720	9 700	1 939 881	14 070 823

5.11 : Détails du passif circulant par échéance

Etat du passif circulant	31.12.2023	A un an au plus	A plus d'un an
Dettes fournisseurs	9 212 352	9 212 352	
Avances acomptes reçus	327 259	327 259	
Dettes sociales	831 917	831 917	
Dettes fiscales hors IS	1 353 624	1 353 624	
Impôts sur les bénéfices part < 1 an	81 946	81 946	
Comptes courants	79 851	79 851	
Autres dettes	1 680 659	1 180 659	500 000
Charges à payer	155	155	
Produits constatés d'avance	80 120	80 120	
Total passif circulant	13 647 882	13 147 882	500 000

Les autres dettes correspondent essentiellement au complément de prix lié au rachat de SLD pour 1 500k€ et d'Adelya pour 150k€ à verser aux anciens actionnaires des sociétés acquises.

Les impôts différés passifs sont exclus de cette analyse.

Le groupe n'a pas recours aux effets de commerce.

5.12 : Détail des charges à payer et produits à recevoir

Les charges à payer s'analysent comme suit :

Détail des charges à payer	31.12.2023	31.12.2022
Fournisseurs FNP	1 887 493	87 190
Total dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 887 493	87 190
Personnel	299 033	462 660
Organismes sociaux	211 889	239 570
Etat	168 031	39 792
Total dette fiscales et sociales	678 953	742 022
Total des charges à payer	2 566 446	829 212

Les produits à recevoir s'analysent comme suit :

Détail des produits à recevoir	31.12.2023	31.12.2022
Clients factures à établir	573 621	134 640
Total des créances clients	573 621	134 640
Avoirs non parvenus	120 587	4 000
Divers produits à recevoir	15 311	29 414
Autres créance	135 898	33 414
Total des produits à recevoir	709 519	168 054

5.13 : Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires par activité est le suivant :

Détail du chiffre d'affaires	31.12.2023	31.12.2022
Ventes de marchandises	73 979 382	33 877 845
Production vendue de biens	995 679	0
Production vendue de services	6 227 135	4 230 305
Commissions facturées	1 908 556	1 882 295
Chiffre d'affaires	83 110 752	39 990 445

À l'issue de l'exercice 2023, le groupe Obiz© a enregistré un chiffre d'affaires de 83,1M€, en croissance de +117% par rapport à 2022.

Les prestations de services (accès aux services / maintenance adaptative / développements spécifiques, animation) progressent de 47%.

Les commissions facturées sont en lien avec les rétrocessions de commissions négociées avec les partenaires compte tenu des volumes d'affaires réalisés sur les boutiques en ligne.

5.14 : Autres produits d'exploitation

Détail des produits d'exploitation	31.12.2023	31.12.2022
Production immobilisée	1 204 952	637 611
Subventions d'exploitation	26 333	12 337
Rep./Prov. engagements de retraite	0	52 335
Rep./Dépr. sur actif circulant	155 857	70 853
Transferts de charges d'exploitation	138 571	9 000
Autres produits	49 464	1 350
Autres produits d'exploitation	1 575 177	783 486

5.15 : Autres achats et charges externes

Les achats consommés s'analysent comme suit :

Détail des achats consommés	31.12.2023	31.12.2022
Achats de marchandises	(71 282 772)	(33 646 544)
Achats d'études et prestations de services	(434 092)	(381 866)
Achats non stockés de matières et fournitures	(56 736)	(36 597)
Variation stocks de marchandises	(303 650)	(403 945)
Var. stocks mp, fourn. & autres appro.	1 371	0
Achats consommés	(72 075 879)	(34 468 952)

Les autres achats et charges externes s'analysent comme suit :

Détail des charges externes et autres charges	31.12.2023	31.12.2022
Sous-traitance	(356 695)	(195 562)
Redevances de crédit-bail	(51 963)	(83 539)
Locations immobilières et charges locatives	(404 163)	(279 111)
Locations mobilières et charges locatives	(23 258)	(17 977)
Entretien et réparations	(316 701)	(133 316)
Primes d'assurances	(53 406)	(41 716)
Autres services extérieurs	(42 544)	(9 521)
Personnel détaché et intérimaire	(21 228)	0
Rémun. d'intermédiaires & honoraires	(1 767 716)	(374 112)
Publicité, publications, relations publiques	(149 282)	(97 138)
Transport	(10 444)	(9 789)
Déplacements, missions et réceptions	(112 618)	(73 037)
Frais postaux et frais de télécommunications	(42 171)	(28 746)
Frais bancaires	(297 390)	(92 381)
Divers	(62 483)	(24 266)
Autres charges	(194 155)	(60 717)
Charges externes et autres charges	(3 906 216)	(1 520 929)

5.16 : Charges de personnel

Détail des charges de personnel	31.12.2023	31.12.2022
Rémunérations du personnel	(4 244 475)	(2 625 312)
Charges de sécurité soc. et de prévoy.	(1 668 470)	(1 008 021)
Autres charges de personnel	(65 700)	(49 480)
Charges de personnel	(5 978 646)	(3 682 813)

Les effectifs sont de 107 salariés au 31.12.2023.

5.17 : Produits et charges financiers

Détail des produits financiers	31.12.2023	31.12.2022
Produits sur créances et VMP	1 292	0
Autres produits financiers	27 963	3 373
Total des produits financiers	29 255	3 373

-

Détail des charges financières	31.12.2023	31.12.2022
Charges d'intérêts	(310 119)	(160 543)
Pertes de change sur opérations financières	(32)	(113)
Autres charges financières	(47)	0
Dot. dépr. sur actifs financiers	(139 474)	0
Total des charges financières	(449 671)	(160 657)

Au 31 décembre 2023,

- les produits financiers représentent 29 k€ et correspondent essentiellement aux produits du compte à terme ouvert à la Société Générale.
- les charges financières sont essentiellement liées aux intérêts sur emprunts et à la dépréciation des titres de la filiale Paye Emploi Systeme.

5.18 : Impôts de la période

Concernant le poste impôts sur les sociétés, il est essentiellement composé du Crédit Impôt Innovation, du crédit d'impôt et de l'impôt payé par la société SLD.

Détail de la charge d'impôt	31.12.2023	31.12.2022
Impôt sur les bénéfices	(332 472)	84 940
Impôts différés	82 457	0
Crédits d'impôts	257 613	0
Charges d'impôts	7 598	84 940

Preuve d'impôts

	31.12.2023	31.12.2022
Résultat net de la période	289 997	284 599
Résultat des sociétés mise en équivalence	(74 732)	(2 240)
Impôts de la période	7 598	54 565
Résultat avant impôts	357 131	232 274
Taux théorique	25%	25%
Impôt théorique	(89 283)	(58 069)
Ecart à justifier	(96 881)	(112 634)
Imputation des déficits		40 560
Déficit fiscal de la période non activé	162 606	
Différence permanentes	34 446	(13 565)
Crédit d'impôts	(257 613)	(106 733)
Limitation des impôts différés sur différences temporaires	(36 320)	(32 895)
Ecart justifié	(96 881)	(112 634)

5.19 : Produits et charges exceptionnels

Les produits exceptionnels s'établissent à 69 304 euros au 31 décembre 2023 contre 172 547 au 31 décembre 2022. Ils sont composés majoritairement de produits de cessions d'immobilisations en 2022.

Les charges exceptionnelles s'établissent à 292 060 euros au 31 décembre 2023 contre 191 627 euros au 31 décembre 2022. Ils sont principalement composés de valeurs nettes comptables d'actifs.

5.20 : Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat attribuable aux porteurs d'actions de la Société Obiz par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

Résultat de base par action	31.12.2023	31.12.2022
Résultat (en €)	126 087	62 195
Nombre d'actions en circulation	5 854 532	4 241 629
Nombre d'actions diluées pondérées	5 911 632	4 298 729
Résultat de base par action	0,02	0,01
Résultat de base par action	0,02	0,01

5.21 : Engagements donnés et reçus

5.21.1: Baux commerciaux et crédit-bail

Locations immobilières

Dans le cadre de son activité, la société a conclu des contrats de location immobilière :

- Pour son siège social, à Lyon.
- Pour sa filiale SLD, à Limonest

Les baux immobiliers consentis pour les locaux situés en France ont généralement une durée de neuf années entières et consécutives avec la possibilité pour la société de donner congé des baux tous les trois ans uniquement.

Charges et engagements

Le montant des loyers comptabilisés à fin 2023 et les engagements jusqu'à la prochaine période triennale s'analysent comme suit :

BAIL COMMERCIAL	Preneur	Fin de bail	Durée	Montant annuel du loyer	A 1 an	Entre 1 et 5 ans	5 ans et plus
SCI BEAUX RIVAGES	OBIZ	12/03/2035	12 ans	190	190	760	1 140
SAS M7	SLD	30/06/2032	9 ans	47	47	188	165
Monsieur DAVID D'AREXY (personne)	TAM TAM	30/06/2030	9 ans	9	9	37	14
TOTAL				246	246	986	1 319

Le montant total des leasing restants à payer au 31 décembre 2023 s'établit à 37 K€, dont 11K€ à moins d'un an.

5.21.2 : Autres engagements financiers

Engagements financiers à date de clôture	Engagements financiers donnés	Engagements financiers reçus
Nantissement sur compte à terme	300 000	
Garanties paiements à l'étranger	411 966	1 815 000
Garanties reçues sur avances remboursables		574 350
Total Avals, cautions et garanties	711 966	2 389 350

5.22 : Effectifs

Les effectifs moyens du Groupe sont les suivants :

Effectifs	31.12.2023	31.12.2022
Cadres	42	23
Non cadres	65	55
Total effectifs	107	78

5.23 : Evénements post-clôture

Le 2 janvier 2024, la Société a acquis 0.8% du capital de la société QIIRO.

Le 11 mars 2024, la Société a pris une participation majoritaire (51% dans le capital de Mile Positioning Solutions). Cette société était détenue au 31 décembre. Obiz© détenait au 31 décembre 2023 12,38% du capital social.

Le 3 avril 2024, la Société annonce la reconduction pour 3 ans de son contrat avec VINCI Autoroutes, leader européen de la concession autoroutière, pour le programme de fidélisation Ulys.

5.24 Rémunération des dirigeants

Rémunération des dirigeants	31.12.2023	31.12.2022
Rémunération des organes de direction	749 370	301 250
Total	749 370	301 250

5.25 Honoraires des Commissaires aux Comptes

Honoraires des commissaires aux comptes	31.12.2023	31.12.2022
Mission de commissariat aux comptes	50 000	29 160
<i>Cabinet BM&A</i>	28 545	29 160
<i>Cabinet Advolis Orfis</i>	21 455	
Service autres que la certification des comptes	17 000	5 000
<i>Cabinet BM&A</i>	5 000	5 000
<i>Cabinet Advolis Orfis</i>	12 000	
Total	67 000	34 160

4. COMPTES SOCIAUX DE LA SOCIÉTÉ Obiz© SA POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2023

4.1 Bilan – Actif

OBIZ Bilan - Actif en €	31/12/2023			31/12/2022
	Montant brut	Amort. Prov.	Valeurs nettes comptables	Valeurs nettes comptables
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Fonds commercial	629 553		629 553	629 553
Frais de développement	3 984 176	(2 688 085)	1 296 091	1 181 201
Concessions, brevets, droits similaires	261 931	(216 363)	45 568	51 411
Marques	1 396 109		1 396 109	1 396 109
Autres immobilisations incorporelles	849	(849)		
Immobilisations incorporelles en cours				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Matériel de bureau, informatique, mobilier	181 983	(113 583)	68 400	54 688
Autres immobilisations corporelles	208 915	(24 693)	184 223	115 605
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Autres participations	19 572 801		19 572 801	4 312 315
Créances rattachées à des participations				
Prêts	76 084		76 084	54 604
Dividendes à recevoir				
Autres immobilisations financières	903 144	(139 474)	763 670	616 631
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	27 215 546	(3 183 046)	24 032 500	8 412 117
STOCKS ET EN-COURS				
Marchandises	1 414 617		1 414 617	983 728
Avances, acomptes versés/commandes	612 108		612 108	856 495
CREANCES				
Créances clients & cptes rattachés	4 192 645	(193 104)	3 999 540	3 084 351
Autres créances	384 784		384 784	255 356
DIVERS				
Disponibilités	5 048 598		5 048 598	2 242 899
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	281 443		281 442	211 430
TOTAL ACTIF CIRCULANT	11 934 195	(193 104)	11 741 090	7 634 259
Charges à répartir	93 450		93 450	
TOTAL ACTIF	39 243 191	(3 376 150)	35 867 039	16 046 376

Bilan – Passif

OBIZ Bilan - Passif en €	31/12/2023	31/12/2022
FONDS PROPRES		
Capital social ou individuel	292 727	212 081
Primes d'émission, de fusion, d'apport	14 698 033	7 082 776
Réserve légale	9 723	9 723
Réserves (Report à nouveau)	(78 863)	(91 876)
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	(646 043)	13 012
Subventions d'investissements	-	
Provisions réglementées	148 176	
TOTAL CAPITAUX PROPRES	14 423 752	7 225 716
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
TOTAL PROVISIONS	0	0
DETTES		
Obligations Relance	4 000 000	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	11 439 507	6 050 239
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	404 448	319 086
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 637 996	998 564
Dettes fiscales et sociales	1 232 872	1 116 877
Autres dettes	1 728 464	335 894
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES	21 443 287	8 820 660
TOTAL PASSIF	35 867 039	16 046 376

Compte de résultat

OBIZ Compte de résultat en €	31/12/2023	31/12/2022
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de marchandises	37 265 688	33 299 633
Prestations de services	4 479 925	3 044 971
Commissions facturées	1 904 278	1 881 785
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	43 649 891	38 226 389
Production immobilisée	622 845	459 898
Subventions d'exploitation	19 667	0
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges	198 764	81 931
Autres produits	49 328	1 319
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	44 540 494	38 769 537
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	(38 414 279)	(33 349 661)
Variation de stock de marchandises	430 889	(402 632)
Autres achats et charges externes	(1 289 536)	(1 053 833)
Sous traitance	(511 954)	(422 805)
Impôts, taxes et versements assimilés	(178 159)	(86 626)
Traitements et Salaires	(3 659 392)	(2 569 316)
Dotations aux amortissements sur immobilisations	(557 697)	(628 963)
Dotations aux amortissements charges à répartir	(13 350)	0
Dotations aux provisions et dépréciations	(193 104)	(71 080)
Autres charges	(188 400)	(56 967)
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	(44 574 982)	(38 641 882)
RESULTAT D'EXPLOITATION	(34 487)	127 655
Produits financiers	29 254	12 192
Charges financières	(436 659)	(160 307)
RESULTAT FINANCIER	(407 405)	(148 115)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	(441 893)	(20 460)
Produits exceptionnels	24 004	169 186
Charges exceptionnelles	(348 155)	(203 484)
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(324 150)	(34 298)
Impôts exigibles (CII)	120 000	67 771
BENEFICE OU PERTE DE L'EXERCICE	(646 043)	13 012

I. Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **35 867 039 euros**.

L'exercice considéré débute le 01/01/2023 et finit le 31/12/2023.
Il a une durée de 12 mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels de l'exercice ont été établis en conformité avec les dispositions du code de Commerce (articles L123-12 à L123-28), et les règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels (règlement ANC N°2014-03, modifié par le règlement ANC 2018-01 du 20 avril 2018 et les règlements émis ultérieurement par l'Autorité des Normes Comptables).

1.1 Information relative à la Société et à son activité

Obiz© (« la Société ») est une société anonyme, de droit français. Elle est enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Lyon sous le numéro Lyon B 529 222 689.

La Société s'est construite autour d'une plateforme digitale de marketing relationnel éthique afin d'aider les entreprises à conquérir et fidéliser leurs clients et leurs collaborateurs, à améliorer le pouvoir d'achat et le bien-être des bénéficiaires et accélérer le développement de partenaires locaux et nationaux.

Le siège social de la Société est situé au 41 quai Fulchiron, 69005 LYON.

1.2 Evénements marquants de l'année 2023

Obligations Relance

La société a également contracté des Obligations dans le cadre du programme « Obligations relance » pour un montant de 4 000 k€.

Nouveaux emprunts d'une valeur de 6 900 K€

La société a contracté 6 nouveaux emprunts dans le cadre du rachat de la société SKI LOISIRS DIFFUSION pour un montant de 6 900k€.

Les prêts souscrit se décomposent comme ceci : un prêt 2 000k€ auprès d'ARKEA, un prêt de 1 500k€ auprès de la Banque Postale, un prêt de 1 000k€ auprès du Crédit Lyonnais, deux prêts pour un total de 2 000k€ auprès de BPI et un prêt de 400k€ auprès de la Société Générale.

Augmentation de capital

La société OBIZ a procédé à une augmentation de capital au cours du premier semestre 2023. Le montant total de 8 M€ de la manière suivante : 81 K€ de valeur nominale, 7 919 K€ de prime d'émission, sur laquelle se sont imputés 304 K€ de frais liés à l'opération.

Prise de participations

- Acquisition de la société SLD et ses filiales à hauteur de 100% du capital social (cf communiqué de presse du 29 juin 2023). Cette acquisition a été financée par les fonds propres levés par le biais d'une augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription d'un montant total de 8 M€, par de nouveaux emprunts bancaires d'un montant de 6,5 M€ souscrits pour l'occasion, et sur la trésorerie disponible d'Obiz©.
- En juin 2023, la Société a acquis 70% du capital de la société HOP et 3,59 % du capital de la société SUPERCONNECTOR
- En septembre 2023, la société SLD a acquis 100% du capital de la société TAMTAM
- La Société a pris une participation minoritaire dans le capital de SPORTYNEO (0.8%) en lien avec le partenariat avec cette même société (cf communiqué de presse du 10 janvier 2024).

1.3 Evénements postérieurs à la clôture annuelle 2023

Le 2 janvier 2024, la Société a acquis 0.8% du capital de la société QIIRO.

Le 11 mars 2024, la Société a pris une participation majoritaire (51% dans le capital de Mile Positioning Solutions). Cette société était détenue au 31 décembre. Obiz© détenait au 31 décembre 2023 12,38% du capital social.

Le 3 avril 2024, la Société annonce la reconduction pour 3 ans de son contrat avec VINCI Autoroutes, leader européen de la concession autoroutière, pour le programme de fidélisation Ulys.

1.4 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont principalement constituées de développement de logiciels, de fonds commercial et des marques OBIZ.

Frais de développement

En application de la méthode préférentielle, les dépenses de développement sont immobilisées dès lors que l'entreprise peut démontrer que les critères suivants sont atteints :

- l'entreprise a l'intention, la capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme,
- il est probable que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement iront à l'entreprise,
- le coût de l'actif incorporel créé à ce titre peut être évalué de façon fiable.

Les coûts de développement engagés par la Société concernent essentiellement des développements applicatifs et font l'objet d'un suivi individualisé. Les frais de conception de logiciels prennent en compte l'ensemble des coûts de production, principalement constitués par des dépenses de personnel. Ces coûts donnent lieu à un suivi annuel individualisé par projet. Seuls sont maintenus à l'actif les frais relatifs aux développements des plateformes techniques qui ont de sérieuses chances de réussite commerciale. Par ailleurs, la société n'immobilise que des développements relatifs à des versions majeures de leurs plateformes techniques.

Le coût de production prend en compte :

- Les coûts salariaux (salaires, charges sociales et indemnités congés payés),
- Le cas échéant des coûts externes de sous-traitance.

Le montant des coûts de développement engagés par la société en 2023 s'élève à 507 955€.

La durée d'amortissement de ces frais de recherche et développement est de 48 mois (évolution mineure des produits existants), 36 mois (évolution des produits existants), ou 60 mois (sur les nouveaux produits), à compter de la date de mise en production auprès des clients.

Les logiciels acquis sont amortis linéairement sur une durée de 1 à 5 ans.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, les projets de développement inscrits au bilan font l'objet d'une analyse afin de s'assurer que chaque projet remplit toujours les critères d'activation. Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle devient inférieure à la valeur nette comptable.

Marques

Le poste Marques intègre la marque « Obiz » et 40 autres termes attachés à cette marque obtenue suite à la fusion simplifiée avec la société UCF en juillet 2021. Celle-ci est non amortie au regard des avantages futurs non limités dans le temps. elle fait l'objet d'un test de dépréciation annuellement tel que décrit ci-dessous dans le paragraphe « Test de dépréciations sur les incorporels.

Fonds commercial

Le fonds commercial intègre l'ensemble des activités en lien avec MAMC pour un montant de 630k€ (55k€ fonds de commerce historique et 575k€ mali de fusion). Il a été classé à durée illimitée. S'agissant d'un actif à durée de vie illimitée et donc non amorti, il fait l'objet d'un test de dépréciation annuellement tel que décrit ci-dessous dans le paragraphe « Test de dépréciations sur les incorporels ».

Test de dépréciations sur les incorporels

La valeur recouvrable (valeur actuelle) des immobilisations incorporelles non amortissables fait l'objet d'un test de dépréciation annuellement qu'il y ait ou non un indice de perte de valeur. Si la valeur actuelle devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à sa valeur actuelle par le biais d'une dépréciation. Toute dépréciation est considérée comme définitive.

La Société offre des solutions et applications globales et transversales incluant à la fois les produits intégrés et ceux développés en interne dans le cadre de l'offre OBIZ. En conséquence, les fonds de commerce ou malis de fusion ne peuvent être valablement affectés qu'à l'intégralité des actifs de la Société dans le cadre des tests de dépréciation.

Un test de dépréciation a été réalisé sur la base de la méthode des DCF et n'a pas mis en évidence de perte de valeur au 31 décembre 2023. Les tests de sensibilités n'ont pas remis en cause le test réalisé. Aucun indice de perte de valeur n'a été identifié.

1.5 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production par l'entreprise.

Les éléments d'actif font l'objet de plans d'amortissement déterminés selon la durée réelle d'utilisation du bien.

Les durées et modes d'amortissement retenus sont principalement les suivants :

Eléments	Durées d'amortissement
Installations techniques, matériel et outillages	4 à 10 ans – Linéaire
Installations générales, agencements, aménagements	5 ans – Linéaire
Matériel de transport	2 à 5 ans – Linéaire
Matériel de bureau et informatique	1 à 5 ans – Linéaire
Mobilier	2 à 10 ans – Linéaire

1.6 Immobilisations financières

Ce poste est essentiellement constitué :

- des titres de participation pour leur coût d'acquisition et de créances rattachées à des participations,
- de dépôts et cautionnements versés
- d'un contrat de liquidité constitué d'un solde en espèces et d'actions propres.

Une provision pour dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire des participations ou des actions propres devient inférieure à leur coût d'acquisition. Cette valeur d'inventaire, est déterminée en fonction de plusieurs éléments d'appréciation tels que l'actif net à la clôture de l'exercice des sociétés concernées, leur niveau de rentabilité, leurs perspectives et leur valeur d'utilité pour la Société.

1.7 Stocks

Les stocks de marchandises sont évalués au coût d'achat réel.

Une dépréciation est constatée lorsque la valeur nette probable de réalisation du stock est inférieure à son coût.

1.8 Créances

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale.

Elles sont alors dépréciées au cas par cas en fonction de l'ancienneté de la créance et de la situation dans laquelle se trouve le client.

Les autres créances comprennent notamment la valeur nominale du crédit d'impôt innovation qui est enregistré à l'actif sur l'exercice d'acquisition correspondant à l'exercice au cours duquel des dépenses éligibles donnant naissance au crédit d'impôt ont été engagées.

1.9 Disponibilités

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont définis comme égaux à la somme des postes d'actifs « Valeurs mobilières de placement » et « Disponibilités », dans la mesure où ces éléments sont disponibles à très court terme.

Les provisions pour dépréciation éventuelles des valeurs mobilières sont déterminées par comparaison entre la valeur d'acquisition et le cours moyen du dernier mois pour les titres cotés, ou la valeur probable de négociation pour les titres non cotés.

Les concours bancaires ont un caractère momentané n'engendrant pas leur traitement en « financement ».

1.10 Provisions pour risques et charges

Ces provisions, enregistrées sont destinées à couvrir l'obligation de l'entreprise à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendu de celui-ci.

1.11 Emprunts

Les emprunts sont valorisés à leur valeur nominale. Les frais d'émission des emprunts sont immédiatement pris en charge.

Les intérêts courus sont comptabilisés au passif, au taux d'intérêt prévu dans le contrat.

1.12 Subventions publiques à recevoir

Avances conditionnées

Les avances reçues d'organismes publics pour le financement des activités de recherche de la société ou pour la prospection commerciale territoriale, dont les remboursements sont conditionnels, sont présentées au passif sous la rubrique « Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ».

Bien que les normes françaises préconisent de les comptabiliser comme des quasi-fonds propres en tant qu'avances conditionnées, choix retenu par la quasi-totalité des autres sociétés du secteur, la Société estime que les montants reçus constituent des dettes, notamment en raison de l'existence d'un calendrier de remboursement et du remboursement des premières échéances déjà réalisé. Ainsi, la société a adopté un traitement différent consistant à les comptabiliser en dettes financières.

En cas de constat d'échec prononcé, l'abandon de créance consenti est enregistré en subvention.

Subventions

Les subventions reçues sont enregistrées dès que la créance correspondante devient certaine, compte tenu des conditions posées à l'octroi de la subvention.

Les subventions d'exploitation sont enregistrées en produits courants en tenant compte, le cas échéant, du rythme des dépenses correspondantes de manière à respecter le principe de rattachement des charges aux produits.

Crédit d'impôt innovation

Le crédit d'impôt innovation « CII » est une mesure fiscale réservée aux PME. Ces dernières peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt de 30 % des dépenses nécessaires à la conception et/ou à la réalisation de prototypes ou d'installations pilotes d'un produit nouveau, au sens de la définition fiscale. L'assiette est plafonnée à 400k€ par an et par entreprise. Le CII est imputé sur le montant de l'impôt dû lors de la liquidation de l'impôt.

1.12 Engagements de retraite

Les engagements liés aux départs en retraite des salariés, correspondant à la valeur actuelle probable des indemnités à verser, ne font pas l'objet d'une provision mais sont pris en charge au fur et à mesure des départs.

Les principaux paramètres retenus pour déterminer la valeur actuelle probable de ces indemnités sont les suivants :

- Méthode de calcul : méthode rétrospective des unités de crédits projetés
- Age de départ en retraite : départ volontaire entre 60 et 67 ans
- Taux d'actualisation : 3,57%
- Table de mortalité : INSEE 2021
- Taux de revalorisation des salaires : 2,00%
- Taux de turn-over : turn-over moyen
- Taux de charges sociales : 43 % pour les cadres et 41% pour les non -cadres

Au 31 décembre 2023, le montant de la dette actuarielle est de 129k€ et est présenté dans la note « Engagements financiers ».

1.13 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est reconnu dans le compte de résultat de l'exercice, net de TVA, s'il est certain à la fois dans son principe et son montant et s'il est acquis au cours de l'exercice.

La reconnaissance du revenu dépend de la nature des ventes réalisées par la Société, qui distingue :

- La vente en ligne issues des boutiques (e-cartes cadeaux, ventes en ligne loisirs et billetteries)
Les produits correspondants sont rattachés à l'exercice au cours duquel les biens sont livrés.
- La prestation de service (accès aux services/maintenance adaptative/développements spécifiques, animation)
La Société reconnaît les revenus sur la période au cours de laquelle les services sont rendus de manière linéaire selon la durée du contrat, qui peut être vendus en set up ou en abonnement mensuel par utilisateur.
- Les commissions de coopérations commerciales avec les partenaires.

1.14 Résultat financier

Le résultat financier correspond principalement aux intérêts d'emprunts et les dépréciations de titres.

1.15 Distinction Résultat courant et Résultat exceptionnel

Le résultat courant enregistre les produits et charges relatifs à l'activité courante de l'entreprise.

Les éléments non récurrents des activités ordinaires ont été portés en résultat courant. Il s'agit notamment des éléments suivants :

- Dotations et reprises sur provision pour dépréciation des créances,
- Subventions d'exploitation,
- Transferts de charges d'exploitation.

Les éléments exceptionnels hors activités ordinaires constituent le résultat exceptionnel.

1.16 Impôts sur les sociétés

Ce poste créditeur de 120 000€ se décompose de la manière suivante :

- Crédit Impôt Innovation : 120 000€
- Crédit d'impôt mécénat : 0€

II. Notes sur le bilan et le compte de résultat

2.1 Immobilisations

VALEUR BRUTE DES IMMOBILISATIONS	31.12.2022	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Reclassement	31.12.2023
Frais de recherche et développement	3 361 331	622 845			3 984 176
Concessions, brevets et droits similaires	257 191	4 740			261 931
Marque	1 396 109				1 396 109
Fonds commercial	629 553				629 553
Autres immobilisations incorporelles	849				849
Immobilisations incorporelles	5 645 033	627 585	0	0	6 272 618
Agencements et aménagements divers	101 240	68 073			169 313
Matériel de bureau	108 854				108 854
Matériel de transport	0	39 602			39 602
Matériel informatique	59 316	13 813			73 128
Immobilisations corporelles	269 410	121 488	0	0	390 898
Titres de participation	639 474	15 110 491		3 533 367	19 283 332
Titres immobilisés	0	99 995		189 474	289 469
Créances sur participations	3 672 841			(3 672 841)	0
Prêts, dépôts et cautionnements	318 623	21 480		(264 019)	76 084
Actions propres	0	226 126		181 838	407 965
Autres immobilisations financières	354 604	108 395		32 181	495 179
Immobilisations financières	4 985 542	15 566 488	0	0	20 552 029
Total	10 899 985	16 315 561	0	0	27 215 546

Sur le poste immobilisations financières, il a été reclassé les points suivants pour une meilleure lisibilité du tableau

- Le poste de titres de participations contient les titres consolidés par la société
- Les titres immobilisés concernent les sociétés non consolidées
- les titres détenus sur la société Adeyia présentés en créances sur participations en 2022 sont désormais inclus dans la ligne titre de participation.
- Le postes dépôts et cautionnements ne contient que les dépôts au 31 décembre 2023.
- Les actions propres sont désormais sur une seule ligne pour une meilleure lisibilité.

Le soldes des actions propres représente 67 640 actions pour une valeur de 408k€ et un solde compte espèce de 145k€ lié au solde espèces du contrat de liquidité.

Le fonds commercial intègre l'ensemble des activités en lien avec MAMC pour un montant de 630k€ (55k€ fonds de commerce historique et 575k€ mali de fusion). Il a été classé à durée illimitée.

Le poste Marques intègre la marque « Obiz » et 40 autres termes attachés à cette marque acquise en 2019 pour un montant total de 1 373k€. Celle-ci est non amorti au regard des avantages futurs non limités dans le temps.

Un test de dépréciation a été réalisé sur la base de la méthode des DCF (en intégrant l'ensemble des actifs incorporels non amortissables de la Société) et n'a pas mis en évidence de perte de valeur au 31 décembre 2023. Les tests de sensibilité n'ont pas remis en cause le test réalisé.

Les immobilisations financières au 31 décembre 2023 sont principalement composées :

- Des titres de participation acquis dans la société Adelya pour 3 673k€,
- Des titres de participations acquis dans la société SLD pour 15 152 k€
- De titres de participations dans la société Mile Positioning Solutions, à hauteur de 12,58% pour 500k€,
- Des titres de participations dans la société HOP pour 35K€,
- De dépôts et cautionnements liés au bail commercial de la société Obiz© et à l'emprunt BPI contracté par la société,
- D'un compte à terme nanti à hauteur de 300k€,
- Des titres de participations minoritaires pour 200K€ (moins de 5%) dans diverses sociétés,
- D'actions propres détenues pour 408k€ et du solde en espèces de ce contrat pour 145k€.
- Et, des titres de participations minoritaires dans la société éditrice de logiciel de paye Emploi Système SA, à hauteur de 15% pour 139k€, déprécié à 100% à la clôture,

La Société a décidé de présenter les titres de participations limités aux sociétés consolidées. Ainsi les titres immobilisés concernent uniquement les titres de participations non consolidées.

Les amortissements et dépréciations s'établissent comme suit :

AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS DES IMMOBILISATIONS	31.12.2022	Dotation	Reprise	31.12.2023
Frais de recherche et développement	(2 180 130)	(507 955)		(2 688 085)
Concessions, brevets et droits similaires	(205 780)	(10 583)		(216 363)
Marque	0			0
Fonds commercial	0			0
Autres immobilisations incorporelles	(849)			(849)
Amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles	(2 386 759)	(518 538)	0	(2 905 297)
Installations techniques, matériel & outillage	(8 189)	(10 827)		(19 016)
Matériel de bureau	(44 377)	(13 591)		(57 968)
Matériel de transport	0	(5 676)		(5 676)
Matériel informatique	(46 552)	(9 063)		(55 615)
Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles	(99 118)	(39 157)	0	(138 275)
Titres de participation	0			0
Titres immobilisés	0	(139 474)		(139 474)
Prêts, dépôts et cautionnements	0			0
Actions propres	0			0
Autres immobilisations financières	(1 992)		1 992	0
Amortissements et dépréciations des immobilisations financières	(1 992)	(139 474)	1 992	(139 474)
Total Amortissements et dépréciations sur actif immobilisé	(2 487 869)	(697 169)	1 992	(3 183 046)

2.2 Stocks

Stocks	31.12.2023			31.12.2022		
	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net
Stocks de marchandises	1 414 617	0	1 414 617	983 728	0	983 728
Total des stocks nets	1 414 617	0	1 414 617	983 728	0	983 728

2.3 Créances et dettes

	31.12.2023			31.12.2022		
	Brut	Provisions	Net	Brut	Provisions	Net
Créances clients	2 825 135	(193 104)	2 632 031	3 022 916	(71 080)	2 951 836
Factures à établir	1 367 510		1 367 510	132 515		132 515
Total Clients et comptes rattachés	4 192 645	(193 104)	3 999 540	3 155 431	(71 080)	3 084 351

Etat de l'actif circulant net	31.12.2023	A un an au plus	A plus d'un an
Stocks	1 414 617	1 414 617	0
Créances client et comptes rattachés	4 192 645	4 192 645	0
Avances et acomptes versés sur commandes	612 108	612 108	0
Créances sur personnel & org. Sociaux	18 902	18 902	0
Créances fiscales	73 264	73 264	0
Etat Impôt sur les bénéfices - part < 1an	190 868	190 868	0
Autres créances	101 750	101 750	0
Charges constatées d'avance	281 443	281 443	0
Total actif circulant	6 885 597	6 885 597	0

Les charges constatées d'avance se rapportent à des charges courantes et correspondent pour l'essentiel à des dépenses IT, serveurs et locations de véhicules.

Etat du passif circulant	31.12.2023	A un an au plus	A plus d'un an
Dettes fournisseurs	2 637 996	2 637 996	
Avances acomptes reçus	404 448	404 448	
Dettes sociales	463 511	463 511	
Dettes fiscales hors IS	769 361	769 361	
Comptes courants	65 009	65 009	
Autres dettes	1 663 455	1 163 455	500 000
Total passif circulant	6 003 780	5 503 780	500 000

Les autres dettes correspondent essentiellement au complément de prix

- lié au rachat d'Adelya pour 1 50k€ à verser aux anciens actionnaires de la société acquise,
- Lié au rachat de SLD pour 1 500 K€ à verser aux anciens actionnaires de la société acquise.

2.4 Provisions

Provisions	31.12.2022	Dotations	Reprises	31.12.2023
Provisions pour amortissement dérogatoire	0	148 176	0	148 176
Provisions autres	0	0	0	0
Total Provisions réglementées	0	148 176	0	148 176
Provisions pour litiges	0	0	0	0
Provisions autres	0	0	0	0
Total Provisions pour risques et charges	0	0	0	0
Dépréciation des immobilisations financières	1 992		(1 992)	0
Total Provisions pour dépréciation	1 992	0	(1 992)	0
Total général	1 992	148 176	(1 992)	148 176

2.5 Charges à payer

Détail des charges à payer	31.12.2023	31.12.2022
Fournisseurs FNP	92 962	65 708
Remises à accorder	85 362	0
Total dettes fournisseurs et comptes rattachés	178 324	65 708
Personnel	163 679	383 133
Organismes sociaux	153 270	147 597
Etat	75 929	6 017
Total dette fiscales et sociales	392 878	536 747
Total des charges à payer	571 202	602 455

2.6 Produits à recevoir

Détail des produits à recevoir	31.12.2023	31.12.2022
Clients factures à établir	1 367 510	132 515
Total des créances clients	1 367 510	132 515
Avoirs non parvenus	16 725	3 600
Divers produits à recevoir	14 494	24 290
Autres créance	31 219	27 890
Total des produits à recevoir	1 398 729	160 405

2.7 Produits et charges financiers

Détail des produits financiers	31.12.2023	31.12.2022
Rep./Dépr.sur actifs financiers	1 992	8 819
Produits sur créances et VMP	1 292	0
Autres produits financiers	27 962	3 373
Total des produits financiers	31 246	12 192

Détail des charges financières	31.12.2023	31.12.2022
Charges d'intérêts	(297 186)	(158 315)
Dot. dépr. sur actifs financiers	(139 474)	(1 992)
Total des charges financières	(436 659)	(160 307)

2.8 Produits et charges exceptionnels

Ils sont principalement constitués de charges diverses, de produits divers et de produits de cessions d'actifs et de valeurs nettes comptables.

2.9 Capitaux propres

Composition du capital social	31.12.2022	31.12.2023	Augmentation de la période
Capital (en euros)	212 081,45	292 726,60	80 645,15
Nombre d'actions ordinaires	4 241 629	5 854 532	1 612 903
Nombre d'actions ordinaires	4 241 629	5 854 532	1 612 903
Valeur nominale arrondie à deux décimales (en euro)	0,05	0,05	-

La société n'a procédé à aucune distribution de dividendes sur les exercices clos aux 31 décembre 2022 et 31 décembre 2023.

Plan d'AGA

Le Conseil d'administration du 16 décembre 2021 a attribué 39 000 actions gratuites aux salariés à la suite de l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 26 mars 2021 représentant un maximum de 10% du capital social tel que constaté à la date de décision de leur attribution par le Conseil d'administration.

Le Conseil d'administration, en date du 19 décembre 2022 a décidé l'attribution d'une enveloppe globale 18.100 AGA attribution gratuite d'actions (les « AGA 2022 ») réservée aux salariés de la Société et sa filiale détenue à 100%, la société ADELYA (la « Filiale »).

Elles sont définitivement acquises lors de l'assemblée générale approuvant les comptes 2024 suivant l'attribution sous conditions de présence et de performance, et sont incessibles ensuite pendant un an.

Aucun nouveau plan n'a été émis au 31 décembre 2023.

2.10 Trésorerie nette

Trésorerie nette	31.12.2023	31.12.2022
Disponibilités	5 047 306	2 242 899
Intérêts courus non échus s/ dispo.	1 292	0
Trésorerie à court terme	5 048 598	2 242 899
Concours bancaires	(241 048)	0
Trésorerie à long terme	(241 048)	0
Trésorerie nette	4 807 550	2 242 899

2.11 Effectif moyen

Effectif	31.12.2023	31.12.2022
Cadre	20	15
Non cadre	35	30
Total effectif moyen	55	45

2.12 Chiffre d'affaires

Détail du chiffre d'affaires	31.12.2023	31.12.2022
Ventes de marchandises	37 265 688	33 299 633
Production vendue de services	4 479 925	3 044 971
Produits des activités annexes	1 904 278	1 881 785
Chiffre d'affaires	43 649 891	38 226 389

2.13 Autres produits d'exploitation

Détail des produits d'exploitation	31.12.2023	31.12.2022
Production immobilisée	622 845	459 898
Subventions d'exploitation	19 667	0
Rep./Dépr. sur actif circulant	71 080	70 485
Transferts de charges d'exploitation	125 692	11 446
Autres produits	49 328	1 319
Autres produits d'exploitation	888 611	543 148

2.14 Obligations Relance et Emprunts/dettes financières

Obligations Relance

Le 13 décembre 2023, la Société a émis un emprunt obligataire dont les modalités sont les suivantes :

- 3,6 M€ au taux de 8,20%, souscrit par le fonds Obligations Relance France et venant à échéance le 13 décembre 2031 ;
- 0,4M€ au taux de 10,20% souscrit par le fonds Obligations Relance France - Tikehau Investment Management, venant à échéance le 13 décembre 2031.
- Cet emprunt obligataire est soumis à covenants, ces covenants sont respectés au 31 décembre 2023.
- Ces obligations s'inscrivent dans le cadre d'un dispositif de soutien aux entreprises (le plan « France Relance ») à travers l'octroi d'une garantie publique à des fonds d'investissement responsables labellisés 'France Relance ». Le gouvernement considère cet instrument comme des quasi-fonds propres (rang très subordonné). Néanmoins ces obligations Relances sont comptabilisées en dettes dans les comptes, compte tenu du paiement périodique du coupon et du capital remboursé in fine.

Les modalités sont les suivantes :

- Remboursement de 100 % des obligations relance In Fine dans 8 ans ;
- Subordination de la dette obligataire aux dettes bancaires – en cas de défaut de la société, les obligations Relance ne sont remboursées qu'après le remboursement de l'ensemble des dettes bancaires.
- Ces obligations sont soumises à respect de covenants lors des clôtures 31 décembre et 30 juin.

Dettes financières

Les dettes financières auprès des établissements de crédits se décomposent de la manière suivante au 31 décembre 2023 :

Etat des dettes financières	31.12.2023	31.12.2022
Dettes financières	11 143 961	5 990 157
Dépôts et cautionnements	44 881	42 000
Intérêts courus	9 618	18 082
Total des dettes financières	11 198 460	6 050 239
Concours bancaires courants	241 048	-
Total	11 439 507	6 050 239

Emprunts au cours de l'exercice 2023

Evolution des emprunts	Etablissements de crédit	Avances remboursables	Prêts garantis par l'Etat	Intérêts courus	Cautions encaissées	TOTAL
Au 31 décembre 2022	3 211 248	1 197 659	1 581 250	18 082	42 000	6 050 239
(+) Encaissements	6 900 000	-	-	-	2 881	6 902 881
(-) Remboursements	(986 131)	(354 597)	(405 449)	-	-	(1 746 177)
(+/-) Autres mouvements	(20)	-	-	(8 464)	-	(8 484)
Au 31 décembre 2023	9 125 097	843 062	1 175 801	9 618	44 881	11 198 460

Au premier semestre 2023, la société a contracté un prêt de 6,5M€ auprès de différents partenaires bancaires afin de procéder à l'acquisition de la société SLD.
Un prêt additionnel a été réalisé auprès de la société générale pour 0,4M€ sur l'exercice 2023.

2.15 Engagements financiers

Engagements financiers	Engagement s financiers donnés	Engagement s financiers reçus
Nantissement sur compte à terme	300 000	0
Garanties reçues sur avances remboursables BPI		574 350
Total Avals, cautions et garanties	300 000	574 350
Redevances restant à payer	11 000	0
Total Engagements de locations de voiture	11 000	0
Montant de la dette actuarielle	129 000	0
Total Engagements en pensions, retraite et assimilés	129 000	0
Total des engagements financiers	440 000	574 350

2.16 Filiales et participations

	Nom de l'entité	Adresse, Pays	Siren	Taux de détention juridique au 31.12.2022	Taux de détention juridique au 31.12.2023	Méthode de consolidation	Chiffre d'affaires en K€ (*)	Résultat en K€ (*)	Capitaux propres en K€ (*)	Valeur comptable des titres détenus Brute (en K€)	Valeur comptable des titres détenus Nette (en K€)
1-Plus de 50% de détention du capital	ADELYA	298 allée du lac 31670 Labège	451 130 165	100%	100%	Intégration globale	3 329	238	1 172	3 673	3 673
	HOP	41 quai Fulchiron 69005 Lyon	839 490 375	0%	70%	Intégration globale	39	63	25	35	35
	SKI LOISIRS DIFFUSION	185 allée des frênes, 69760 Limonest	384 600 847	0%	100%	Intégration globale	80 548	1 607	2 857	15 152	15 152
10 à 50% du capital détenu par la société	EMPLOI SYSTÈME	(étranger)		15,12%	15,12%	Non consolidé	nc	nc	nc	139	0
	MILE POSITIONNING SOLUTIONS	390 chemin du Mas Joint 69270 Fontaines St Martin	817 706 898	12,58%	12,58%	Mise en équivalence	301	(580)	552	500	500

2.17 Rémunération des dirigeants

Rémunération des membres de direction	31.12.2023	31.12.2022
Rémunération des organes de direction	749 370	301 250
Total des rémunérations	749 370	301 250

2.18 Honoraires des Commissaires aux Comptes

Honoraires des CAC	31.12.2023	31.12.2022
Certification des comptes	56 300	25 000
Services autres que la certification des comptes		5 000
Total	56 300	30 000

2.19 Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices	Résultat avant impôts	Impôts *	Résultats après impôts
Résultat d'exploitation	(34 487)	120 000	85 513
Résultat financier	(407 405)		(407 405)
Résultat exceptionnel	(324 150)		(324 150)
Résultat comptable	(766 043)	120 000	(646 043)

* crédit d'impôts

5. ANNEXES AU RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

5.1 Tableaux financiers des cinq derniers exercices

Tableau financier	31/12/2023	31/12/2022	31/12/2021	31/12/2020	31/12/2019
I – Situation financière en fin d'exercice					
a) Capital social	292 727	212 081	212 081	155 568	155 568
b) Nombre d'actions émises	5 854 532	4 241 629	4 241 629	9 723	9 723
c) Nombre d'obligations convertibles en actions	-	-	-	-	-
II – Résultat global des opérations effectives					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	43 649 891	38 226 389	36 934 905	14 699 951	8 681 502
b) Bénéfices avant impôts, participations, amortissements et provisions	165 036	713 438	99 858	445 970	392 792
c) Impôt sur les bénéfices	(120 000)	(70 868)	(73 718)	(84 260)	(89 561)
d) Bénéfices après impôts, participations, amortissements et provisions	(646 043)	13 012	(612 792)	(78 846)	(58 949)
e) Résultat distribué	-	-	-	-	-
f) Participation des salariés	-	-	-	-	-
III – Résultat des opérations réduit à une seule action					
a) Bénéfices après impôts, participations mais avant amortissements et provisions	0	0	0	37	31
b) Bénéfices après impôts, participations, amortissements et provisions	(0)	0	(0)	(8)	(6)
c) Dividende versé à chaque action	-	-	-	-	-
IV – Ventilation de la nature des actions					
a) Nombre d'actions à dividende prioritaire	-	-	-	-	-
b) Nombre maximum d'actions futures à créer	-	-	-	-	-
c) Par exercice de droits de souscription	-	-	-	-	-
V – Personnel					
a) Nombre de salariés	50	45	33	34	30
b) Montant de la masse salariale	2 732 242	1 830 150	1 306 877	1 224 390	1 237 871
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres)	927 149	739 166	563 478	483 711	478 699

5.2 Rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

Conformément aux dispositions des articles L. 225-37 et L.225-37-4 du Code de commerce, le Conseil d'Administration rend compte dans son rapport sur le gouvernement d'entreprise (i) de la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chaque mandataire social durant l'exercice (ii) de la composition du Conseil d'Administration et de la Direction Générale (iii) des conventions conclues par un mandataire social ou un actionnaire significatif de la société mère avec une filiale et (iv) du tableau récapitulatif des délégations en cours de validité accordées par l'assemblée générale des actionnaires dans le domaine des augmentation de capital, ainsi que leur utilisation.

Le présent rapport a été arrêté par le Conseil d'Administration lors de sa séance du 15 avril 2024.

1. Les principes de gouvernance

La société se réfère au Code de gouvernement d'entreprise Middlenext publié en décembre 2009 et révisé en septembre 2016 puis en septembre 2021. Ce code est disponible sur le site de Middlenext (www.middlenext.com).

La société applique les recommandations qu'il contient de la façon suivante :

Recommandations du Code Middlenext (version de septembre 2021)	Conforme	Non conforme	En cours de réflexion
I. Le pouvoir de "surveillance"			
R1 : déontologie des membres du Conseil	X		
R2 : Conflits d'intérêts	X		
R3 : Composition du Conseil - Présence de membres indépendants	X		
R4 : Information des membres du Conseil	X		
R5 : Formation des membres du Conseil			X
R6 : Organisation des réunions du Conseil et des comités	X		
R7 : Mise en place de comités		X ⁽¹⁾	
R8 : Mise en place d'un comité spécialisé sur la RSE	X ⁽¹⁾		

Recommandations du Code Middledenext (version de septembre 2021)	Conforme	Non conforme	En cours de réflexion
I. Le pouvoir de "surveillance"			
R9 : Mise en place d'un règlement intérieur du Conseil	X		
R10 : Choix de chaque membre du Conseil	X		
R 11 : durée des mandats des membres du Conseil	X		
R12 : Rémunération de membre du Conseil au titre de son mandat	X		
R13 : Mise en place d'une évaluation des travaux du Conseil	X		
R14 : Relation avec les "actionnaires"	X		
II. Le pouvoir exécutif			
R15 : Politique de diversité et d'équité au sein de l'entreprise	X		
R16 : Définition et transparence de la rémunération des dirigeants mandataires sociaux	X		
R 17 : Préparation de la succession des dirigeants		X ⁽²⁾	
R18 : Cumul contrat de travail et mandat social	X		
R19 : Indemnités de départ	X		
R20 : Régimes de retraites supplémentaires	X		
R21 : Stock-options et attribution gratuite d'actions	X		
R22 : Revue des points de vigilances	X		

(1) Compte tenu de sa taille et de celle de son Conseil, la Société n'a pas mis en place de comités spécialisés (audit, rémunérations, nominations, stratégiques, etc.), à l'exception d'un comité RSE auquel la Société est favorable, et n'envisage pas d'en créer.

(2) La Société estime que, compte tenu de l'âge de son dirigeant actuel, le sujet de sa succession n'est pas d'actualité.

2. Composition du Conseil d'Administration et de la Direction Générale

Le Conseil d'Administration de la société est composé de trois membres au moins et de dix-huit membres au plus, sauf dérogation prévue par la loi. Les membres du Conseil d'Administration sont nommés par l'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration.

La durée des mandats d'administrateur a été fixée à trois (3) ans, renouvelable. Conformément à l'article 14 des statuts de la Société, il est rappelé que par exception et pour la première période trois (3) ans, il sera procédé au renouvellement des administrateurs par tiers tous les ans et par tirage au sort pour les deux premières périodes de renouvellement, afin de déterminer l'ordre du renouvellement des administrateurs. Une fois le roulement établi, soit à l'issue de la première période de trois (3) ans, les renouvellements s'effectueront par ancienneté de nomination pour une durée de trois (3) ans.

Cette durée est adaptée aux spécificités de l'entreprise, en conformité avec la recommandation R9 du code Middenext. Nul ne peut être nommé administrateur s'il est âgé de plus de soixante-quinze (75) ans. D'autre part, si un administrateur en fonction vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire d'office à l'issue de la plus prochaine réunion du Conseil d'Administration.

A la date des présentes, le Conseil compte six membres, dont quatre administrateurs indépendants au sens des critères fixés par le code Middenext (Monsieur Damien BOURGEOIS, Madame Isabelle GROSMAITRE, Madame Sophie SAUVAGE et la société GARIBALDI PARTICIPATIONS, représentée à titre permanent par Madame Emmanuelle LE BRAS).

Compte tenu de la taille du Conseil, la Société estime se conformer aux dispositions légales en matière de mixité des conseils ainsi qu'aux recommandations du code Middenext en matière de présence d'administrateurs indépendants.

La Direction Générale est assurée par Monsieur Brice CHAMBARD, nommé par le Conseil d'Administration du 26 mars 2021, au cours duquel il a été décidé de ne pas dissocier les fonctions de Président du Conseil d'Administration et de Directeur Général.

La composition du conseil d'administration est la suivante :

Prénom et Nom	Mandat	Fonction dans la société	Date de 1 ^{ère} nomination/renouvellement et de fin de mandat
Monsieur Brice CHAMBARD	Administrateur et Président	Directeur Général	<p><u>Première nomination</u> : AG du 26 mars 2021</p> <p><u>Echéance du mandat</u> : AG statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023</p> <p><u>Compte tenu de la fin du mandat, il sera proposé à l'AGM des actionnaires du 13 juin 2024 de renouveler le mandat d'administrateur de Monsieur Brice CHAMBARD</u></p>
Madame Sophie SAUVAGE	Administratrice (Indépendante)	Néant	<p><u>Première nomination</u> : AG du 26 mars 2021</p> <p><u>Echéance du mandat</u> : AG statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025 (renouvellement de mandat par l'AGM du 13 juin 2023 en suite du tirage au sort)</p>
Monsieur Damien BOURGEOIS	Administrateur (Indépendant)	Néant	<p><u>Première nomination</u> : AG du 26 mars 2021</p> <p><u>Echéance du mandat</u> : AG statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024 (renouvellement de mandat par l'AGM du 13 juin 2022 en suite du tirage au sort)</p>
Madame Isabelle GROSMAITRE	Administratrice (Indépendante)	Néant	<p><u>Première nomination</u> : AG du 26 mars 2021</p> <p><u>Echéance du mandat</u> : AG statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023.</p> <p><u>Compte tenu de la fin du mandat, il sera proposé à l'AGM des actionnaires du 13 juin 2024 de renouveler le mandat d'administrateur de Madame Isabelle GROSMAITRE</u></p>
Monsieur Hervé BIGAL	Administrateur	Néant	<p><u>Première nomination</u> : AG du 13 décembre 2023</p> <p><u>Echéance du mandat</u> : AG statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025</p>

Prénom et Nom	Mandat	Fonction dans la société	Date de 1 ^{ère} nomination/renouvellement et de fin de mandat
GARIBALDI PARTICIPATIONS (Représentant permanent : Madame Emmanuelle LE BRAS)	Administrateur (Indépendant)	Néant	<u>Première nomination</u> : AG du 13 décembre 2023 <u>Echéance du mandat</u> : AG statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025

Les adresses professionnelles des administrateurs sont les suivantes :

- Pour Monsieur Brice CHAMBARD : le siège social de la Société ;
- Pour Madame Sophie SAUVAGE : Ecrins Consulting SAS, 51 rue Deleuvre, 69004 Lyon ;
- Pour Monsieur Damien BOURGEOIS : AXA France, 313 terrasse de l'Arche, 92727 Nanterre ;
- Pour Madame Isabelle GROSMAITRE : le siège social de la Société ;
- Pour Monsieur Hervé BIGAL : le siège social de la société INFLUACTIVE (Hervé Bigal NTIC SARL), situé à TECHLID – Métropole de Lyon, Espace Ouest ,39 Chemin du Moulin Carron - 69570 DARDILLY
- Pour GARIBALDI PARTICIPATIONS : 141 rue Garibaldi 69003 Lyon.

Indépendance des administrateurs

La recommandation R3 du code Middledenext prévoit de tester cinq critères qui permettent de justifier de l'indépendance des membres du Conseil, caractérisée par l'absence de relation financière, contractuelle ou familiale susceptible d'altérer l'indépendance de jugement. En application de ces critères, le Conseil d'administration compte au moment de l'établissement du présent rapport, quatre membres indépendants sur six : Monsieur Damien BOURGEOIS, Madame Isabelle GROSMAITRE, Madame Sophie SAUVAGE et la société GARIBALDI PARTICIPATIONS, représentée à titre permanent par Madame Emmanuelle LE BRAS.

L'analyse menée par la Société pour apprécier l'indépendance des quatre (4) membres du Conseil d'Administration se résume comme suit :

Critères d'indépendance définis par le Code Middle Next					
Analyse de la Société	Ne pas avoir été, au cours des cinq dernières années, et ne pas être salarié ni mandataire social dirigeant de la Société ou d'une société de son groupe	Ne pas avoir été, au cours des deux dernières années, et ne pas être en relation d'affaires significative avec la Société ou son groupe (client, fournisseur, concurrent, prestataire, créancier, banquier, etc. ...)	Ne pas être actionnaire de référence de la Société ou détenir un pourcentage de droit de vote significatif	Ne pas avoir de relation de proximité ou de lien familial proche avec un mandataire social ou un actionnaire de référence	Ne pas avoir été, au cours des six dernières années, commissaire aux comptes de la Société
Sophie SAUVAGE	X	X	X	X	X
Damien BOURGEOIS	X	X	X	X	X
Isabelle GROSMAITRE	X	X	X	X	X
GARIBALDI PARTICIPATIONS	X	X	X	X	X

Informations et renseignements individuels sur les mandataires sociaux et leur expertise

Conformément à la recommandation R10 du code Middledenext, une information sur la biographie, la liste des mandats exercés, l'expérience et la compétence de chaque administrateur est fournie ci-après, ainsi que lors de la nomination ou du renouvellement du mandat de chaque administrateur.

Monsieur Brice CHAMBARD – Président-directeur général et fondateur.

Diplômé de l'IAE de Lyon et de l'EM Lyon, Brice est notamment passionné par l'entrepreneuriat et par l'engagement associatif. Après 20 ans passées au sein d'entreprises internationales, Brice a fondé Obiz avec pour objectifs d'améliorer le pouvoir d'achat, promouvoir le bien-être ainsi que de dynamiser l'économie locale.

Entrepreneur dans l'âme, Brice est également investisseur au sein d'autres entreprises du secteur des logiciels et des services numériques (HOP, BACKPROTECH, etc.). Ses compétences techniques et de direction appuyées par un management basé sur les valeurs humaines que sont l'esprit de service, l'ambition, le partage, et un environnement de travail de qualité, lui ont permis d'avoir le soutien sans faille de l'ensemble de ses collaborateurs. Par ailleurs, Brice est un sportif passionné et accompli. Ancien athlète ayant pratiqué en

compétition des sports de full contact et de kick boxing, il est également entraîneur diplômé d'État en kick & thaï boxing, breveté en parachutisme ainsi qu'en plongée sous-marine.

Madame Sophie SAUVAGE – Administratrice indépendante.

Sophie est passionnée par l'entreprise et le sport. Diplômée d'HEC, elle a accompagné le développement de nombreuses sociétés combinant une expérience dans des structures d'investissement (Sopromec entre 1990 et 1994, Dentressangle Small & Mid Cap entre 2016 et 2019), en M&A chez DELOITTE entre 1995 et 2004 et en entreprise. Elle a rejoint en 2006 Obiz DIGITAL VIRGO (ex JET MULTIMEDIA) pour prendre en charge la croissance externe en France et à l'étranger. Joignant ses passions, elle a mené plusieurs missions de M&A dans le secteur du sport professionnel notamment pour le compte de l'OLYMPIQUE LYONNAIS (levées de fonds, acquisition de l'équipe féminine professionnelle américaine du REIGN FC). Au sein de sa propre structure de conseil, ECRINS CONSULTING, elle s'est spécialisée sur l'accompagnement de la croissance externe des PME. Elle est également engagée dans la promotion de l'égalité entre les Femmes et les Hommes, en tant qu'administratrice du CIDFF Interdépartemental Rhône-Arc Alpin.

Monsieur Damien Bourgeois – Administrateur indépendant.

Damien est diplômé de l'IAE de Lille en 1991. Depuis 1993, il a exercé de nombreuses fonctions marketing, tout d'abord au sein de la compagnie d'assurances AIG où il est responsable du marketing direct et des partenariats, puis chez Banque Directe où il prend le poste de Directeur Marketing en 2001. En 2002, suite au rachat de Banque Directe par AXA France, il devient Directeur marketing d'AXA Banque, puis en 2007 Responsable du marketing banque et épargne individuelle d'AXA France. En 2011, il est nommé Directeur CRM et Connaissance Clients AXA France, et en 2014 il crée cette fonction au sein d'AXA Belgium, période pendant laquelle il développe également les activités de data science de cette filiale du Groupe AXA. En 2017, à son retour chez AXA France, il est nommé Responsable Expertise, Innovation et Ingénierie pédagogiques, et procède à une réorganisation de la direction formation d'AXA France pour accompagner la transformation de l'entreprise vers le digital et l'exploitation de la donnée.

Madame Isabelle GROSMAITRE – Administratrice indépendante.

Isabelle a effectué la majeure partie de sa carrière dans le domaine de la santé et du bien-être. Diplômée de l'ESC Chambéry, Isabelle a débuté sa carrière en 1998 chez BOIRON, le leader pharmaceutique mondial de l'homéopathie, en occupant différents postes dont celui de directrice du marketing aux États-Unis. En 2006, Isabelle a été nommée directrice exécutive d'APRIL, l'un des acteurs majeurs dans le secteur de l'assurance. Membre du conseil d'administration pour l'activité internationale, Isabelle était en charge du développement et de la mise en place de la stratégie de la Société à l'international. Depuis 2012, Isabelle soutient la transformation stratégique de DANONE sur les questions relatives à la santé et à l'alimentation et siège actuellement au sein de plusieurs comités de la Société (*Growth & Innovation, Social Innovation*). Elle est par ailleurs fortement engagée dans la promotion des femmes dans le leadership et est la vice-présidente de l'International Women Forum (IWF) en Auvergne-Rhône- Alpes.

GARIBALDI PARTICIPATIONS (représentée à titre permanent par Madame Emmanuelle LE BRAS) – Administratrice indépendante.

Garibaldi Participations est la filiale de Capital investissement de la Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes (BPAURA). Elle fait partie de son pôle Private Equity qui gère 170 M€. Elle a vocation à apporter aux PME/ETI de tout secteur d'activité les fonds propres nécessaires à leur développement, à leur transmission et à l'organisation de leur actionnariat.

A ce titre, Garibaldi Participations investit soit en tant qu'actionnaire minoritaire de référence, soit au sein de pool d'investisseurs, avec des capacités d'investissements jusqu'à 5 M€ en premier tour pour les PME et jusqu'à 10 M€ pour financer les ETI.

Son statut juridique de SCR lui permet d'accompagner dans la durée sans contrainte réglementaire d'horizon d'investissement plus de 50 PME/ETI de la région Auvergne Rhône Alpes.

L'équipe de 8 investisseurs basée à Lyon, Saint-Etienne et Grenoble dispose d'une expérience pluridisciplinaire et d'une forte culture PME/ETI. Elle est engagée aux côtés des dirigeants entrepreneurs, sans être intrusive dans la gestion quotidienne et est à l'écoute des problématiques des dirigeants leur apportant conseils avisés et réseaux croisés.

Madame Emmanuelle LE BRAS (représentant permanent de Garibaldi Participations)

Diplômée de Sciences Po Bordeaux et de l'ESSEC (Mastère Spécialisé Strategy and Management of International Business).

Après avoir débuté sa carrière à l'Inspection Générale du groupe BPCE, Emmanuelle a rejoint la BPAURA en tant que chef de cabinet du Directeur Général en 2017.

Elle est ensuite devenue chargée d'affaires entreprises, avant d'intégrer Garibaldi Participations en octobre 2022.

Monsieur Hervé BIGAL - Administrateur non indépendant

Serial entrepreneur depuis 1989, Monsieur Hervé BIGAL a fondé, depuis cette date, plusieurs sociétés dans le digital et la communication.

En 1996, il crée l'une des toutes premières agences web revendue en 2000 à PROVAL et devient associé et Membre du Directoire du Groupe PROVAL, introduit au Marché Libre (32M€ de CA / 450 personnes).

Entre 2004 et 2010, il est cofondateur du Groupe BELINK (8M€ de CA).

En 2010, il procède au rachat de 3 fonds de commerce pour créer l'agence de communication digitale et média Influactive (qu'il détient intégralement).

Monsieur Hervé BIGAL est également cofondateur-gérant de plusieurs SCI dans l'immobilier professionnel. La plus importante, MBR, détient et gère plus de 4500 m² de surfaces de bureaux sur Grenoble.

Aucune de ces personnes, au cours des 5 dernières années :

- N'a fait l'objet de condamnation pour fraude ;
- N'a été associée en sa qualité de dirigeant ou administrateur à une faillite, mise sous séquestre ou liquidation ;
- N'a fait l'objet d'une interdiction de gérer ;
- N'a fait l'objet d'incriminations ou de sanctions publiques officielles prononcées par des autorités statutaires ou réglementaires.

Autres mandats exercés ou ayant été exercés des membres des organes d'administration et de la direction générale en dehors de la Société :

- Mandats en cours

Administrateurs	Société	Nature du mandat
<i>Autres mandats exercés au sein des filiales</i>		
Néant		
<i>Autres mandats exercés à l'extérieur de la Société et /ou de ses filiales</i>		
Monsieur Brice CHAMBARD	HOP	Président
	CHUTTT !	Président
	BACKPROTECH	Directeur Général
	METALLIANCE	Administrateur
Madame Sophie SAUVAGE	ECRINS CONSULTING	Présidente
Monsieur Damien BOURGEOIS	Néant	Néant
Madame Isabelle GROSMAITRE	GOODNESS & CO	Présidente
Madame Emmanuelle LE BRAS (Représentant permanent de GARIBALDI PARTICIPATIONS)	Néant	Néant
Monsieur Hervé BIGAL	ISTOS	Gérant
	HERVE BIGAL NTIC	Gérant
	DARDILLACTIVE	Gérant
	SCI MAXLAURIMMO	Gérant

- Monsieur Brice Chambard accompagne les porteurs de projets des entreprises HOP, CHUTTT ! ou BACKPROTECH mais n'exerce pas de rôle exécutif à proprement parler.
- HOP propose une solution numérique pour optimiser l'intuition et le potentiel humain grâce aux sciences cognitives et aux neurosciences. Cette entreprise est incubée au sein de Pulsalys.
- CHUTTT! est une agence de communication qui utilise une technique d'analyse de données permettant de déceler les besoins latents des individus.
- BACKPROTECH est une solution médicale innovante (tee-shirt connecté avec un dispositif hardware et algorithme de deeplearning entraîné sur une base de plusieurs milliers de radiographies) visant à aider les patients et les soignants sur des sujets en liens avec les problèmes de postures (scoliose, troubles rachidiens...).

Il n'existe pas de convention entre les sociétés HOP, CHUTTT, BACKPROTECH et OBIZ.

Aucun chiffre d'affaires lié à OBIZ n'est réalisé par ces entreprises et aucun chiffre d'affaires lié à ces entreprises n'est réalisé par OBIZ.

- Mandats ayant été exercés au cours des 5 derniers exercices et ayant cessé à ce jour

Administrateurs	Société	Nature du mandat
<i>Autres mandats exercés au sein des filiales</i>		
Brice CHAMBARD	UCF ¹	Président
<i>Autres mandats exercés à l'extérieur de la Société et /ou de ses filiales</i>		
Brice CHAMBARD	Néant	Néant
Sophie SAUVAGE	TESSI	Membre du Conseil de Surveillance
Damien BOURGEOIS	Néant	Néant
Isabelle GROSMAITRE	INOVA SOFTWARE	Présidente
Madame Emmanuelle LE BRAS (Représentant permanent de GARIBALDI PARTICIPATIONS)	Néant	Néant
Monsieur Hervé BIGAL	LINKEYWORD 2.0	Gérant

(1) société fusionnée avec OBIZ en 2021

3. Organisation et fonctionnement des organes d'administration et de direction

Organisation et fonctionnement du Conseil d'Administration (article 14 et suivants des statuts)

La société est administrée par un Conseil d'Administration dont le Président, Monsieur Brice CHAMBARD, est également Directeur Général. La réunion des fonctions de Président du Conseil d'Administration et de Directeur Général a en effet été considérée par le Conseil d'Administration du 26 mars 2021 comme étant la plus adaptée au mode d'organisation de l'entreprise.

En sa qualité de Président, Monsieur Brice CHAMBARD organise et dirige les travaux du Conseil d'Administration dont il rend compte à l'Assemblée Générale des actionnaires. Il veille au bon fonctionnement des organes de la société et s'assure que les Administrateurs sont en mesure d'exercer leur mandat.

Missions et pouvoirs du Conseil d'Administration (article 17 de statuts et 1 du Règlement intérieur)

Conformément à son règlement intérieur adopté le 26 mars 2021, le Conseil d'Administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre. Le Conseil d'Administration reçoit une information périodique, soit directement, soit par l'intermédiaire de ses comités si de tels comités étaient mis en place, sur tout événement significatif pour la conduite des affaires de la société.

Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société (ou de ses filiales) l'exige et au moins quatre (4) fois par an, sur convocation du Président du conseil d'administration. En outre, le directeur général ou, lorsque le conseil ne s'est pas réuni depuis plus de deux (2) mois, le tiers au moins de ses membres (dans les conditions prévues à l'article L. 225-36-1 du Code de commerce) peuvent demander au Président la convocation du conseil, lequel est lié par cette demande.

Les convocations, qui peuvent être transmises par toute personne mandatée à cet effet par le Président du conseil d'administration, sont faites, huit (8) jours avant la séance, sauf cas d'urgence, par tous moyens et même verbalement. Elles précisent le lieu de la réunion qui peut être le siège social ou tout autre endroit.

Règlement intérieur

Le règlement intérieur a été adopté le 26 mars 2021, en conformité avec la recommandation R7 du code Middlenext : il précise le rôle du Conseil, sa composition et les critères permettant d'apprécier l'indépendance de ses membres, les règles de son fonctionnement, ainsi que les conditions de préparation de ses réunions.

Le règlement intérieur rappelle en outre les droits et devoirs des administrateurs dans l'exercice de leur mandat. En conformité avec la recommandation R1 du code Middlenext (déontologie des membres du Conseil), le règlement intérieur reprend dans son article 4 les devoirs et obligations des membres du Conseil d'Administration : connaissance et respect des textes règlementaires, respect de l'intérêt social, efficacité du Conseil d'Administration, liberté de jugement, obligation de diligence, obligation de confidentialité. Le même article précise également, en conformité avec la recommandation R2 du code Middlenext que tout administrateur ou tout candidat à la nomination à un poste de membre du conseil d'administration doit informer complètement et immédiatement le Conseil d'Administration de tout conflit d'intérêts réel ou potentiel qu'il pourrait avoir dans le cadre de ses fonctions d'administrateur, afin notamment de déterminer s'il doit s'abstenir des débats et/ou de voter les délibérations concernées.

Limitations apportées aux pouvoirs du Président-Directeur Général par le Conseil d'Administration.

Dans les limites de l'objet social et des limitations prévues par la loi, le Président Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus, sans limitation.

4. Conventions entre des dirigeants, un actionnaire et une société filiale

- **Convention de sous-traitance conclue entre la Société et la société INFLUACTIVE, société dont le dirigeant est Monsieur Hervé BIGAL, administrateur.**

Objet de la convention : organisation de la sous-traitance des prestations devant être réalisées dans le cadre de l'exécution du contrat conclu entre la Société et La Poste.

Durée : la convention est entrée en vigueur à compter 23 novembre 2023 pour une durée équivalente à celle du contrat conclu avec La Poste.

Prix : en contrepartie des prestations fournies, la société INFLUACTIVE percevra une rémunération calculée à partir des déclarations horaires de la société INFLUACTIVE et des efforts estimés par celle-ci, préalablement validée par la Société, sur la base de la grille tarifaire figurant en annexe 1 de la convention.

Sur cette base, la Société facturera à La Poste les sommes revenant à la société INFLUACTIVE au titre de la réalisation desdites prestations dans les conditions telles que prévues au contrat conclu avec La Poste.

5. Délégations de compétence en matière d'augmentation de capital

Est annexé au présent rapport un tableau résumant l'ensemble des délégations de compétence accordées par l'Assemblée Générale des actionnaires au Conseil d'Administration en matière d'augmentation de capital.

Fait à Lyon,
Le 15 avril 2024,

Le Conseil d'Administration

**Tableau récapitulatif des délégations en cours de validité accordées par l'assemblée générale
des actionnaires dans le domaine des augmentations de capital**

Date AG	# résolution	Contenu de la délégation	Durée	Plafond/Limite	Utilisation au cours de l'exercice	Expiration
mardi 13 juin 2023	7	Mise en place d'un programme de rachat par la société de ses propres actions	18 mois	10% du nombre total des actions composant le capital social tel qu'il serait ajusté en fonction d'opérations pouvant l'affecter postérieurement à la présente décision. 5% de ce même nombre total des actions composant le capital social, s'il s'agit d'actions acquises par la société en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport Prix unitaire de rachat : 30 euros	Au 31/12/2023, la société détenait 19 820 actions auto détenues au titre du contrat de liquidité confié à la société Gilbert Dupont	vendredi 13 décembre 2024
mardi 13 juin 2023	8	Annulations des actions auto- détenues en suite de la mise en œuvre du programme de rachat par la société de ses propres actions	24 mois	Dans la limite de 10% du capital social	Néant	vendredi 13 juin 2025
mardi 13 juin 2023	9	Augmentation de capital par voie d'offre au public	26 mois	Montant nominal maximum des augmentations de capital ne pourra excéder 150.000 euros dans la limite de la fraction non utilisée du plafond nominal global de 150.000 euros applicable à la présente délégation et à celles prévues par les 10ème, 11ème, 12ème et 13ème résolutions. Montant nominal global des VMDAC ne pourra excéder 15.000.000 euros dans la limite de la fraction non utilisée du plafond nominal global de 15.000.000 euros applicable à la présente délégation et à celles prévues par les 10ème, 11ème, 12ème et 13ème résolutions. Fixation du prix : décote maximale de 25% sur les 5 derniers cours	Néant	mercredi 13 août 2025
mardi 13 juin 2023	10	Augmentation de capital par voie de placement privé Limite d'émission 20% du capital social par période de 12 mois	26 mois	Montant nominal maximum des augmentations de capital ne pourra excéder 150.000 euros dans la limite de la fraction non utilisée du plafond nominal global de 150.000 euros applicable à la présente délégation et à celles prévues par les 9ème, 11ème, 12ème et 13ème résolutions. Montant nominal global des VMDAC ne pourra excéder 15.000.000 euros dans la limite de la fraction non utilisée du plafond nominal global de 15.000.000 euros applicable à la présente délégation et à celles	Néant	mercredi 13 août 2025

Date AG	# résolution	Contenu de la délégation	Durée	Plafond/Limite	Utilisation au cours de l'exercice	Expiration
				<p>prévues par les 9eme, 11eme, 12eme et 13eme résolutions.</p> <p>Fixation du prix : décote maximale de 25% par rapport à la moyenne du cours moyen des actions pondéré par le volume des trois derniers jours de bourse précédant l'émission</p>		
mardi 13 juin 2023	11	Augmentation de capital à catégorie de personne (« small caps »)	18 mois	<p>Montant nominal maximum des augmentations de capital ne pourra excéder 150.000 euros dans la limite de la fraction non utilisée du plafond nominal global de 150.000 euros applicable à la présente délégation et à celles prévues par les 9eme, 10eme, 12eme et 13eme résolutions.</p> <p>Montant nominal global des VMDAC ne pourra excéder 15.000.000 euros dans la limite de la fraction non utilisée du plafond nominal global de 15.000.000 euros applicable à la présente délégation et à celles prévues par les 9eme, 10eme, 12eme et 13eme résolutions.</p> <p>Fixation du prix : décote maximale de 25% sur les 5 derniers cours</p>	Néant	vendredi 13 décembre 2024
mardi 13 juin 2023	12	Augmentation de capital à catégorie de personne : salariés, fournisseurs, clients stratégiques, mandataire d'une société étrangère liée	18 mois	<p>Montant nominal maximum des augmentations de capital ne pourra excéder 150.000 euros dans la limite de la fraction non utilisée du plafond nominal global de 150.000 euros applicable à la présente délégation et à celles prévues par les 9eme, 10eme, 11eme et 13eme résolutions.</p> <p>Montant nominal global des VMDAC ne pourra excéder 15.000.000 euros dans la limite de la fraction non utilisée du plafond nominal global de 15.000.000 euros applicable à la présente délégation et à celles prévues par les 9eme, 10eme, 11eme et 13eme résolutions.</p> <p>Fixation du prix : décote maximale de 25% sur les 5 derniers cours</p>	Néant	vendredi 13 décembre 2024

Date AG	# résolution	Contenu de la délégation	Durée	Plafond/Limite	Utilisation au cours de l'exercice	Expiration
mardi 13 juin 2023	13	Augmentation de capital avec maintien du DPS*	26 mois	Montant nominal maximum des augmentations de capital ne pourra excéder 150.000 euros dans la limite de la fraction non utilisée du plafond nominal global de 150.000 euros applicable à la présente délégation et à celles prévues par les 9eme, 10eme, 11eme et 12eme résolutions. Montant nominal global des VMDAC ne pourra excéder 15.000.000 euros dans la limite de la fraction non utilisée du plafond nominal global de 15.000.000 euros applicable à la présente délégation et à celles prévues par les 9eme, 10eme, 11eme et 12eme résolutions. Fixation du prix décidée par le Conseil	Néant	mercredi 13 août 2025
mardi 13 juin 2023	14	Augmentation de capital en cas de demande excédentaires	26 mois	Dans la limite de 15% de l'émission initiale,	Néant	mercredi 13 août 2025
mardi 13 juin 2023	15	BSPCE	18 mois	Emission de 60.000 BSPCE	Néant	vendredi 13 décembre 2024
lundi 13 juin 2022	15	Attribution gratuite d'actions	38 mois	Dans la limite de 10% du capital social	Néant	mercredi 13 août 2025
mardi 13 juin 2023	16	Augmentation de capital réservée aux salariés (PEE)	26 mois	Dans la limite de 3% du capital social	Néant	mercredi 13 août 2025

**Etant précisé que la précédente délégation sur le même objet a été utilisée par les CA du 5 juin 2023 et 23 juin 2023 ayant procédé à une augmentation de capital de 7 999 998,88 euros (prime d'émission incluse), soit 80 645,15 euros en nominal.*

5.3 Rapport du référent de mission

Présentation générale de l'entreprise

Créée en 2010, Obiz© est une entreprise à mission, spécialisée dans le développement des solutions de marketing relationnel innovantes et responsables qui permettent aux entreprises de fidéliser leurs clients ou collaborateurs à travers l'amélioration de leur bien-être et l'augmentation de leur pouvoir d'achat.

Obiz© accompagne des grands comptes, des associations et des fédérations dans leur fidélisation clients ou collaborateurs ainsi que le développement de leur clientèle, à travers l'amélioration de leur bien-être et l'augmentation de leur pouvoir d'achat. Pour cela, Obiz© conçoit, déploie et pilote des programmes relationnels et affinitaires et des plateformes e-commerce, où les bénéficiaires des programmes accèdent à des milliers d'offres et de réductions proposées par les partenaires.

Depuis 2010, Obiz© œuvre pour remplir l'objectif suivant : accompagner les entreprises dans leurs enjeux de fidélisation, grâce à des solutions technologiques et un contenu exceptionnel d'offres commerciales, tout en impactant positivement le pouvoir d'achat, le bien-être et l'économie locale.

Présentation de la mission

En mars 2021, Obiz© a décidé d'inscrire dans ses statuts sa qualité d'Entreprise à Mission. La qualité de « société à mission », ou Entreprise à Mission, est définie dans le Code de commerce par l'article L210-10, lui-même introduit par la loi du 22 mai 2019 dite « loi PACTE ». Peut s'en prévaloir toute société qui : s'est donné une raison d'être et l'a inscrite dans ses statuts, a précisé dans ses statuts plusieurs objectifs sociaux et environnementaux en phase avec cette raison d'être, a créé un Comité de Mission chargé de superviser les progrès accomplis dans la réalisation de ces objectifs, a désigné un organisme tiers indépendant chargé de vérifier la bonne exécution de la mission.

Aux termes de l'article L.210-10 du Code de commerce, la réalisation des objectifs sociaux, sociétaux et environnementaux d'une entreprise ayant adopté la qualité d'Entreprise à Mission doit faire l'objet d'une vérification par un organisme tiers indépendant. Le cabinet BMA a été sélectionné pour vérifier les progrès d'Obiz© dans l'accomplissement de cette mission. BMA est, depuis 2021, le commissaire aux comptes d'Obiz©. L'exercice de cette année n'est pas concerné par un audit de l'OTI.

Par son Assemblée Générale mixte du 26/03/2021, Obiz© devient une Entreprise à Mission.

Depuis le 02/04/2021, la qualité d'Entreprise à Mission est officiellement inscrite dans les statuts d'Obiz© confirmant ainsi son double projet, social et économique, et son engagement de longue date en faveur de l'économie locale. Cette décision constitue une étape importante dans la poursuite d'un modèle de création de valeur durable et responsable pour toutes ses parties prenantes.

Depuis sa création en 2010, Obiz© "le réseau qui fait du bien" devenu en 2020, "le réseau qui crée du lien" impacte concrètement le pouvoir d'achat des bénéficiaires de ses solutions et soutient les acteurs professionnels locaux, partenaires de son réseau. Sa raison d'être est soutenu par un modèle économique vertueux et éthique.

En inscrivant sa qualité d'Entreprise à Mission dans ses statuts, Obiz© confirme sa volonté, par ce cadre juridique, d'œuvrer fortement et durablement sur ces thématiques.

Les indicateurs de performance qui seront suivis, sont à la fois stratégiques, ambitieux, compréhensibles et robustes, et donnent les moyens de suivre avec précision les avancées réalisées.

Cet ensemble d'indicateurs a été choisi, sur la base des dimensions qui constituent la Mission d'Obiz© : impacter favorablement la santé, le bien-être et l'éducation, augmenter durablement le pouvoir d'achat et soutenir l'économie locale et durable.

Composition et fonctionnement du comité de mission

La désignation d'une Référente Mission a été validée lors du Conseil d'Administration du 19/07/2021. Molly Marlier, Data Scientist embauchée depuis le 19/09/2016, a été désignée comme Référente Mission et est l'auteure de ce rapport.

Les compétences intrinsèques aux métiers de la data sont la définition, l'organisation, la structuration, le traitement et l'interprétation des données ainsi que le choix de méthodes statistiques adaptées pour rendre les données les plus pertinentes possibles. En parallèle, une étroite collaboration avec l'ensemble des équipes de l'entreprise est nécessaire pour transmettre périodiquement des reportings et travaux d'analyses.

Ces connaissances orientées data viennent directement nourrir le rôle de Référente Mission par la mise en place de reportings, exports et requêtes dédiés qui sont partagés à chaque partie prenante. Une partie du travail de suivi et partage des indicateurs de performance aux interlocuteurs concernés est directement réalisée par la Référente Mission par le biais de son poste de Data Scientist au sein de l'entreprise.

Présentation du modèle de la mission

I. IMPACTER favorablement la santé, le bien être et l'éducation

- Partenaires en lien avec ces thématiques : +6% en 2023
- 9500 partenaires fin de l'année 2024
- Mise en avant trimestrielle de ces thématiques dans des kits de communication en 2023
- Proposer des initiatives sur le lieu de travail
- Accompagner une association qui agit pour l'insertion professionnelle

II. AUGMENTER durablement le pouvoir d'achat

- Économies réalisées sur les plateformes : un objectif de 5M€ d'économies en 2025

III. SOUTENIR l'économie locale

- Définir une politique de partenariat stratégique
- Obtenir un accompagnement pour la politique achats responsables

IV. SOUTENIR l'économie durable

- Réaliser un bilan carbone
- Promouvoir le devenir partenaire auprès des acteurs de l'économie durable
- Continuer les développements au service de l'exposition des offres RSE

Objectif statutaire I - Impacter favorablement la santé, le bien-être et l'éducation

Augmenter le nombre d'offres dans ces thématiques

→ *Partenaires en lien avec ces thématiques* : +6% en 2023

L'année 2022, a vu le réseau de partenaires lié aux thématiques de la santé, du bien-être et de l'éducation augmenter de 19.5%. Ce sont 8 490 points de vente, dans ces secteurs d'activité répartis en France et en Belgique, qui constituent le réseau de partenaires à la fin de l'exercice.

En 2023, l'équipe Partenariat d'Obiz© a démarré l'année en prolongeant tous les partenaires du réseau pour l'année en cours. Lors de ces reconductions certains partenaires ont fait part de leur souhait de quitter le réseau.

Pour atteindre de nouveaux candidats et étendre le réseau, un plan d'action a été défini ainsi qu'un cadre de prospection efficace dans la recherche de partenaires répondant à ces thématiques.

Ce plan d'action a été bâti en trois temps :

1. Identification des principaux acteurs intervenant dans les thématiques et négociation privilégiée avec une enseigne d'envergure internationale qui permettait d'ajouter des activités variées, et ce dès 2023
2. Revue des pipes de prospection et lancement des ordres de recherches complémentaires nécessaires
3. Planification de prospection enseigne par enseigne

La démarche a débuté par le travail d'identification des principaux acteurs qui interviennent sur ces thématiques et dont le périmètre était à minima national et idéalement international. Pour la thématique sport - bien-être, deux enseignes stratégiques ont été retenues : Manawa et Jooks.

L'enseigne Manawa propose plus de 800 activités outdoor dans le monde entier. Les différentes catégories d'activités proposées par la marque sont en totale adéquation avec l'enjeu et la thématique. Après négociation, ce partenaire a intégré le réseau, avec une très belle remise de 10 % de réduction, et la promesse de vivre des moments inoubliables en réservant une activité.

Un partenariat exclusif avec prise de participation a été lancé en 2023 auprès de Mile. Mile conçoit et développe des applications mobiles en s'appuyant sur le positionnement géographique et la puissance des données (touristiques, météo, pollution, santé, etc.) pour améliorer le bien-être, la condition physique, la santé, la culture et la sécurité des utilisateurs. Mile a notamment édité Jooks, application innovante proposée en dix langues qui permet à ses utilisateurs de découvrir plus de 300 villes dans le monde à travers plus de 1 300 parcours en courant, marchant, à vélo ou en fauteuil roulant. En complément de la prise de participation, une offre exclusive allant jusqu'à 33% de remise sur l'abonnement PREMIUM est accessible à tous les bénéficiaires des programmes Obiz©.

Concernant la thématique éducation, un partenariat stratégique et exclusif a été négocié avec Patrivia. Fondée en 2016 par deux amoureux du patrimoine, Patrivia est la plateforme indispensable pour découvrir, planifier et réserver toutes les visites culturelles en France et en Belgique (châteaux, abbayes, musées et monuments). Patrivia participe activement à la promotion du patrimoine en lui offrant une visibilité accrue et en permettant aux visiteurs d'acheter en ligne leurs tickets d'entrée. Cette plateforme collaborative apparaît aussi comme un outil d'avenir pour faciliter l'accès du plus grand nombre, et notamment des jeunes, à la culture. Patrivia fait partie des leaders de la billetterie en ligne dédiée au patrimoine culturel référencant plus de 650 monuments et sites. Une offre exclusive est dorénavant accessible sur les différentes plateformes animées par Obiz : -20 % sur le pass patrimoine. En complément du référencement de cette offre nationale, un travail de géolocalisation des tous les sites devrait être entrepris en 2024 pour localiser tous les sites.

Dans un second temps, les partenaires potentiels déjà ciblés dans les prospections via la fonctionnalité "make a wish" (les utilisateurs ont la possibilité de recommander les enseignes qu'ils aimeraient voir sur leur Club) ainsi que les attentes des clients ont été recensés. Ce travail a permis à l'équipe de faire un état des lieux de l'existant, pour ensuite se répartir le travail en priorisant les sujets.

Enfin, un travail de veille a été réalisé dans chacun de ces domaines, dans le but d'étoffer la liste de prospects.

En ce qui concerne le domaine de la santé, l'optique paraît être un secteur fortement demandé, qui permet de proposer des points de vente dans toute la France. L'équipe a aussi commencé à prospecter le milieu de l'audition. Malheureusement, des contraintes réglementaires rendent impossible la création de partenariats dans ce domaine. L'équipe s'est concentrée sur ces univers et les acteurs majeurs qui les composent, comme Body Minute, Basic Fit ou encore Natur House.

Un travail de recherche a été lancé afin de lister les acteurs intervenants dans le milieu de l'éducation. Ces recherches ont permis l'identification de l'association EdTech France, qui fédère les entreprises françaises qui rendent la technologie et l'innovation au service de l'éducation et à l'enseignement.

Ce travail préliminaire compose la base des ordres de recherches qui seront lancés en début d'année 2024 comptabilisant plus de 6 000 partenaires potentiels.

Valoriser ces thématiques

→ *Mise en avant trimestrielle de ces thématiques dans des kits de communication en 2023*

Obiz© est chargé du calendrier éditorial et de l'animation de la majorité des programmes de fidélité qu'il anime. Chaque bénéficiaire qui accepte d'être informé de l'actualité du programme reçoit ainsi de façon mensuelle ou bimestrielle (selon le rythme du programme) des newsletters régulières. En complément, Obiz© gère également le calendrier éditorial des bannières mises en avant sur les pages d'accueil des différents programmes.

Le pilotage de ces deux outils est assuré par l'équipe Webmarketing qui œuvre pour orchestrer les intérêts des différents acteurs impliqués : les bénéficiaires, les partenaires, les clients et Obiz© au sens large. Les choix de contenus répondent aux enjeux de l'ADN des programmes et des appétences de ses utilisateurs mais doivent être adaptés pour nourrir les engagements pris.

Ces différentes prises de parole sont l'occasion de valoriser des partenaires proposant des offres autour des thématiques cibles.

C'est sur l'ensemble de ces kits de communications qu'Obiz© s'est attelé au cours de l'année 2023 à valoriser les thématiques en lien avec la santé, le bien-être et l'éducation ; voici un échantillon du calendrier éditorial :

Janvier 2023 : *Y'a d'la joie*

Thématique *Éducation* (partenaire en lien avec les cours particuliers)

Mai 2023 : *Fête des mères*

Thématique Bien-être

Juillet 2023 : *Cahier de vacances*

Thématique *Éducation* (partenaire en lien avec le soutien scolaire)

Octobre 2023 : *Prendre du temps pour soi*

Thématiques Bien-être et santé avec une invitation à ralentir



Développer le bien être des collaborateurs

La direction d'Obiz© est soucieuse de la qualité de vie au travail de ses collaborateurs. Elle reconnaît l'importance de prendre en compte les dimensions humaines, sociales et organisationnelles dans sa politique de Qualité de Vie au Travail et ce, depuis plusieurs années.

Dans la continuité de sa politique, de nouvelles initiatives sont venues s'ajouter en 2023, à celles mises en place les années précédentes.

La salle de pause a été aménagée et une salle de repos a été créée avec la mise en place d'un fauteuil massant. Pour faciliter l'accès à des plats locaux et savoureux pour la pause déjeuner des collaborateurs, un frigo connecté a été installé au sein des locaux.

Outre la politique de télétravail qui laisse de la souplesse dans l'organisation des jours de télétravail pour chaque collaborateur, des jours de congés supplémentaires en fonction de l'ancienneté dans l'entreprise ont été instaurés.

L'élection d'un CSE en novembre 2023, contribue aux interactions sociales au sein de l'entreprise, la thématique de la QVCT est largement abordée dans les ordres du jour des réunions périodiques.

La culture d'entreprise et le climat organisationnel ont un impact significatif sur la QVCT. Obiz© développe une culture qui valorise le respect, la transparence, la confiance et l'innovation. A cet égard, les réunions de l'ensemble des salariés, appelées QUINZ'OBIZ, se tiennent tous les quinze jours afin de partager les actualités de l'entreprise et mettre en lumière certains projets ou thématiques particulières. Les salariés sont largement invités à poser des questions.

Par ailleurs, plusieurs équipes ont formalisé un pacte relationnel afin de définir le mode de fonctionnement et de collaboration au sein de l'équipe. Cette charte permet d'instaurer un cadre d'échanges commun, bienveillant et constructif. Deux managers de pôle ont également suivi un parcours de formation de six mois dispensée par *Act4talent*, pour devenir des managers "coach" : des managers dont la posture favorise le développement, l'autonomie et la responsabilisation des collaborateurs.

Concernant la santé mentale et physique des salariés, dix-sept salariés volontaires ont pu suivre pendant une journée, la formation aux premiers secours PSC1. Par ailleurs, afin de favoriser la pratique des activités sportives, Obiz© prend en charge tout ou partie des abonnements de pratique sportive des salariés, à hauteur de 250€ par an.

Enfin, et comme en 2022, une équipe a été constituée pour participer à la journée du Defi solid'air 942, sur la base aérienne de Limonest. Cette équipe 100% féminine en 2023, est arrivée seconde au classement.

Un Challenge Mobilité a également été réalisé au cours de l'année 2023. Avec l'application VAZY, les collaborateurs se sont mobilisés et challengés pendant un mois complet pour aller au travail autrement, en utilisant les mobilités douces. L'application permettait aux collaborateurs de suivre leur progression et le nombre de kilomètres parcourus. Ce sont au total plus de 2 720 km qui ont été parcourus par l'ensemble des salariés s'étant prêté à l'exercice.

Impacter l'insertion professionnelle

Obiz© s'est engagé avec l'association *Job dans la Ville*, qui dépend de Sport dans la Ville, afin de mettre en place un programme de parrainage entre un salarié et un jeune étudiant issu de quartier défavorisé. Ce programme vise à donner un coup de pouce dans la poursuite des études ou au moment de l'entrée sur le marché du travail.

Trois salariés accompagnent actuellement un·e filleul·e dans leur insertion professionnelle, dans le cadre d'un parrainage d'un an.

L'école Rockefeller se distingue par son engagement envers l'éducation dans les domaines de la santé et du social en accompagnant et en préparant ses élèves à exceller dans leur domaine. Obiz© a apporté son soutien à cette institution via le versement de la taxe d'apprentissage. Un partenariat naturel pour Obiz©, qui partage un fort engagement envers l'éducation.

Obiz© accueille régulièrement des étudiants en alternance afin qu'ils puissent appliquer en pratique, les connaissances acquises dans leur centre de formation et se préparer efficacement au monde du travail. En 2023, la société a accueilli six jeunes en contrats d'apprentissage, ce qui représente 12.5% de l'effectif total d'Obiz©.

Ces collaborateurs exercent des fonctions dans l'ensemble des pôles d'activité de l'entreprise. Un alternant a été embauché à l'issue de son contrat en alternance de deux ans, en CDI, au poste de Product Owner.

Objectif statutaire II - Augmenter durablement le pouvoir d'achat

Faciliter l'usage

Une part croissante du réseau de partenaires d'Obiz© concerne les e-cartes cadeaux. C'est sur cette partie du réseau que les économies sont les plus facilement identifiables car les achats s'effectuent directement sur les sites Obiz©. Fort de ce constat, un investissement conséquent a été fourni par les équipes pour améliorer le développement de la e-boutique et permettre de préserver le pouvoir d'achat des bénéficiaires.

Une nouvelle typologie de produits a vu le jour dans la e-boutique : les montants libres. Plus facile d'utilisation qu'une e-carte cadeau à montant fixe, ce produit permet aux bénéficiaires d'acheter la e-carte correspondant exactement au montant de leurs achats chez la marque concernée. Cette fonctionnalité "à l'euro près" laisse aux visiteurs une autonomie conséquente sur le pilotage de leur budget et permet de s'exempter des tranches fixes des cartes cadeaux.

E-carte Cadeau Fnac Darty - montant libre



E-carte Cadeau Fnac Darty - montant libre
Indiquez votre montant entre 5€ et 250€

5€

Valider ce montant

E-carte Cadeau Fnac Darty - montant libre
Produit valable jusqu'au : 04/2025

Envoi immédiat

223,00 € **216,31 €**
Montant de la remise : **6,69 €**

216,31 € - 1 + 216,31 €

La pédagogie relative aux e-cartes a été optimisée pour encourager l'usage auprès des bénéficiaires. Des améliorations ont eu lieu au cours de l'année afin d'engager les visiteurs et de les inviter à profiter des avantages de la e-carte.

Pour commencer, l'affichage des vignettes produit a été revu par l'équipe Graph. Le visuel a été optimisé et de nouveaux éléments sont apparus. La réduction applicable sur le produit est maintenant visible directement au niveau de la vignette, permettant ainsi au visiteur de connaître la réduction à laquelle il aura droit ainsi que les économies que cela représente, en un seul coup d'œil. La réduction proposée sur les e-cartes cadeaux est ainsi visible au même niveau que pour une fiche partenaire classique, laissant plus de latitude au visiteur pour identifier quelle est la meilleure réduction disponible pour répondre à son besoin.

En parallèle, un nouvel encart a été mis en avant sur les pages d'accueil des clubs visant à faire découvrir de nouveaux partenaires et produits qui pourraient plaire aux visiteurs. Il s'agit d'une mise en avant 100% personnalisée, qui s'adapte à la navigation de chaque bénéficiaire afin de lui présenter des offres qui pourraient lui plaire individuellement et qu'il n'a pas encore consulté sur la plateforme.



Un ultime développement notable a été réalisé en 2023 : la fluidification du parcours d'achat grâce à la fusion de la gestion des paniers. Historiquement Obiz© gérât les paniers de façon différente en fonction de la typologie des produits achetés. Ce double parcours était confus pour les visiteurs, qui ne comprenaient pas pourquoi il existait deux parcours d'achat distincts avec des paiements séparés. Tout un travail d'uniformisation a été mené par l'équipe de développeurs, afin de proposer un parcours d'achat épuré et unique pour simplifier la vie des bénéficiaires et leur donner plus de maîtrise vis à vis de leurs différents achats sur la plateforme.

Objectif statutaire III - Soutenir l'économie locale

Développer les liens avec les partenaires

Mon panier

1 2 3 4
 Détail du panier Informations de livraison Récapitulatif Mode de paiement

Créé le 05-04-2024

Article(s)	Prix	Quantité	Montant de la remise	Total
E-Carte Cadeau IKEA 50€	48,00 €	- 1 +	2,00 €	48,00 €
E-billet de valeur 20 € valable pour une réservation LE FIVE	18,90 €	- 1 +	1,10 €	18,90 €
TOTAL				66,90 €
TOTAL DE LA REMISE				3,10 €

Retour
Valider mon panier

→ Définir une politique de partenariat stratégique

Suite à la signature du partenariat exclusif avec VAZY, éditeur d'une application mobile pour récompenser les mobilités alternatives, les synergies OBIZ x VAZY ont été développées. Dans le cadre de ce partenariat, Obiz© met à disposition de VAZY son large catalogue de partenaires avec des offres exclusives nationales et de proximité et fera la promotion de l'application VAZY© auprès des partenaires retenus. Ce partenariat s'aligne parfaitement avec la mission des deux sociétés et la volonté commune d'avoir un impact positif sur l'environnement et la société en encourageant les déplacements doux au

quotidien tout en soutenant les commerces de proximité et le pouvoir d'achat. Dès le début de 2023, le catalogue e-cartes d'Obiz© était accessible sur l'application VAZY et les équipes prenaient le réflexe de travailler ensemble. Été 2024, la mutualisation des réseaux de partenaires des deux structures devrait être effective. Cette dernière ayant nécessité le développement d'API pour exporter et importer les partenaires des deux côtés.

Obiz© soutient depuis plus d'un an, l'association Ronalpia et sa communauté d'entrepreneurs œuvrant pour l'utilité sociale et environnementale.

Depuis 2013, Ronalpia accompagne la création et le développement d'entreprises pérennes à fort impact social dans la région Auvergne-Rhône-Alpes. La mission de l'association est de détecter, sélectionner et accompagner des entrepreneurs sociaux intrépides pour apporter des solutions aux besoins des personnes, territoires et systèmes fragiles et fragilisés de la région.

Ronalpia aide les entreprises sociales à se créer et à se développer afin qu'elles répondent aux besoins sociaux et environnementaux des territoires. Pour cela, les entrepreneurs bénéficient d'un accompagnement individuel stratégique, d'un hébergement, de formations collectives, d'une communauté de plus de 400 entrepreneurs et 50 partenaires publics et privés.

En apportant son soutien à Ronalpia, Obiz© contribue à aider l'association à rayonner et à avoir plus d'impact. C'est grâce à ces différents partenariats que l'association peut, chaque année, concevoir et mettre en œuvre un accompagnement de qualité gratuit pour les entreprises sociales.

Dans le cadre de ce partenariat, Obiz© permet à la communauté d'entrepreneurs de bénéficier des avantages sur son réseau de partenaires. Ces derniers pourront ainsi bénéficier d'offres promotionnelles exceptionnelles pour leurs dépenses du quotidien (sport, santé, loisirs, shopping, bien-être...) afin de préserver leur pouvoir d'achat.

Cet été, une collaboratrice d'Obiz© a réalisé une intervention de 4h auprès de la promotion Implantation 2023 de Ronalpia sur la thématique de "la création et l'engagement de communautés". L'objectif était de partager son expertise en donnant aux entrepreneurs, un maximum de clés, mais aussi de réfléchir collectivement à des actions concrètes à mettre en place rapidement dans chacune de leurs structures.

C'est à travers l'ensemble de ces actions qu'Obiz© intervient et a un impact à l'échelle locale.

Renforcer les liens avec les fournisseurs

→ *Obtenir un accompagnement pour la politique achats responsables*

Le label *Relations Fournisseurs et Achats Responsables* (RFAR) est une initiative qui vise à promouvoir des pratiques responsables dans les relations entre les entreprises et leurs fournisseurs. Ce label met l'accent sur la promotion de bonnes pratiques en matière d'achats responsables, de gestion éthique des fournisseurs et de développement de relations partenariales durables.

La Métropole de Lyon et la CCI Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne se sont alliées pour accompagner des entreprises dans l'obtention du label RFAR. Obiz bénéficie de cet accompagnement et travaille à l'obtention de ce label.

Le label RFAR encourage les entreprises à adopter des pratiques d'achats responsables, ce qui inclut la prise en compte des critères environnementaux, sociaux et éthiques dans le processus d'achat. Il incite également les entreprises à établir des relations transparentes et éthiques avec leurs fournisseurs. Cela implique de s'assurer que les fournisseurs respectent les normes sociales et environnementales, ainsi que les droits humains tout au long de leur chaîne d'approvisionnement.

En se préparant à l'obtention du label RFAR, Obiz souhaite renforcer sa fiabilité en matière de durabilité, renforcer ses relations avec ses fournisseurs en promouvant des pratiques commerciales responsables tout au long de la chaîne d'approvisionnement et démontrer sa volonté de contribuer à des pratiques commerciales durables.

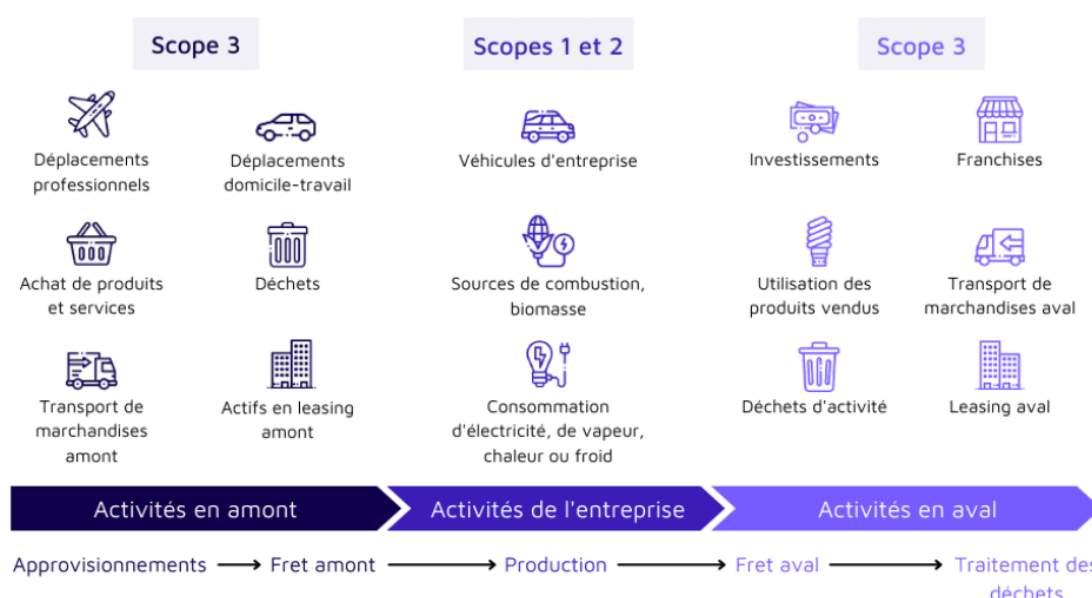
Objectif statutaire IV - Soutenir l'économie durable

Mesurer ses émissions

→ Réaliser un bilan carbone

Le bilan carbone est un outil de diagnostic qui permet de mesurer l'impact de l'entreprise sur l'environnement, en particulier sur le climat. Il s'agit d'une photo exhaustive des émissions de gaz à effet de serre, sur une période donnée et figée, de l'ensemble des émissions générées par l'activité d'une entreprise : directes et indirectes. Cette méthodologie est encadrée par les référentiels ABC et GHG Protocol et certifiée. Il se divise en trois scopes :

- le scope 1 comptabilise les GES émis directement par l'entreprise (ex : émissions des véhicules de l'entreprise)
- le scope 2 correspond aux émissions indirectes en lien avec l'énergie (ex : consommation d'électricité)
- le scope 3 désigne les émissions indirectes restantes (ex : empreinte carbone des matières premières utilisées, achat de produits électroniques ou mobilier de bureaux, etc.)



Le bilan carbone représente une composante élémentaire de toute stratégie RSE pour toute entreprise engagée. Aux yeux d'Obiz© il s'agit de plus d'une démarche essentielle et stratégique dans le contexte actuel axé sur la durabilité.

C'est fort de ce constat et avec l'objectif de prendre conscience de son empreinte environnementale que l'entreprise se lance dans la réalisation de son bilan carbone.

En identifiant les sources majeures d'émissions de gaz à effet de serre, Obiz© a pu cibler efficacement les domaines où des améliorations étaient nécessaires pour réduire ces émissions. De plus, la réalisation du bilan carbone s'est inscrite dans une logique de développer la politique RSE. Communiquer de manière transparente sur les efforts déployés pour réduire l'empreinte carbone permet de contribuer ainsi à la lutte contre le changement climatique.

Pour réaliser le calcul de ce bilan carbone, l'entreprise a choisi de collaborer avec l'outil Carbo. Le projet a commencé par une phase de collecte de données auprès des différents services de la société, des collaborateurs et des fournisseurs. L'exhaustivité de ces données est venue nourrir l'outil Carbo.

Suite à cette récolte de données, l'entreprise a été en mesure de connaître le calcul détaillé et une liste exhaustive de ses émissions par scope. C'est grâce à ce bilan qu'Obiz© est en mesure d'identifier les postes les plus "émetteurs" et les raisons de ces émissions. Enfin, cela permettra de définir des objectifs et des actions pour réduire les émissions pour les 5 prochaines années.

L'activité de Obiz© a généré l'émission de 155 tCO₂e sur la période du bilan (2022).

Investir pour recruter

→ *Promouvoir le devenir partenaire auprès des acteurs de l'économie durable*

Dans le but d'inciter de nouveaux partenaires durables à rejoindre le réseau, une série de posts LinkedIn a été imaginée par le pôle Communication. Afin de créer un rendez-vous hebdomadaire, ces posts étaient publiés à raison d'un par semaine durant 5 semaines sur le compte LinkedIn *Obiz - Devenir partenaire*.

Les visuels ont été travaillés par l'équipe Graph afin de valoriser la charte graphique et permettre d'être clairement identifiables tout en suscitant l'envie de cliquer. Côté contenu, l'idée était de mettre en avant différentes thématiques pour répondre à toutes les questions que de futurs partenaires pourraient se poser. Les sujets suivants ont ainsi été mis en avant :

- les partenaires engagés qui ont déjà choisi de faire confiance à Obiz©
- les avantages à rejoindre le réseau de partenaires
- les différentes étapes à suivre pour rejoindre le réseau
- l'engagement et la mission d'Obiz©





Augmenter la visibilité des offres RSE

→ Continuer les développements au service de l'exposition des offres RSE

Fort de ses investissements en 2022, Obiz@ a pu s'appuyer sur la fonctionnalité des tags identifiant ses partenaires engagés et éthiques pour développer des espaces de promotion dédiés et ainsi poursuivre ses efforts au service de leur rayonnement.

En premier lieu, les deux tags existants "Engagé - Éthique" et "Made in France" ont été mis en place sur une dizaine de programmes. Le tag ainsi qu'une description de l'engagement associé ont été ajoutés sur chaque fiche concernée pour sensibiliser les bénéficiaires aux démarches solidaires mises en œuvre par les partenaires.

Puis, les tags ont trouvé d'autres espaces de visibilité sur les plateformes.

Dans un souci de facilité d'identification de ces partenaires à chaque étape de la navigation, les tags ont été ajoutés sur les vignettes partenaires présentes dans les catégories et dans le catalogue de la plateforme. Cet ajout permet à ces offres de "sortir du lot" dans une vue liste de multiples enseignes, gagnant ainsi en exposition sur la page par ce contraste visuel.

L'idée est ici de faire la part belle aux dits-partenaires, d'accroître leur visibilité et de sensibiliser les bénéficiaires des plateformes aux démarches engagées des partenaires concernés

Pour aller plus loin, et faciliter le parcours des visiteurs, les tags ont également été ajoutés aux filtres disponibles dans le catalogue de la plateforme. Ce développement légitime l'invocation de cette préférence dans la recherche d'offres et facilite une consommation conditionnée par des valeurs sociétales.



Accueil / Catalogue

TOUTES NOS OFFRES


Sur place ^ En ligne v Sur la boutique Obiz® v

☐ Avec la carte membre ☐ Avec un coupon ☐ Avec une e-carte cadeau ☐ Tout

☒ Fabrication Française ☒ Engagé - Éthique

Filtre(s) appliqué(s) (2) 85 résultats triés par popularité

fabrication française x engagé - éthique x




- 10 %

GREENWEEZ

La marketplace bio et éco-responsable

Engagé - Éthique




Jusqu'à

- 50 %

BULTEX

Marque Literie N°1 préférée des Français

Fabrication Française Engagé - Éthique




- 75 €

BLACKSHEEP

Notre signature : Our mission. Your...

Engagé - Éthique



- 10 %

NATURE & DÉCOUVERTES

Offrir le meilleur du monde pour un...

Engagé - Éthique

En écho aux filtres, une section dédiée a été mise en place sur la page d'accueil des plateformes présentant les tags et au clic sur ceux-ci, le renvoi vers le catalogue pré-filtré sur le tag choisi. Cet espace de communication est significatif en termes de promotion au vue des taux de fréquentation bien plus élevés sur cette page que sur le reste de la plateforme.

En cohérence avec cette nouvelle section, une interface de création de liens a été mise à disposition pour l'équipe Webmarketing. Celle-ci permet la construction d'un renvoi direct

Nos offres engagées

 Fabrication Française  Engagé - Éthique

depuis une newsletter vers une section du programme pré-filtrée sur un tag (ex : les partenaires de décoration *Made in France*). Les newsletters sont pour les programmes d'Obiz© une source significative de visibilité et de trafic. Cette mécanique rend donc possible la diffusion des partenaires engagés au plus grand nombre et élimine les obstacles dans un parcours qui se veut fluide pour accompagner le bénéficiaire vers une consommation raisonnée et éclairée.

Enfin, pour proposer au plus grand nombre ces outils et anticiper le développement international d'Obiz© dans l'avenir, des interfaces de traduction ont été pensées et développées pour adapter la logique technique à n'importe quelle plateforme multilingue. Cela permettra notamment de multiplier les aperçus de sourcing local par localités ciblées pour les programmes gérés par Obiz© (ex : Made in Belgium déjà créé pour les plateformes belges).

6. **RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

6.1 Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

BM&A

11, rue de Laborde
75008 Paris

S.A.S au capital de 1 200 000 €
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie régionale de Paris

Orfis

79, boulevard de Stalingrad
69100 Villeurbanne

S.A.S au capital de 942 300 €
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie régionale de Lyon -Riom

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES **SUR LES COMPTES CONSOLIDES**

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

A l'assemblée générale,

1. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société **Obiz** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2. FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

3. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Votre groupe procède, à chaque clôture, à des tests de dépréciation des écarts d'acquisition et des actifs incorporels non amortis selon les modalités décrites dans la note 4.4 « Tests de dépréciation sur actifs » de l'annexe aux comptes consolidés. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests de dépréciation ainsi que les flux de trésorerie et les hypothèses utilisées, et contrôlé que cette note de l'annexe aux comptes consolidés fournissait une information appropriée.

4. VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

5. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES CONSOLIDES

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

6. RESPONSABILITES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES CONSOLIDES

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;

- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Fait à Lyon et Villeurbanne, le 30 avril 2024

Les commissaires aux comptes

BM&A	BM&A	ORFIS	ORFIS
Alexis Thura Associé	Anne-Lise Duthu Directrice associée	Jean-Louis Flèche Associé	Amaury Vanoye Associé

6.2 Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

BM&A
11, rue de Laborde
75008 Paris

S.A.S au capital de 1 200 000 €
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie régionale de Paris

Orfis
79, boulevard de Stalingrad
69100 Villeurbanne

S.A.S au capital de 942 300 €
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie régionale de Lyon -Riom

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES **SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

A l'Assemblée générale,

1. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Obiz relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2. FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

3. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Comme indiqué dans la note « 1.6 Immobilisations financières » des règles et méthodes comptables de l'annexe aux comptes annuels, les titres de participation et autres participations sont évalués au coût d'acquisition et font l'objet d'une provision pour dépréciation dès lors que la valeur d'inventaire, déterminée sur la base de l'actif net et en fonction des niveaux de rentabilité et des perspectives d'évolution, devient inférieure au coût d'acquisition. Nos travaux ont notamment consisté à revoir l'approche retenue par la société et à apprécier le caractère raisonnable des estimations qui en résultent.

4. VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

5. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

6. RESPONSABILITES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Lyon et Villeurbanne, le 30 avril 2024

Les commissaires aux comptes

BM&A

BM&A

ORFIS

ORFIS

Alexis Thura
Associé

Anne-Lise Duthu
Directrice associée

Jean-Louis Flèche
Associé

Amaury Vanoye
Associé

Rapport spécial des commissaires aux comptes

BM&A

11, rue de Laborde
75008 Paris

S.A.S au capital de 1 200 000 €
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie régionale de Paris

Orfis

79, boulevard de Stalingrad
69100 Villeurbanne

S.A.S au capital de 942 300 €
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie régionale de Lyon -Riom

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES **SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

ASSEMBLEE GENERALE D'APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

A l'Assemblée générale des actionnaires de la société Obiz,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article 3 R. 225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

1. CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Conventions autorisées et conclues au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article L. 225-40 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes conclues au cours de l'exercice écoulé qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

- **Avec la société Obi-One dont Mr Brice Chambard, Président Directeur Général et actionnaire de votre société, est associé et dirigeant**

1) Cession de titres SUPERCONNECTR

Nature, objet et modalités

La société Obi-One a cédé la totalité des titres qu'elle détient dans le capital de la société SUPERCONNECTR, soit 203 actions ordinaires, au profit de votre société pour la valeur d'entrée à l'actif du bilan de Obi-One au 31 décembre 2022. Cette convention a été autorisée par votre conseil d'administration en date du 24 mai 2023.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023, votre société a donc acquis les titres de la société SUPERCONNECTR pour un montant total de 25 000 euros.

Motifs justifiant de l'intérêt de la convention pour la société

Votre conseil d'administration a motivé cette convention de la façon suivante : reclassement des titres de sociétés ayant des activités connexes ou complémentaires à celles exercées par les autres sociétés du groupe.

2) Cession de titres HOP

Nature, objet et modalités

La société Obi-One a cédé la totalité des titres qu'elle détient dans le capital de la société HOP, soit 42 000 actions ordinaires, au profit de votre société pour la valeur d'entrée à l'actif du bilan de Obi-One au 31 décembre 2022. Cette convention a été autorisée par votre conseil d'administration en date du 24 mai 2023.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023, votre société a donc acquis les titres de la société HOP pour un montant total de 35 000 euros.

Motifs justifiant de l'intérêt de la convention pour la société

Votre conseil d'administration a motivé cette convention de la façon suivante : reclassement des titres de sociétés ayant des activités connexes ou complémentaires à celles exercées par les autres sociétés du groupe.

Conventions non autorisées préalablement

En application des articles L. 225-4215 et L. 823-1216 du code de commerce, nous vous signalons que les conventions suivantes n'ont pas fait l'objet d'une autorisation préalable par votre conseil d'administration.

Il nous appartient de vous communiquer les circonstances en raison desquelles la procédure d'autorisation n'a pas été suivie.

- **Avec la société Influaactive dont le dirigeant est Mr Hervé Bigal, mandataire de votre société**

Convention de sous-traitance

Nature, objet et modalités

Une convention de sous-traitance a été signée entre votre société et la société Influaactive en date du 23 novembre 2023. Cette convention vise à sous-traiter les prestations à réaliser dans le cadre de l'exécution du contrat conclu entre votre société et La Poste et a donc été conclu pour une durée équivalente à celle de ce contrat.

En contrepartie des prestations fournies, la société Influaactive percevra une rémunération calculée à partir des déclarations horaires de la société Influaactive et des efforts estimés par celle-ci, préalablement validée par votre société, sur la base d'une grille tarifaire contractuelle.

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2023, aucune prestation n'a été facturée par la société Influaactive dans le cadre de cette convention.

Motifs justifiant de l'intérêt de la convention pour la société

Votre conseil d'administration a motivé cette convention de la façon suivante : votre société et la société Influaactiv, en tant que sous-traitant, ont répondu à un appel d'offre de La Poste visant la création d'un site pour communiquer sur le programme relationnel de votre société.

Nous vous précisons que, lors de sa réunion du 29 janvier 2024, votre conseil d'administration a décidé d'autoriser a posteriori cette convention.

2. CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs

a) dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article R. 225-30 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

- **Avec la Société Civile Immobilière (SCI) Beau Rivage dont Mr Brice Chambard, Président Directeur Général et actionnaire de votre société, est associé à 99,90%**

Contrat de bail

Nature, objet et modalités

Votre société et la SCI Beau Rivage ont conclu un bail au cours de l'exercice 2020 pour une durée de neuf ans.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023, le montant pris en charge par votre société à ce titre s'élève à 190 000€.

Fait à Lyon et Villeurbanne, le 30 avril 2024

Les commissaires aux comptes

BM&A

Alexis Thura
Associé

BM&A

Anne-Lise Duthu
Directrice associée

ORFIS

Jean-Louis Flèche
Associé

ORFIS

Amaury Vanoye
Associé